

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE RÔLE DU CAPITAL DANS LA MISE EN VALEUR DE L'INDOCHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le Mercredi 13 Mars 1929,

PAR

M. HENRI SIMONI

Président : M. NOGARO

Suffragants : MM. AFTALION
MAUNIER

PARIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRIMERIE ET D'ÉDITION
17, Rue Cassette

1929

*Thèse Paris
1929.*

**LE ROLE DU CAPITAL
DANS LA MISE EN VALEUR
DE L'INDOCHINE**

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE RÔLE DU CAPITAL DANS LA MISE EN VALEUR DE L'INDOCHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le Mercredi 13 Mars 1929,

PAR

M. HENRI SIMONI

Président : M. NOGARO

Suffragants : MM. AFTALION

MAUNIER

PARIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRIMERIE ET D'ÉDITION
17, Rue Cassette

1929

*20132

La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

La mise en valeur de notre domaine colonial, le deuxième du monde comme on se plaît à le répéter, doit passer au premier plan des préoccupations nationales.

Cet empire, de plus de 10 millions de kilomètres carrés et de plus de 55 millions d'habitants, constitue une réserve extraordinaire de richesses pour la métropole qui voit ainsi ouvrir à son activité un champ immense de possibilités d'ordre économique et financier.

Les difficultés, nées de la guerre et de l'après-guerre, qui ont pesé et pèseront encore si lourdement sur notre économie, nous ont empêchés de songer à nos colonies dans la mesure nécessaire. Dans son rapport au Sénat sur le budget des Colonies de 1929, M. Albert Lebrun exposait que l'année 1927 marquait encore, dans l'histoire de notre domaine colonial, plutôt un piétinement, une stagnation, qu'un nouveau bond en avant. Mais, depuis la réalisation de la stabilisation du franc, les difficultés immédiates de la « liquidation » de la guerre sont en voie de s'aplanir.

Il semble qu'au point de vue colonial nous soyons d'ailleurs à pied d'œuvre. La période d'occupation militaire paraît terminée; le premier effort d'outillage a été fourni ainsi que le travail de reconnaissance et de prospection des principales richesses. M. Albert Sarraut a établi, en 1920, un plan général et méthodique d'exploitation qui peut être utilisé en le complétant.

C'est pourquoi, au moment où un nouvel essor de notre activité coloniale se prépare, il nous a paru utile de dresser le bilan de notre action financière, particulièrement en Indochine.

Deux facteurs essentiels conditionnent en effet la mise en valeur d'une colonie : la main-d'œuvre et les capitaux. Le problème de la main-d'œuvre se présente d'une manière complexe dans des territoires qui, pour être de civilisation ancienne, n'en sont pas moins neufs au point de vue économique. L'inégale densité de la population défavorisant certaines régions, les difficultés ou l'impossi-

bilité de transports, l'insuffisance de l'outillage conduisent à la nécessité de forts investissements préalables de capitaux. Pour l'exécution des grands travaux publics, chemins de fer, routes, canaux, ports, travaux d'irrigation, de même que pour les entreprises privées, il est nécessaire de rassembler des capitaux importants.

Quel a été l'apport de la métropole à notre colonie d'Extrême-Orient, quelle est la situation actuelle des capitaux investis ? C'est ce que nous avons voulu faire ressortir en premier lieu.

*
**

Le professeur Beaud'huin, de l'Université de Louvain, estime que le Congo a coûté à la Belgique deux milliards de francs-or, soit quatorze milliards de francs actuels, dont presque la moitié ont été consacrés aux chemins de fer et aux travaux publics. Au début de 1929, les actions des sociétés coloniales, cotées à Bruxelles, étaient capitalisées à vingt-quatre milliards environ.

Ces statistiques font ressortir quel actif important représente un pays neuf dès que sa mise en valeur est hâtée par l'apport de capitaux. Nous arrivons à des chiffres moins élevés en Indochine, du fait que nous devons diviser nos efforts et nos capitaux sur nos différents territoires d'outre-mer ; mais les différentes statistiques établies au cours de cette étude tendent à justifier les placements effectués dans ce pays. En cherchant à « faire le point », nous avons relevé quelques moyennes des cours obtenus par les principales valeurs de banques et de sociétés ; elles nous permettent de dégager l'importance des résultats acquis, tant au profit de la colonie qu'à celui des capitalistes ayant fait confiance aux pionniers et aux réalisateurs qui surent les entraîner.

Depuis la guerre, l'épargne française a une tendance marquée à s'investir dans les affaires coloniales. Il y a au marché des valeurs un compartiment de valeurs coloniales sur lequel s'effectuent d'importantes transactions. Comment expliquer cette nouvelle orientation ? Certains facteurs psychologiques ont pu y contribuer. Le roman exotique connaît en effet une grande vogue, un auditoire, qui s'élargit sans cesse, se presse à de remarquables conférences propres à orienter les esprits et les énergies vers nos colonies ; les

expositions coloniales se multiplient. On doit bien avouer que cet éveil si tardif à l'étude des grands problèmes coloniaux est dû principalement à l'absence complète d'un enseignement colonial nécessaire pour ouvrir les esprits à ces questions. Mais il y a des facteurs plus positifs et plus décisifs. S'il n'est pas niable que l'intérêt manifesté par tant de Français aux valeurs coloniales est dû en partie au souvenir des pertes sévères éprouvées par leur portefeuilles de valeurs étrangères, il faut admettre qu'il est dû surtout aux succès remportés par un certain nombre d'entreprises coloniales particulièrement bien dirigées.

On estime à environ vingt millions le nombre d'hectares à mettre en valeur en Indochine. L'importance des capitaux nécessaires est évidente. Le résultat pour la métropole, si pauvre en matières premières, serait de se libérer des marchés étrangers. Pour hâter le développement des travaux publics retardés par la guerre, le gouvernement a compris la nécessité d'admettre largement nos colonies au bénéfice des prestations en nature. Il n'en reste pas moins qu'une impulsion nouvelle doit être donnée à l'exploitation de nos richesses coloniales latentes, et il est nécessaire que les entreprises privées trouvent aisément les ressources dont elles ont besoin.

Nous savons quel levier puissant a constitué la confiance dans notre redressement financier depuis 1926 ; en regard de cet élément d'appréciation, nous pouvons voir quel rôle important doit donc jouer ce même facteur dans la mise en valeur de nos colonies.

Et c'est là notre but final : rappeler aux épargnants dont l'intervention est primordiale dans la grande œuvre coloniale, qu'avec quelque attention dans le choix des affaires que la distance ne permet pas de surveiller, ils peuvent cependant faire largement confiance aux entreprises coloniales.



Carte de l'Indochine.

INTRODUCTION

CONDITIONS GÉOGRAPHIQUES, POLITIQUES ET SOCIALES

I. — Historique. La conquête

La célébrité des voyages de Marco Polo et de ceux du Portugais Pierre de Covilham ne doivent pas nous abuser sur l'ancienneté des relations régulières avec l'Extrême-Orient : elles ont commencé seulement au dix-septième siècle.

Auparavant, les Portugais avaient été les plus décidés voyageurs en ces régions. En 1552, ils avaient abordé sur les côtes du Cambodge et du Ciampa, et le Père Gaspard da Cruz a laissé une relation de son séjour dans la Basse Cochinchine où il établit une factorerie. En 1570, les Portugais encore découvraient les ruines d'Angkor sur lesquelles devaient par la suite retomber un voile d'ignorance et d'oubli jusqu'au dix-neuvième siècle.

Vinrent ensuite les Hollandais. En 1641, une ambassade dirigée par Van Vasthof, pénétra dans le Laos, jusqu'à Vien Tiane, à 1.000 km. de la côte. Mais ni eux, ni les Portugais ne purent se maintenir dans ce pays. Les Anglais ne furent pas plus heureux : ils s'étaient établis à Poulo-Condor d'où ils espéraient surveiller les côtes du golfe de Siam, mais une révolte de la garnison les obligea à leur tour à lâcher pied.

Le même caractère de provisoire marqua notre première pénétration. Le Père Georges de Lamothe, dominicain, débarqua en 1585, accompagné du Père Fonseca, Portugais. Ils évangélisèrent le delta du Mékong, mais finalement l'un d'eux fut massacré, l'autre chassé.

Sous François I^{er}, Louis XIII et Richelieu commencent à se constituer, à l'instar des Hollandais et des Portugais, nos compagnies de navigation. Leurs bateaux n'eurent guère de chance et une faible partie seulement arriva à destination. La grande époque colonisatrice de Colbert fut plus heureuse du côté du Siam. Une compagnie de Chine, à prétexte spirituel, se rattacha à la compagnie

des Indes pour les opérations commerciales, et Pondichéry fut alors notre base de rayonnement et d'affaires.

En 1662, malgré les intrigues portugaises, la mission Lamothe Lambert est bien accueillie et fait des adeptes au catholicisme. En 1665 des relations s'établissent entre Louis XIV et le roi de Siam, Phra-Narai, qui reçoit dignement notre ambassadeur, le chevalier de Chaumont, en 1696, et répond à cette avance par l'envoi d'une ambassade siamoise. L'accès au trône d'un mandarin soutenu par les Hollandais, Phra-Phet-Raxa, amena l'expulsion des Français pour lesquels Louis XIV, occupé par d'autres soins en Europe, ne put demander réparation. Nos relations avec le Siam ne devaient être renouées qu'en 1856 par l'arrivée de M. de Montigny à Bangkok.

Toutefois nos missionnaires ne s'étaient pas détournés de l'Annam. Le Père Alexandre de Rhodes qui aborda en Cochinchine en 1624 parcourut le pays jusqu'au Tonkin, publia un dictionnaire et une carte d'Annam et fut le principal animateur, pour ces régions, de la Société des missions étrangères. En même temps, il aidait l'activité commerciale de notre Compagnie des Indes. Après lui, le Père Poivre, demeuré célèbre en ce domaine de l'histoire, gagna la bienveillance de Te-Hien-Tong (1740-1786), et collabora à la création d'établissements français dans la baie de Tourane. Il suscita l'envoi du navire le *Machault* à Fai-Foo (1749), et établit des relations de sympathie entre la Chine du Sud et Louis XV. La chute de la Compagnie des Indes en 1769 annula temporairement les effets de son activité.

C'est encore un homme d'Eglise qui obtint le renouvellement des relations franco-annamites : Monseigneur Pigneau de Béhaine (1740-1799).

Dès son ordination, il s'embarque pour la Cochinchine. Tout d'abord chassé, et, entre temps, nommé évêque d'Adran, il repaît comme vicaire apostolique de Cochinchine. Il prend sous sa protection le Prince Gialong, chassé par les montagnards de l'Ouest, et fait un voyage en France, pour intéresser Louis XVI à son sort. Il obtient la signature d'un traité d'alliance offensive et défensive (28 novembre 1787), qui, par suite de la mauvaise volonté du Comte de Courvay, Gouverneur de Pondichéry, devait rester vaine, l'expédition projetée étant abandonnée. Mais l'initiative des hommes d'aventures, qui ont eu dans l'Inde une activité si curieuse à cette époque et au début du dix-neuvième siècle, devait se manifester

aussi dans le pays d'Annam. Mgr de Béhaine, avec le concours des colons français de Pondichéry, arma deux navires, mais il recruta aussi des officiers et des ingénieurs entreprenants comme Chaigneau, Philippe Vaunier, Forsang et Dayot qui se mirent au service de Gialong, et l'aidèrent à triompher de ses ennemis jusqu'au Tonkin, si bien qu'il fut proclamé empereur.

Chaigneau et Vanneau étaient encore auprès de Gialong lorsque Louis XVIII voulut renouer avec le souverain asiatique et envoya la *Cybèle* qui mouillait à Tourane en 1817. Mais les temps étaient changés, Gialong craignait de froisser les Anglais. Son successeur Minh-Mang (1820) était même nettement hostile aux Européens. L'histoire relève à cette époque de nombreux refus d'audience, et à plus forte raison, d'autorisation de commerce, opposés à nos envoyés. Bougainville, puis La Place, commandant de *La Favorite* (1831) devaient être aussi éconduits. Lorsque Thieu-Tri monta sur le trône, l'hostilité contre les chrétiens ne fit que croître. A la suite d'une démonstration navale exécutée par le commandant Lapierre (1847) pour soutenir nos revendications sur la liberté du culte, les divers souverains adoptèrent une attitude d'hostilité parfois sanglante à l'égard de nos missionnaires (massacres de missionnaires par ordre de Tu-Duc, 1851-1852). Napoléon III ne réussit pas mieux que le Prince Bonaparte avec la démonstration du *Catinat* à Tourane, laquelle fut suivie de massacres d'Espagnols (1857-1858).

Français et Espagnols organisèrent donc cette fois une expédition plus importante dont la direction fut confiée à l'amiral Rigault de Genouilly et au colonel espagnol Lanzarole. Le 1^{er} septembre 1858, Rigault s'installait dans la presqu'île de Tien-Cha, près de Tourane, puis, faisant une diversion, vers la Basse-Cochinchine estimée d'accès plus facile, occupait Saïgon le 15 février 1859.

La fin de la Campagne de Chine nous permit d'intensifier notre effort. L'Amiral Charner, en 1861, dégagea les alentours de Saïgon, l'amiral Page s'empara de Mytho ; en 1862, l'amiral Bonnard, successeur de Charner, prenait Vinhlong. Menacé par nous en Cochinchine, et au Tonkin par la révolte de Le Phong, Tu Duc bloqué à Hué demanda la paix en juin 1862.

Le traité qui intervint établissait la liberté du culte chrétien et cédait à la France les trois provinces de Bienhoa, de Saïgon et de Mytho, plus l'île de Poulo-Condor. La liberté commerciale était reconnue dans les ports de Tourane, Balat, Quang-nam, et réservée aux Français dans tous les bras du Mékong. Enfin l'empereur nous cédait tous ses droits sur le Cambodge.

A la suite de quoi, un traité avec le roi de Cambodge (1863) établit notre protectorat sur le Cambodge, et nous reconnut le droit d'exploiter les forêts du pays. Toutefois, le roi ayant pris des engagements secrets avec le Siam, dont le souverain était son suzerain, nous perdîmes jusqu'à la rectification de 1907, les provinces d'Angkor et de Battambang.

De plus, la cour d'Annam s'attacha à rendre notre occupation impossible, apportant une totale mauvaise foi à l'application des conventions de 1863. Cette déloyauté amena l'organisation de l'expédition Lagrandière, qui en 1867, nous valut l'occupation des provinces de Vinhlong, Chaudoc et Hatien. Dès ce moment la Cochinchine française était constituée.

La répression des petites révoltes que suscita encore Tu-Duc est peu de chose auprès de la conquête du Tonkin, qui allait consolider celle de la Cochinchine. Depuis 1859, des officiers et des colons cherchaient, en remontant le Fleuve Rouge, une voie d'accès vers la Chine. Un commerçant audacieux, Jean Dupuy, qui était en affaires avec les autorités du Yunnan, vit ses marchandises confisquées par les mandarins annamites. A la suite de ses protestations, Francis Garnier fut envoyé en 1869 pour régler le conflit. Il fut bientôt amené à employer la force. Il s'empara de la citadelle d'Hanoï le 19 novembre 1873, puis des principales forteresses du Tonkin, au milieu de l'indifférence des populations. C'était la conquête de fait. La principale phase qui suivit allait être celle de la malveillance agissante des Chinois. Les Pavillons Noirs pénétrèrent au Tonkin. Garnier fut tué dans une embuscade près d'Hanoï (1873).

Notre politique d'hésitation (traité de 1874) (1), devait amener le sacrifice d'une nouvelle victime. Le commandant Henri Rivière périt lui aussi dans une embuscade dressée par les Pavillons Noirs (mars 1882). Un bombardement énergique contre Hué, commandé par l'amiral Courbet, fut le signe du changement de nos dispositions. Aussi bien les Mandarins s'inclinèrent-ils et le traité du 25 août 1883 imposa la présence de nos résidents dans chaque province et les douanes passèrent dans nos mains. Après une nouvelle phase d'hésitation politique, et d'héroïsme militaire, nous obtînmes la renonciation de la Chine à son ancienne possession (1885). La mise à la raison des successeurs de Tu-Duc, dont le dernier fut un collaborateur correct de la France, a assuré notre pouvoir sur l'Annam et

(1) Il nous ouvrait seulement les ports d'Hanoï et de Haïphong.

notre autorité est reconnue d'ailleurs, par ailleurs sur le Laos, depuis 1893.

Ainsi fut constitué le Gouvernement de l'Indochine française ; une colonie, la Cochinchine, et quatre protectorats.

II. — Conditions naturelles

Terrains, pluies, hydrographie

Quelles sont les possibilités offertes naturellement par ce pays tropical de 775.000 km. carrés ? L'examen des sols, du climat, du régime des pluies et des fleuves nous en fixera les limites générales.

L'Indochine constitue l'un des prolongements extrêmes des ramifications issues du Thibet ; si elle doit à ces montagnes l'origine d'une partie de ses ressources hydrographiques, elle a l'avantage de se trouver sur l'arc d'épanouissement de ces lignes de relief et d'être formée en grande partie de deltas. Ceux-ci ont été dans le passé la partie riche du pays. Leurs ressources et leurs réserves de main-d'œuvre aideront à la mise en valeur des régions hautes. L'inégalité de valeur de ces diverses régions est donc destinée à s'atténuer, selon l'intéressante étude de M. Demarey sur *les Modes de vie dans les montagnes de l'Indochine* (1).

Une première chaîne occupant l'Ouest et le Nord du Tonkin y constitue des ondulations qui rappellent notre Puy-de-Dôme et déterminent les aspérités de la côte et de la baie d'Along. La deuxième chaîne venant du Laos et dont le fouillis d'arêtes, dans la grande boucle du Mékong, forme le principal centre montagneux, se relie d'une part au Massif du Tonkin, et d'autre part émet une longue chaîne souvent parallèle à la côte, souvent brisée, qui est la Cordillère annamitique. Cette Cordillère présente des sommets élevés, avec beaucoup de cols il est vrai, mais ne laisse que des passages difficiles.

Le système des plateaux comprend surtout celui du Cammon, et celui du Kontoum (ce dernier paraît présenter un grand avenir agricole), les hauteurs de Tayninh et de Baria, déjà peuplées de plantations ; à l'ouest les hauteurs des Bolovens et les Monts des

(1) Recueil des travaux de l'Institut de Géographie alpine, tome VII, 1919, fasc. 111, p. 453-562.

Cardamones n'ont pas encore donné lieu, en général, à exploitation appréciable.

Ces régions montagneuses offrent surtout de larges possibilités minières : au Tonkin, zinc et charbon, çà et là l'étain ou l'or ; enfin les terres rouges de la Haute-Cochinchine, richesse essentielle ici comme les tirs au Maroc ou les terres noires en Europe.

Au total, les terres rouges (qui se rencontrent aussi au Cambodge et au Centre-Annam) s'étendent vraisemblablement sur 10 millions d'hectares qui constituent un des domaines les plus riches du monde :

« Les conditions de leur formation, écrit M. Aug. Chevalier, sont encore mal connues. Sans doute d'origine volcanique, elles présentent sous l'aspect de dépôts une terre très homogène, plutôt marron-rouge, particulièrement riche en azote et en acide phosphorique, moins pourvue de potasse et de chaux. L'épaisseur moyenne de ces terres est de 15 à 20 mètres avec un maximum de 30 à 40 mètres et un minimum de 1 m. 50 à 2 mètres ; ces terres sont, d'une manière générale, absolument franches, très perméables, mais grâce à leur forte capillarité, elles sont toujours fraîches... Les *terres rouges* constituent le plus souvent de vastes plateaux à déclivité très faible, parfois aussi elles sont creusées de petits vallons (Suoi) dont le thalweg est à sec une partie de l'année. Des forêts vierges puissantes, parfois des forêts secondaires et d'immenses étendues de bambous vivent sur ces terres rouges sur lesquelles sont installées aujourd'hui les plus importantes plantations d'hévéas de Cochinchine ; des plantations de théiers commencent également à s'installer sur les terres rouges des plateaux de Konthun, appelées sans nul doute à un très grand avenir. »

Il a été beaucoup parlé de ces terres rouges. De toutes parts et en particulier plus près de la côte, se rencontrent les terres grises, moins fertiles, mais où se pratique (l'existence des cheptels et la proximité des grands peuplements aidant), la culture de l'hévéa ; on y a pratiqué jusqu'ici un défrichement plus soigné et une certaine abondance de cultures intercalaires (type des plantations de Suzannah). Les sols comportent des latérites ou des argiles, avec une mince couche d'humus sujette à un assez rapide épuisement, d'où nécessité de combiner l'élevage avec la culture et de pratiquer assidûment l'addition d'engrais.

Les régions riches encore négligées ou inutilisées sont nombreuses au Cambodge, au Laos et dans l'Annam central avec des terres rouges, au Tonkin dans les altitudes moyennes. La Cochinchine

même, dont l'importance agricole est tout autre qu'on ne l'attendrait d'un pays qui ne couvre pas le dixième de la surface de l'Union (65.000 km.), a encore de sérieuses réserves de terrains : plaine de joncs pour le riz, forêts du nord-est pour les cultures industrielles.

*
**

Le climat varie suivant les régions, et quoique tropical dans l'ensemble, marque par endroits quelques ressemblances avec celui des régions tempérées de l'Europe.

La Cochinchine, le Cambodge et le Sud-Annam, plus près de l'Equateur, ont une moyenne de 28°, avec une oscillation entre 22 et 34 ; le Nord-Annam, le Tonkin et le Laos subissent des écarts plus considérables, car dans les régions montagneuses le thermomètre indique des températures inférieures à zéro en saison fraîche pour atteindre couramment 36° en été. Ces dernières régions ont donc une sorte d'hiver qui faciliterait l'acclimatation des Européens. Malheureusement les étés sont particulièrement pénibles, et les maladies endémiques y sont plus fréquentes qu'en Cochinchine.

Les vents sont soumis au régime des moussons, régulièrement dans le sud, avec des perturbations à mesure qu'on s'élève en altitude. Les moussons amènent les typhons, surtout dans le golfe du Tonkin, de juin à septembre, et un peu plus tard sur les côtes d'Annam.

Les pluies dépendent des vents, donc sont plus régulières dans le Sud. En Cochinchine et au Cambodge, celles-ci tombent pendant la saison d'été, de mai à octobre ; au Tonkin de juillet à septembre principalement, mais avec des précipitations toute l'année. En Annam, à mesure qu'on descend vers le sud, la saison des pluies devient plus tardive, si bien que celle-ci finit par être placée en hiver.

L'état hygrométrique de l'air est plus élevé au Tonkin qu'en Cochinchine ; maximum à Saïgon 84,5, à Hanoï 92. Par ailleurs les pluies sont très inégales, souvent inopportunes : des averses diluviennes succèdent en effet à des périodes de sécheresse.

Ces rapides indications permettent de conclure : 1° que la présence des Européens ne peut devenir suffisante pour diminuer l'importance de la main-d'œuvre indigène ; 2° que le régime des pluies laisse subsister le problème de l'irrigation.

*
**

Heureusement, le système hydrographique est très développé et offre de larges possibilités d'irrigation et de navigation, après avoir constitué par régions d'importantes alluvions. On distingue les cours d'eau des bassins méridional, oriental et septentrional.

Bassin méridional. — Il comprend essentiellement le Mékong qui, avec une longueur totale de 4.200 km. forme un bassin d'un million de kilomètres carrés, égal à une fois et demie la surface de l'Indochine. Après un passage en Chine dans des couloirs encaissés, il atteint une largeur de 300 à 400 mètres en arrivant dans le Laos français à 2.500 km. de la mer. Son cours est ensuite très encombré, puis, sur un parcours de 500 km. en amont de Sawanaket, devient parfaitement navigable. Dans la partie suivante, on trouve les rapides de Khône dont les cataractes apparaissent sur un total de plus de 10 km. De là jusqu'à la mer (750 km.) il devient navigable. Il passe à Kratié où commence le delta qu'il semble avoir formé, et à Pnom-Penh dont il fait la fortune par les commodités qu'offre sa division en quatre branches. L'une d'elles remontant vers le nord-ouest forme le Grand Lac, très important pour les pêcheries, et le Tonlé Sap (150 km. de long) qui constitue un réservoir et une voie de navigation très utilisée.

Dans le delta, formé d'un très grand nombre de bras, Mytho est le centre d'un réseau de canaux qui favorisent l'expédition des récoltes. Un autre élément, le fleuve postérieur qui passe par Chaudoc et Cantho est très ensablé. Au total le Mékong a une grande importance pour la Cochinchine, mais on a renoncé à l'utiliser comme débouché pour les provinces chinoises, contrairement à ce qu'on espérait à l'époque de la mission Doudart de Lagrée (1886).

Le Donnaï, qui provient du plateau du Lang-Biang, termine son cours de façon analogue, se mêlant presque au Mékong, après avoir pris le nom de Nhabe, il se termine par les bras appelés : rivière de Saïgon, Soi-Rap, qui reçoit le grand Vaïco dont on retrouvera le nom à propos des plantations de canne à sucre. Les arroyos formés par ces branches servent, comme ceux du Mékong, à l'irrigation et à la batellerie.

Bassin Oriental. — Il comporte des cours d'eau venant de la chaîne annamitique, très proche de la côte ; ils sont donc courts et torrentiels : rivières de Nhatrang, de Tourane, de Hué. Plus au

nord, la montagne s'éloignant de la côte, les fleuves deviennent plus longs : le Song-Ca a 600 km.; le Song-Ma et le Song-Chu finissent confondus en delta. Ces trois derniers remplissent un rôle utile pour la navigation. On verra par ailleurs que ce bassin a donné lieu à d'importants travaux d'irrigation.

Bassin septentrional. — Il comprend essentiellement le Song-Coi ou Fleuve Rouge, et le Thai-Binh qui ont des traits communs, puis quelques cours d'eau du Haut Tonkin qui vont se jeter dans le Si-Kiang.

Le Fleuve Rouge a un cours supérieur voisin de celui du Mékong et qui lui est analogue. Aussi a-t-il donné lieu aux mêmes déceptions en tant que voie de débouché vers la Chine. D'abord très encaissé, il s'élargit à Yen-Bai et à Vietri entre dans le delta : après Sontay, il se divise en deux bras : celui du nord, le plus important, passe à Hanoï, puis se divise en Cua-Balat et Cua-Trac ; celui du sud passe à Ninh-Binh et est relié au précédent par le canal de Nam-Dinh. Deux de ses affluents qui lui sont parallèles sont particulièrement navigables (Rivière Noire et Rivière Claire).

Le Thai-Binh est formé, au lieu dit « les sept Pagodes », de la réunion de trois rivières, dont la plus importante, le Song-Can, est navigable jusqu'à Bac-Nan. Le Thai-Binh forme une multitude de bras que de nombreux arroyos réunissent à ceux du Fleuve Rouge : à l'extrémité même, il y a confusion complète des canaux. Malgré l'analogie avec le delta cochinchinois, ces voies d'accès sont plus difficiles à cause des digues, du limon, des hauts fonds du littoral. Par ailleurs la violence des pluies en montagne, de mai à novembre, provoque des crues beaucoup plus fâcheuses que celles du Mékong, car il n'y a point le rôle médiateur d'un Tonlé-Sap. Aussi le delta du Tonkin a-t-il été protégé de longue date par des digues élevées par les indigènes, et consolidées et surélevées par nos services de travaux.

Tout cela explique que s'il y a beaucoup à retirer des fleuves tonkinois en faveur de l'irrigation, de grandes dépenses ont été nécessaires non seulement pour cet usage, mais pour assurer la sécurité agricole et urbaine. Plus encore que le delta cochinchinois, le delta tonkinois a de grandes richesses latentes, mais autant et plus que partout ailleurs, l'intervention du capital est nécessaire pour écarter le péril et capter les avantages naturels pour la fertilisation du sol.

Voyons maintenant le rôle des hommes et de l'administration en face de la nature.

III. — Organisation administrative

La législation a tendu à établir une union de plus en plus étroite entre les différentes parties de l'Indochine, et a si bien réussi dans son effort d'organisation, d'abord distinct de celui des autres colonies, qu'elle a servi de modèle pour l'A.O.F. et l'A.E.F. On comprend qu'une des plus importantes questions aient été celles des pouvoirs respectifs du Gouverneur général et des lieutenants gouverneurs de naguère. On peut voir rapidement avant d'en arriver là, à quelle organisation antérieure la nôtre a dû se superposer.

L'Annam avait à sa tête une monarchie sans parlement, ni aristocratie de naissance. L'accès aux fonctions était ouvert à tous.

En fait, le gouvernement revenait à de hauts fonctionnaires comparables à nos ministres. Chacun des six ministères avait à sa tête un *thuong-tho* assisté de deux *than-tri*, et de deux *thi-lang*. Ils prenaient leurs décisions en accord entre eux ; un dissentiment amenant l'appel à un conseil aulique de quatre membres. Des bureaux, un conseil secret, un tribunal de censeurs et un corps d'inspecteurs généraux, complétaient cette organisation centrale. Une ordonnance royale du 22 septembre 1897 a donné un aspect plus européen au conseil secret, composé de six ministres réunis sous la présidence du résident supérieur.

L'Administration provinciale comportait de grandes provinces gouvernées par un *tong-doc*, mandarin à rang élevé ; il avait sous ses ordres un chef des services administratifs, un chef de la justice, un chef de l'enseignement. Les provinces plus petites avaient de moindres mandarins : les *tuan-phu*, et à un moindre degré encore, les *quan-bo*. La province se divisait en préfectures (*phu*) et en sous-préfectures (*huyen*), à la tête desquelles se trouvaient respectivement les *tri-phu* et *tri-huyen* à qui étaient réservées les fonctions administratives et judiciaires. L'enseignement était confié à un fonctionnaire qui éventuellement suppléait son chef. Au-dessous, on arrive aux cantons (*tong*) et aux communes (*xa* ou *lang*). Ces dernières ayant une forte autonomie et dirigées par les défenseurs de la population.

Il existe des mandarins militaires, peu considérés, et des mandarins civils, classés en neuf degrés, subdivisés chacun en deux classes. On peut passer, en s'élevant, d'une spécialité à une autre, de l'enseignement aux fonctions judiciaires par exemple. On entre

dans cette carrière et on y progresse par des concours semestriels, en bas de l'échelle, puis de plus en plus espacés ; être trop exclusivement des lettrés, un peu dénués de scrupules (faute de contrôle) tels sont les défauts qu'on leur a communément reprochés.

A l'origine de notre occupation, les mandarins s'étaient enfuis ; on tâcha de les remplacer par des officiers transformés, moyennant quelques examens et des avantages pécuniaires, en *inspecteurs des affaires indigènes* (1861-1869). En 1873 (décret du 10 février) est tenté un rapprochement avec nos institutions que M. le Myre de Vilers interrompt en s'occupant surtout d'unifier les cadres et en supprimant les examens (décret du 4 mai 1881).

A l'arrivée de Paul Bert comme résident général, un grand effort est fait pour donner un caractère plus civil à l'organisation du protectorat. Le Résident Général correspond seul avec le Gouvernement de la République et les autorités militaires lui sont subordonnées. Il est assisté d'un conseil de protectorat et de deux résidents supérieurs, l'un à Hué, l'autre à Hanoï (décret du 3 février 1886). Depuis, on a tantôt accentué le prestige des mandarins pour s'appuyer sur eux, comme fit Paul Bert, tantôt on s'est efforcé de diminuer leur rôle et de leur retirer la police et l'impôt (Lanessan).

L'œuvre d'unification fit un grand pas avec le décret du 17 octobre 1887. Jusque là, la Cochinchine et le Cambodge formaient un groupe, dépendant du Ministère des Colonies, l'Annam et le Tonkin un autre dépendant des Affaires Étrangères. Ce décret rattacha toute l'Union au Ministère des Colonies et mit le lieutenant Gouverneur de Cochinchine et les résidents généraux sous les ordres du Gouverneur Général de l'Indochine. Tel est le point de départ de l'organisation actuelle.

Le décret du 21 avril 1891 est venu augmenter encore les pouvoirs du Gouverneur général, et il a été confirmé par celui du 20 octobre 1911. Le gouverneur est entièrement le « dépositaire des pouvoirs de la République ». Il organise les services et règle leurs attributions, peut suspendre de hauts fonctionnaires même nommés par le chef de l'Etat, déléguer une partie de ses attributions au Gouverneur de la Cochinchine et aux résidents supérieurs. Il a un contrôle militaire, que nous laisserons de côté ici, et budgétaire, sur lequel nous reviendrons.

Sous M. Doumer, avait été effectuée une forte centralisation des pouvoirs (un procureur général pour tout le service judiciaire de l'Indochine, etc.), sous ses successeurs et en particulier avec

M. Sarrault, on décentralisa. Actuellement les services communs à toute l'Union rattachés au Gouvernement général sont :

- La Direction du Contrôle financier ;
- Le service de la Justice ;
- Les services militaires ;
- Les services maritimes ;
- La direction des finances ;
- Le service de l'enregistrement, des domaines et du timbre ;
- Le service des douanes et régies ;
- Le service de la trésorerie générale ,
- Le service des P.T.T. ;
- L'inspection générale des Travaux publics ;
- L'inspection générale des services sanitaires et médicaux ;
- La direction de l'Instruction publique ;
- La direction des services économiques ;
- L'Ecole française d'Extrême-Orient ;
- Les Instituts Pasteur de Nhatrang et de Saïgon.

Un Conseil supérieur de l'Indochine, devenu conseil de Gouvernement (décret du 20 octobre 1911) assiste le Gouverneur général, son Président. Il est composé et délibère comme suit :

- Le Gouverneur général président ;
- Le Général commandant des troupes du groupe de l'Indochine ;
- Le Secrétaire général du Gouvernement général ;
- Le Gouverneur et les résidents supérieurs ;
- Le député de la Cochinchine ;
- Les directeurs des services, inspecteurs généraux, trésorier général ;
- Le président du conseil colonial de Cochinchine ;
- Les délégués élus de l'Annam, Tonkin et du Cambodge ;
- Les présidents des chambres de commerce, d'agriculture ou mixtes ;
- Cinq notables indigènes, un pour la colonie, quatre pour les protectorats ;
- Le chef de cabinet du Gouverneur général.

Le Conseil tient au moins une session par an. C'est en conseil que le Gouverneur général arrête le budget, détermine le montant des contributions, approuve le mode d'assiette. Le conseil est obligatoirement consulté sur les emprunts à contracter.

On voit que ce conseil juxtapose les représentants des intérêts com-

merciaux et agricoles avec les chefs des services administratifs. Nous avons quelque peu insisté sur sa composition, puisque, comme on l'a vu, son rôle financier est important.

*
**

En ce qui concerne maintenant les divisions administratives, l'Indochine est formée de cinq « pays », ayant une organisation uniforme. L'Annam comprend 13 provinces et la ville de Tourané. Le Tonkin, après avoir eu 13 provinces, en comporte maintenant 21, avec en plus 4 territoires militaires. La Cochinchine est divisée en 4 circonscriptions administratives subdivisées en 20 arrondissements équivalents aux provinces des autres pays ; le Cambodge en 12 résidences, plus la ville de Pnom-Penh ; au Laos il y a dix provinces et un territoire militaire. Le décret du 20 octobre 1911 a consacré cette uniformité relative de l'administration des cinq pays, qui est une sorte de réplique à l'administration générale : 1° par la présence d'un chef appelé gouverneur en Cochinchine, résident ailleurs ; 2° par l'organisation d'un Conseil privé là, et de Conseils de protectorat ici.

Le Gouverneur général délègue à ces subordonnés tout ou partie de ses pouvoirs et décentralise dans la mesure de son appréciation personnelle. Les Conseils ont une composition symétrique à celle du Conseil de Gouvernement de l'Indochine.

Tout cela suffira à faire comprendre les dispositions relatives à la main-d'œuvre, aux concessions, etc., sans qu'il soit utile de s'arrêter au rôle des mandarins annamites et des maires (mekhums) placés à la tête de groupes qui ne correspondent pas en tout point à des communes (1).

Notons toutefois l'existence d'organismes dont le rôle paraît appelé à se développer : les assemblées provinciales. Ces conseils n'ont pas de pouvoir propre, mais sont plus importants que nos conseils d'arrondissements ; en Cochinchine, par exemple, parce que la province est une personne morale. En Cochinchine, dans chaque province, un conseil présidé par l'Administrateur et composé d'indigènes élus à raison de un par canton en principe, se réunit au moins deux fois par an et délibère sur tous les intérêts particuliers de la province. Le Tonkin a des conseils provinciaux et une chambre consultative indigène pour le pays tout entier. Même système en

(1) Ce ne sont pas des circonscriptions territoriales, mais des collectivités d'individus.

Annam, et au Cambodge, sauf l'emploi de l'expression de « Conseil de résidence ». Le Laos a des « conseils consultatifs » et pas de chambre consultative.

Le 4 novembre 1928, d'importants décrets venaient modifier et compléter le régime représentatif. M. Daladier, en 1925, avait songé à la création d'un « Congrès de l'Union indochinoise », et M. Varenne à celle d'une « Assemblée centrale indochinoise », mais c'était là anticipations dues à des influences parlementaires.

Selon le rapport du ministre des Colonies au président de la République présentant les nouveaux décrets, le principal objet de la réforme réside dans l'institution près du Gouverneur général de l'Indo-Chine d'une assemblée élue représentant toute la colonie : « le grand conseil des intérêts économiques et financiers de l'Indo-Chine ».

Cette création répond à une des principales préoccupations de l'opinion indochinoise. Il est nécessaire que, dans l'état actuel de l'esprit public local, le Gouverneur général ait, près de lui, une assemblée qui, par ses origines et sa composition, soit indépendante de l'administration ; cette assemblée doit représenter aussi exactement que possible toutes les valeurs de la vie indochinoise, les intérêts du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, ceux des divers pays et des diverses races constituant l'union indochinoise, ceux de la population habitant l'Indochine.

Mais pour que le résultat cherché soit obtenu, l'organisation du grand conseil indochinois est inséparable de l'institution, dans les pays de protectorat, d'une représentation locale française : *les conseils français des intérêts économiques et financiers*. Actuellement, en effet, hors de la Cochinchine, où siège un conseil colonial, cette représentation n'est pas assurée, tandis que des assemblées consultatives existent dans les pays de protectorat, mais seulement pour la défense des intérêts indigènes.

Enfin, l'existence du grand conseil doit avoir pour corollaire la réforme du conseil du gouvernement actuel, qui, tout en conservant ses attributions réglementaires, doit être modifié dans sa composition.

C'est à ce triple but que tendent les trois décrets. Le premier institue : « les conseils des intérêts français économiques et financiers » de l'Annam, du Tonkin et du Cambodge (et éventuellement celui du Laos) ; le second : « le grand conseil des intérêts économiques et financiers de l'Indochine » ; le troisième décret adapte le conseil du gouvernement de l'Indochine à la nouvelle organi-

sation des assemblées locales. Comment seront désormais composés, comment fonctionneront ces divers conseils et quelles relations établiront entre eux l'unité d'action nécessaire ? C'est ce qu'il est utile d'exposer tout d'abord.

L'institution dans les pays de protectorat des « conseils des intérêts français économiques et financiers » est la première assise de la réforme. Elle a non seulement pour but d'assurer à la population française de ces pays une représentation depuis longtemps réclamée, mais aussi de permettre à cette population, par l'intermédiaire des nouvelles assemblées de désigner les délégués qui la représenteront au grand conseil des intérêts économiques et financiers.

Les conseils français des pays de protectorat seront consultatifs ; il y aura, de ce fait, une analogie de pouvoirs entre eux et les assemblées indigènes locales. Cette limitation de pouvoirs, qui existe à Madagascar, même pour les délégations financières, a paru être un stade indispensable. Plus tard, lorsque les conseils locaux français auront acquis, par leur fonctionnement, l'expérience des affaires, lorsqu'ils auront, ainsi que les assemblées indigènes, montré par leur action et leurs avis éclairés qu'une part de responsabilité directe et de décision peut leur être confiée, il pourra être examiné si leurs attributions doivent être élargies. Actuellement et dans l'état d'évolution des populations protégées, dont il faut tenir compte par suite du parallélisme d'attribution des assemblées françaises et indigènes, l'octroi d'attributions délibératives serait prématuré.

Par contre, le collège électoral et les conditions d'éligibilité aux conseils des intérêts français économiques et financiers ont été établis selon le mode le plus libéral ; les attributions consultatives de ces conseils sont étendues, leurs membres auront l'initiative de propositions en matière financière, sous les seules réserves générales imposées ordinairement et sous condition que l'équilibre budgétaire soit maintenu. On peut attendre de consultations ainsi largement faites les meilleurs résultats pour le développement des pays intéressés.

Si un conseil consultatif français n'a pas été immédiatement institué au Laos, c'est uniquement par suite du développement insuffisant de ce pays et du manque de moyens aisés de communication. Mais il a été prévu que le gouverneur général pourra créer ce conseil, dès qu'il l'estimera possible et opportun.

Il n'a pas paru qu'un décret dût intervenir pour confirmer l'exis-

tence des assemblées consultatives indigènes des pays de protectorat et pour les réorganiser.

La raison de cette abstention est qu'il s'agit des chambres électives concernant uniquement des populations qui, bien que protégées par la France, sont sujettes des gouvernements indigènes. Ce sont les gouvernements annamites et cambodgiens qui, par ordonnance royale, ont, en Annam et au Cambodge, organisé le fonctionnement de ces assemblées ; c'est le résident supérieur au Tonkin, agissant comme Kinh-luoc, qui, avec l'adhésion royale, a institué dans ce pays la chambre des représentants du peuple et réglementé ses attributions. Cette procédure, conformément aux traités, doit être maintenue. Le gouverneur général examinera si, tenant compte des attributions données aux conseils français, celles des chambres indigènes doivent être modifiées. Mais au cas où l'intérêt d'une telle modification serait reconnue elle serait réalisée par des actes de l'autorité royale ou du résident supérieur du Tonkin, dépositaire dans ce pays des pouvoirs d'administration du roi d'Annam.

Le grand conseil des intérêts économiques et financiers de l'Indochine sera composé d'élus des diverses assemblées locales françaises et indigènes et de quelques notabilités désignées par le gouverneur général, en dehors des fonctionnaires en activité de service. Le grand conseil sera, près du gouverneur général, en dehors de l'administration, la représentation de tous les intérêts des divers pays et des différentes races groupées dans l'union indochinoise.

Le système des délégations n'a pas été adopté, parce qu'en Indochine cette innovation aurait pu paraître en discordance avec une telle évolution et un mode de procéder déjà ancien, qui ont conduit à faire délibérer en commun Français et indigènes, aussi bien dans le conseil colonial de la Cochinchine que dans les chambres de commerce et d'agriculture et dans les conseils et commissions des municipalités. Cette délibération en commun, de tous les élus, sans distinction de race, est une méthode éducative excellente et un procédé d'administration basée sur la confiance et un désir de coopération étroite et directe, qui dans l'ensemble a donné de bons résultats. Sauf les motifs spéciaux aux pays de protectorat, qui ont été indiqués, il ne paraît pas y avoir de raisons déterminantes pour s'écarter de cette règle en Indochine.

De larges attributions sont données au grand conseil qui aura des pouvoirs de délibération en matière d'impôts indirects et en matière d'emprunts. Cette décision a paru justifiée par la rapide

évolution des esprits en Indochine, qui permettra à tous les conseillers d'apprécier les besoins d'un vaste pays en voie de rapide développement ainsi que les devoirs et charges qu'imposent aux populations l'intérêt général de la colonie.

Cet élargissement de la consultation des intérêts indochinois dans un cadre nouveau et par un organisme bien adapté à son but doit permettre d'assurer une entente fructueuse entre l'opinion publique largement éclairée et le chef de la colonie.

C'est un essai de collaboration étendue et complète dans le domaine économique et financier.

Le grand conseil n'ayant aucun délégué administratif, un comité privé doit être maintenu près du gouvernement général avec mission de l'assister dans l'examen des principales questions politiques et administratives et d'éclairer ses décisions. Le conseil de gouvernement a donc été conservé pour remplir ce rôle et pour permettre d'arrêter dans la forme réglementaire les divers budgets indochinois, les comptes administratifs, les règles et les tarifs de perception des impôts tant généraux que locaux. Sa composition a simplement été modifiée pour tenir compte de la constitution du grand conseil qui devient l'assemblée élective. Le conseil de gouvernement est, dans le système prévu, l'organisme régulateur ; il est du reste composé selon un mode qui permettra au gouverneur général d'être parfaitement éclairé lors de l'examen des affaires soumises au conseil.

La réforme accomplie, l'ensemble des assemblées indochinoises se présentera dans des conditions harmonieusement équilibrées.

En Cochinchine l'assemblée locale sera le conseil colonial qui conserve sa composition, son organisation et sa compétence, il reste un conseil franco-annamite délibérant en commun.

Les chambres de commerce et d'agriculture de la Cochinchine ont le même caractère de comité franco-indigène. Ces trois assemblées envoient des délégués français et annamites au grand conseil des intérêts économiques et financiers de l'Indochine.

Le conseil privé conserve sa composition et ses attributions de conseil personnel du gouverneur.

En Annam et au Cambodge il y a dualité de conseils consultatifs, l'un indigène (chambre consultative ou chambre des représentants du peuple), l'autre français (conseil des intérêts français économiques et financiers). Dans ces pays existent des chambres de commerce et des chambres d'agriculture ou des chambres mixtes de commerce et d'agriculture. Chacune de ces assemblées envoie ses

délégués au grand conseil des intérêts économiques et financiers de l'Indochine. Le résident supérieur a près de lui un comité consultatif, le conseil du protectorat analogue au conseil privé de Cochinchine.

Au Laos existe une chambre consultative indigène et il vient d'être institué une chambre mixte de commerce et d'agriculture. Ces assemblées envoient des délégués au grand conseil indochinois. Un conseil des intérêts français économiques et financiers sera créé dès que les circonstances le permettront. L'organisation du Laos, bien que moins développée, est donc semblable à celle du Tonkin, de l'Annam et du Cambodge.

Au sommet, près du gouverneur général, siègent : le grand conseil des intérêts économiques et financiers de l'Indochine, délégation des diverses assemblées élues locales, et le conseil du gouvernement, comité privé du chef de la colonie et organe régulateur de tout le système des assemblées indochinoises.

Le grand conseil comprendra 28 membres français et 23 membres indigènes élus au deuxième degré.

Le conseil de gouvernement ne comprendra plus que les hauts fonctionnaires, chefs des services généraux de l'Indochine. Ces conseils créent pour le gouverneur général un solide point d'appui qui ne peut que renforcer l'autorité du chef de la colonie.

Il reste maintenant à examiner les grands traits du régime financier. Nous verrons plus loin quelles ressources le budget a apportées à notre colonie. Ici, il s'agit simplement d'examiner sur quels principes il repose et quelles sont les modalités d'établissement et les formes de contributions qui correspondent aux recettes.

A l'origine, le budget de la Cochinchine était indépendant. Pour l'Annam et le Tonkin, la métropole supporte tous les frais de ses nouvelles conquêtes. L'organisation actuelle a pour point de départ le décret du 31 juillet 1898 qui crée la personnalité morale de l'Indochine et réalise une réforme vainement tentée et abandonnée en 1887. Il établit le principe d'un budget général de l'Indochine alimenté par l'impôt indirect, faisant face aux dépenses d'intérêt général, et de cinq budgets locaux alimentés par l'impôt direct, subvenant aux dépenses d'intérêt local.

Dès lors le trésor particulier de la Cour de l'Annam figure au budget administratif, et par ailleurs la Cochinchine perd par rapport à son budget antérieur, tel qu'il était établi auparavant, le contrôle des dépenses d'intérêt général, soit à ce moment les 2/3 de son total.

En vertu du décret du 20 octobre 1911, le budget général est arrêté par le Gouverneur général en conseil de gouvernement et approuvé par décret ; même mode d'établissement pour les taxes et contributions indirectes (sauf les douanes). Les modes d'assiette et de perception sont simplement approuvés par décret. Le budget local de la Cochinchine est délibéré par le Conseil colonial, arrêté par le gouvernement en conseil privé, approuvé par le gouverneur général en conseil de gouvernement ; même acheminement pour l'assiette et la perception. Réserve faite pour les différences de terminologie et de qualité, les mêmes principes s'appliquent aux budgets locaux des autres pays de l'Union.

Quant au système fiscal, il a dans son ensemble été organisé par le gouverneur général Doumer (1898).

Les contributions directes alimentent les budgets locaux, les contributions indirectes le budget général.

Ces dernières sont dans l'ensemble perçues par l'administration des douanes et des régies. Elles comprennent : 1° les droits de douane (droits de statistiques, de transit, de navigation, d'entrepôt, etc.) ; 2° les recettes des régies de l'opium, de l'alcool et du sel (1) ; 3° les produits de l'enregistrement et du timbre.

Nous ne donnerons point la liste des impôts directs dans chaque pays. En Cochinchine, ils sont au nombre de 11 : impôt foncier des centres d'immatriculation des rizières, foncier des cultures, personnel des indigènes, des barques, des patentes, des asiatiques et des étrangers, la taxe des poids et mesures, les frais de poursuite, la taxe personnelle des européens, la taxe sur les automobiles. Outre ces divisions entre européens et indigènes, qui reparaissent au Tonkin, il y a en Annam un impôt des Mois et un impôt des corvées. Au Cambodge, il existe des impôts particuliers aux chom cars (terrains riches des berges et îles) et des pontéas (terrains inondés). Au Laos, bien que les catégories d'impôts soient moins nombreuses, il existe un droit de renouvellement des permis de port d'armes et un droit de captation sur les éléphants.

Telle est la précision et la variété d'un système fiscal très perfectionné et portant sur des populations généralement assez denses pour assurer un recouvrement à des conditions avantageuses. L'importance de son rendement sera examinée plus loin en même temps que ses résultats. Quant aux modalités des prêts fonciers, nous les verrons dans la deuxième partie, en même temps que sera exposé

(1) Il existe aussi des taxes de consommation sur les tabacs, les huiles minérales, les allumettes, poudres, etc...

le rôle de la banque d'émission, et ainsi apparaîtront successivement les différentes sources de numéraire susceptibles de permettre les dépenses productives en travaux, améliorations, créations agricoles et industrielles.

IV. — La main-d'œuvre

Les colonies hollandaises ont présenté jusqu'à ces dernières années une grande abondance de main-d'œuvre, et elles ont depuis adopté un contrôle de son emploi qui, outre les analogies naturelles ont fourni des modèles à l'administration indochinoise. Il convient donc de voir au préalable quelle est la situation en Indo-Malaisie, comme plusieurs missions françaises ont été chargées de le faire.

TABEAU DE LA SITUATION EN INDO-MALAISIE

Aux Indes Néerlandaises, on trouve deux régimes distincts de la main-d'œuvre, celui de Java et celui des Provinces extérieures. A Java, la population est dense, l'offre excède la demande, la main-d'œuvre est libre et facile. Le problème ne se pose pas.

Dans les Provinces extérieures, Sumatra, Bornéo, Bangka, Bilitong, etc., la population est clairsemée, peu disposée à s'engager sur les plantations ; il y a pénurie de main-d'œuvre. A l'origine, le recrutement fut fait librement, par des entrepreneurs à forfait, sur la Chine et sur Java. La multiplicité des abus d'une part, des évasions de l'autre a amené, à partir de 1908, un contrôle d'où devait sortir une législation contenue dans l'ordonnance du 14 septembre 1914 sur le recrutement et celle du 29 juin 1915 sur le contrôle des travailleurs recrutés.

L'exportation des coolies javanais sur l'étranger est interdite en principe sauf quelques dérogations (musiciens, danseurs, etc.). De 1919 à 1924, on a noté la sortie de 239 000 coolies javanais dont 162.000 seulement sont revenus à Java. Les Provinces extérieures ont donc reçu dans ce laps de temps quelque 75.000 coolies. On estime qu'en fait les $\frac{4}{5}$ des immigrants resteront dans les pays où ils sont partis.

Au 31 décembre 1924, l'effectif total importé dans les Provinces extérieures était de 274.000 coolies (241.000 contractuels, 32.000

libres). Sur ce nombre on comptait 66.000 chinois dont 64.000 contractuels. Le développement accéléré des plantations en 1925 a porté le chiffre total à environ 300.000. Le recrutement en Chine se fait surtout à Hongkong par l'intermédiaire de « lanket », anciens coolies qui ramènent des camarades, soit par des « Kehtan », véritables entrepreneurs.

A Java, le recrutement est en général conditionné par les possibilités alimentaires de chaque région. C'est ainsi que la mauvaise qualité des terres du centre de l'île en fait le principal réservoir de main-d'œuvre. En outre les villes populeuses de Batavia et de Soerabaya fournissent, par leur population flottante, un important contingent.

On trouvera dans l'étude de M. Y. Henry le texte des ordonnances qui réglementent l'engagement et l'utilisation des coolies.

Ils doivent en moyenne 9 heures de travail par jour pour un salaire de base moyen de 50 cents de florins par jour, chiffre que l'on peut estimer porté au double par les frais de recrutement et d'installation (150 florins par coolie). On leur cède du riz à raison de 12 cents 5 par kilo.

Les clauses pénales des ordonnances assurent, à l'avantage du planteur une plus grande discipline et un meilleur rendement (sur les plantations d'hévéa 1 homme par hectare à Java, 1 pour 1,5 ou 2 hectares à Sumatra). Les autres clauses constituent des garanties pour l'ouvrier (habitation, alimentation, santé).

On considère que cette législation est indispensable au maintien des plantations et qu'elle n'institue pas un « esclavage mitigé ». Appliquée dans un esprit largement humanitaire elle assure à des populations antérieurement affamées, de bonnes conditions de vie matérielle et un pécule à la fin de leur contrat, qui est en principe de trois années renouvelables.

SITUATION EN INDOCHINE FRANÇAISE

On remarque que dans les régions de colonisation agricole européenne en Indochine, les groupements humains sont en dehors des zones favorables aux cultures industrielles. La multiplication des entreprises a donné plus d'acuité au problème de main-d'œuvre posé par cette répartition. Il n'apparaît pas néanmoins comme insoluble.

L'Indochine avec sa population évaluée à 20 millions d'habitants (contre 18.800.000 au recensement de 1921) sur une superficie de

720.000 km², présente une densité de 28 habitants au km². Malheureusement, si ce chiffre est relativement élevé, il varie très fortement si l'on passe au détail des régions : 66 au Tonkin et en Cochinchine, 27 en Annam, 16 au Cambodge, 3 au Laos. Dans les deltas fertiles du Mékong, du fleuve Rouge et de la côte annamite, la densité atteint jusqu'à 500 et 600 habitants au km².

Les Annamites forment la masse principale, 15 millions ; les Cambodgiens s'inscrivent au chiffre de 2 millions, le reste est constitué par des populations plus ou moins sauvages des régions élevées du Tonkin et de la chaîne annamitique. Les Annamites qui sont les plus nombreux sont aussi, par bonheur, les mieux doués : travailleurs sobres et disciplinés, ils sont d'excellents agriculteurs, à qui il faut reprocher toutefois leur esprit routinier. Industriellement, ils ont besoin d'un long apprentissage, mais leur patience et leur esprit d'observation en font d'excellents mécaniciens. Il est à noter que le Tonkinois est plus énergique et a plus d'initiative que le Cochinchinois. Les Cambodgiens sont plus mous, les Laotiens sont même paresseux. Comme ils redoutent surtout l'effort constant et discipliné, ces derniers sont cependant, ainsi que les Moïs, utilisables pour les défrichements.

Les ressources en main-d'œuvre ont été longtemps suffisantes, mais le développement concomitant des cultures sur grandes concessions (hévéa surtout) et de la grande industrie du nord (où les mines emploient 23.000 ouvriers), la conscription militaire aussi ont amené par endroits une raréfaction de la main-d'œuvre.

L'appel au concours étranger ne pouvait donner de grands résultats. De nombreuses missions et enquêtes sur ce point ont permis d'assez bien connaître ses possibilités, qu'il s'agisse de Javanais, d'Hindous ou de Chinois. Pour les premiers, on a vu que le gouvernement néerlandais fait obstacle à l'émigration de ses natifs, par ailleurs le rendement des Javanais n'a guère donné satisfaction, et le fait qu'ils sont musulmans complique le problème de leur nourriture. Pour les Hindous, le gouvernement anglais a récemment interdit tout envoi de main-d'œuvre hors de ses possessions.

Par contre les Chinois sont nombreux, mais l'orientation de leur activité prête à des remarques particulières. En 1908, il y avait 90.000 Chinois en Cochinchine, en 1924 ils dépassaient le chiffre de 200.000 dans la même région. Ce sont d'abord et surtout des Cantonais, commerçants habiles mais pas agriculteurs, ni même domestiques : ils sont commerçants, ou commis aspirant à devenir patrons. La congrégation de Trien-Chan fournit des bateliers et des

coolies d'embarquement pour le port de Saïgon, quelques-uns pratiquent l'agriculture dans les provinces de Cantho, Soctrang, Tranninh, Rachgia. L'île d'Hainan fournit un bon contingent d'agriculteurs qui louent leurs services aux planteurs de poivre du golfe de Siam.

Au Cambodge, où se sont faits les premiers essais de colonisation agricole, les Chinois agriculteurs sont très nombreux (près de 140.000) et ils y donnent satisfaction. En Annam, ils sont seulement quelques centaines, au Tonkin où leur nombre total approche de 40.000, le dixième seulement de ce chiffre pratique l'agriculture.

Au Laos, ils ne sont pas nombreux, mais bien acclimatés.

Au total, on ne peut considérer que l'immigration chinoise puisse assurer l'insuffisance de main-d'œuvre agricole en Cochinchine : la Chine nous fournira surtout des commerçants et des ouvriers.

On comprend dès lors que le principal effort ait été fait pour le transport d'ouvriers d'une région à une autre de l'Union indochinoise. Il est souhaitable de « décongestionner » les régions surpeuplées du Tonkin et de l'Annam au profit des régions où le développement de la grande propriété crée un appel de main-d'œuvre.

Les obstacles consistaient dans la difficulté des transports, de l'acclimatation (le travailleur de la plaine redoutant superstitieusement les régions forestières et les plateaux) ; d'autre part l'Annamite est attaché à son sol et n'aime pas émigrer. Enfin il fallait craindre une mauvaise hygiène ou des contrats trop durs. A ce dernier point de vue, une inspection du travail a été créée en Cochinchine dès 1918, en même temps que paraissait un règlement de la main-d'œuvre (1), complété en 1924 pour les autres pays de l'Indochine et visant le recrutement, la mise en route, l'habitat, la nourriture, les services médicaux, etc...

Des rapports et études sur l'état sanitaire, il ressort que les exploitations de tout ordre à forme industrielle favorisent l'application des mesures d'hygiène et de prophylaxie. Un médecin à l'abonnement est attaché à chaque atelier important. Dans les villes, « l'état sanitaire des grands groupements ouvriers est généralement très satisfaisant », dit un document officiel inédit de l'Agence écono-

(1) Arrêté du 11 novembre 1918 (30 pages in-8°). Mesures d'identité et d'inscription. Age minimum de recrutement : 18 ans, contrat de 3 ans maximum, mais renouvelables. Contrôle administratif des locaux de logement. Garanties médicales d'hospitalisation et de rapatriement; obligation de ne pas séparer sans leur consentement les membres d'une même famille. Journée de 10 heures. Condition de paiement des salaires et de rapatriement, etc.. Les articles 50 à 57 règlent l'Inspection du Travail. Les pénalités comprennent les articles 61 et 62.

mique indochinoise. Dans les grandes plantations de l'Est cochinois (Tayninh, Thudaumot, Bienhoa, Baria) l'état sanitaire qui était mauvais à l'époque des défrichements s'est considérablement amélioré. En particulier, depuis l'époque de prospérité des plantations d'hévéa, on a exigé beaucoup d'elles pour la santé et le bien-être des travailleurs indigènes. On voit donc l'un des avantages que présente pour l'ouvrier indochinois la prospérité des plantations. La circulaire 57 du 6 mars 1926 précise les exigences de l'administration sur ce point à l'égard des exploitations. Au Tonkin, où une inspection du Travail a été instituée par arrêté du Gouvernement général du 30 avril 1926, on note par exemple le gros effort fait par les charbonnages d'Hongay pour améliorer les conditions d'existence de son personnel. Cette société a déjà installé un hôpital avec service de chirurgie, maternité, hôpital sur une hauteur pour contagieux, un marché en ciment armé, elle gagne du terrain sur la mer pour y installer « un nouveau village dont les rues, prévues avec de larges percées, permettent un écoulement régulier des eaux et donnent toutes facilités de nettoyage ». Comme par ailleurs la prophylaxie du paludisme consiste dans une quininisation préventive et généralisée, dans la destruction méthodique des gîtes à anophèles, c'est une question de crédit et de capitaux qui est à la base de la lutte entreprise. Quant au bérubéri, maladie des pays consommateurs de riz, la commission Bernard (1925) chargée par le Gouverneur Merlin d'étudier les moyens de lutter contre ce fléau tire de ses travaux cette conclusion : « il s'agirait de trouver un procédé industriel capable de déshydrater le son et de le débarrasser de ses matières grasses de façon à obtenir une farine alimentaire riche, d'un prix modique et qui puisse être conservée. D'ailleurs, une grande société industrielle indochinoise cherche à l'heure actuelle un procédé de préparation de cette farine sous forme liquide ou solide (gâteaux, biscuits) mettant à la disposition des populations un aliment qui, pour un prix modique, s'ajouterait à sa ration de riz. »

On voit que le problème, là encore, ne sera pas résolu par une philanthropie sentimentale, mais par une réussite industrielle.

Voilà pour la question essentielle de l'hygiène. En ce qui concerne le recrutement, il y aurait intérêt, a-t-on estimé finalement, à organiser de manière à obtenir une « main-d'œuvre saisonnière, nécessaire au moment des grands travaux agricoles, l'Annamite éprouvant beaucoup moins de répugnance à un exode temporaire » qu'à une installation définitive ou tout au moins de longue durée.

Ajoutons que lorsque le Gouvernement s'est interposé pour favoriser le recrutement d'ouvriers dans les régions surpeuplées de l'Annam, à destination de la Cochinchine, les colons de l'Annam ont protesté. « La chambre mixte de l'Annam a cependant admis le recrutement au profit des planteurs de Cochinchine... mais elle laisse subsister le principe qui doit être de poursuivre une meilleure répartition de la main-d'œuvre de l'Annam, non d'en favoriser l'exode. Tout ce qu'on peut souhaiter, c'est que le Transindochinois traverse bientôt les provinces d'Annam et aille rejoindre le Tonkin, que le Laos soit débloqué, et les régions surpeuplées pourront se décongestionner au profit de la Cochinchine et de tous les autres points de la colonie où la terre a besoin de bras ».

On voit quelle aide apporterait à la solution de ce problème l'établissement de communications ferroviaires bien coordonnées. Il ne s'agit pas, pourrait-on dire, de trouver de la main-d'œuvre, car elle est là, mais de la transporter et de la ramener en temps utile. L'application des capitaux au problème des transports a donc là une importance qu'on ne saurait exagérer (1).

Déjà certains estiment que les intentions protectrices de l'Administration à l'égard des ouvriers de plantations ont dépassé la mesure et risquent d'handicaper nos producteurs. Les examens médicaux sont multipliés sans être toujours indispensables et constituent des doubles emplois parfois inutiles. Les logements imposés par l'Administration, avec une tendance à uniformiser le type d'habitat, amènent quelquefois d'assez lourdes immobilisations de capitaux, alors que dans certaines régions la construction la plus légère, la plus simple, la plus mobile pourrait-on dire, est la meilleure.

On concevra l'importance des salaires et des garanties de l'ouvrier

(1) Voici quelques chiffres sur la main-d'œuvre employée dans 5 grandes entreprises indochinoises :

Société indochinoise des cultures tropicales : 10 domaines occupant 7 à 8.000 coolies. Charbonnage du Tonkin, 800 chinois et 7.000 annamites (les mines d'Hongay feraient vivre directement ou indirectement 40.000 indigènes).

Société agricole de Suzannah : 142 travailleurs indigènes.

Société des Plantations d'An Loc : 289.

Société des Caoutchoucs de l'Indo-Chine : 2.500 coolies (annamites, tonkinois et javanais).

Les mines employaient en 1923 :

Combustibles : 16.022 ouvriers;

Zinc : 3.414 ouvriers;

Etain et wolfram : 1.679 ouvriers;

Phosphates : 457 ouvriers;

Pierres précieuses : 900 ouvriers;

Diverses : 15 ouvriers.

Ces chiffres donnent une idée de l'ampleur du problème et des masses ouvrières pour lesquelles il s'agira de compléter et de tenir à jour le statut déjà élaboré.

par les chiffres que donne M. Homberg (2), et qui sont modérés par rapport à ceux des Indes néerlandaises : dans le budget d'une plantation, dit-il, la main-d'œuvre intervient pour 75 0/0 ; il faut un homme par hectare planté. En 1924, le recrutement, avec le passage et les avances se chiffrait par 36 piastres par tête ; en 1927, il est au minimum de 48 piastres. Il est donc permis de conclure qu'en face de l'hygiène et du bien-être de l'ouvrier, il doit être tenu compte des possibilités de l'employeur qui ne bénéficiera pas toujours des prix de vente exceptionnels que l'on a vus récemment et pour qui le recrutement de coolies exige de larges investissements et de fréquents appels de capitaux. La solution est dans l'élaboration d'un juste équilibre.

(2) Homberg, Rapport au gouverneur général sur l'organisation et le recrutement de la main-d'œuvre agricole en Indochine. *Bulletin des Planteurs de caoutchouc*, 8 juin 1927.

PREMIÈRE PARTIE

LES BANQUES ET LE CRÉDIT

CHAPITRE PREMIER

Les Banques des Vieilles Colonies

Les grandes Sociétés anonymes ne peuvent se constituer qu'à l'aide des banques. Fussent-elles banques elles-mêmes, on ne les voit point solliciter directement la collaboration des capitaux privés à moins parfois qu'il ne s'agisse d'augmenter leur trésorerie. Les banques jouent donc un rôle de premier rang dans la mise en valeur d'une colonie avec l'aide du capital. Elles peuvent sélectionner bien ou mal les affaires auxquelles elles prêtent leur concours, du moins, sans elles, il serait difficile d'aller bien loin. On n'a point trouvé encore une forme de publicité, ni aucun autre procédé qui permette d'atteindre sans leur concours constant, les épargnants.

Voilà un motif qui nous incite à étudier ici le rôle des banques, dans une collaboration à effet indirect. Mais il se trouve, pour ce qui concerne l'Indochine, que diverses organisations y ont comme une utilité et une efficacité exceptionnelles, soit comme banques d'émission, faisant jouer aux billets émis un rôle actif et rayonnant, soit comme banques d'affaires, choisissant habilement dans divers domaines, agricoles ou industriels, des sociétés susceptibles d'assurer de bons profits et à la société-mère et aux capitalistes confiants.

Nous verrons donc le rôle joué par la banque d'émission, que nous rapprocherons des banques de nos vieilles colonies, ayant joué le même rôle, puis celui des banques d'affaires et des omniums qui ont en quelque sorte donné la vie aux principaux organismes de mise en valeur.

Ce faisant, nous n'aurons touché que d'une manière trop rapide à la question de crédit local, des avances aux indigènes qui ne sont à aucun moment devenues leur but essentiel. Nous serons donc amené à voir comment les autorités administratives, ou des banques d'une autre sorte ont visé à combler cette lacune. C'est d'ailleurs un problème qui n'est pas encore résolu complètement.

Chronologiquement, aussi bien que pour aller de l'Etat au particulier, c'est par la banque d'émission qu'il paraît préférable de commencer.

*
**

Avant d'en venir à la Banque de l'Indochine elle-même, voyons quels précédents, quels modèles ont pu constituer les banques de même sorte, dites de nos vieilles colonies.

Les banques de nos vieilles colonies ont été instituées par la loi du 30 avril 1849, par celle du 11 juillet 1851 et par les décrets du 24 décembre 1851 et du 17 novembre 1852.

Des tentatives antérieures avaient échoué. La Caisse d'Escompte de l'île Bourbon (La Réunion), fondée par Ordonnance locale du 10 novembre 1822, et devenue concessionnaire pour 20 ans du privilège d'émission, disparut en 1835. Le Comptoir d'Escompte et de Prêts de l'île Bourbon qui lui succéda par Arrêté de 1849 devait être liquidée à la veille de l'installation de la Banque de la Réunion. Pareillement, à la Guadeloupe, une banque d'émission créée par Ordonnance royale du 9 février 1827 et dotée de vingt années de privilège avait disparu en 1831 (1).

Quels furent le but et les vicissitudes des banques qui ont survécu jusqu'à ce jour, et quelles critiques ont-elles essuyées malgré les services rendus ?

Au moment où leur création fut prévue, le crédit était la chose qui manquait le plus à nos vieilles colonies et il s'accordait au taux de 18 à 20 0/0. L'offre des capitaux était le monopole de fait de l'« agent de change » à La Réunion, et du « commissionnaire » aux Antilles. Outre les taux usuraires, ils s'assuraient des garanties de toutes sortes, hypothécaires et autres, et mêlaient le négoce à la banque.

A la suite de l'abolition de l'esclavage, l'article 7 de la loi du 30 avril 1849 avait prévu qu'un prélèvement de 1/8 effectué sur l'indemnité servile versée aux colons servirait à constituer le capital initial des banques à instituer à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion, à la Guyane et au Sénégal.

Le capital de chacune des banques fut fixé comme suit :

Banque de la Martinique	Fr.	3.000.000
Banque de la Guadeloupe	»	3.000.000
Banque de la Réunion	»	3.000.000
Banque de la Guyane	»	700.000
Banque du Sénégal	»	230.000

(1) Une Banque de la Nouvelle-Calédonie à qui devait être concédé en 1874 le privilège d'émission a été mise en faillite en 1879.

Après diverses modifications, ce capital est revenu au chiffre d'origine pour les deux premières ; il en est de même pour la Banque de la Réunion, mais il va être augmenté ; celui de la Banque de la Guyane est actuellement de 600.000 francs, enfin la Banque du Sénégal a été absorbée depuis par la Banque de l'Afrique Occidentale.

La loi de 1851 leur a accordé un moyen financier qui accroît considérablement leur puissance : la concession gratuite du privilège d'émission de billets au porteur ayant cours légal dans la colonie où chacun opère. Dès l'origine, toutefois (1), la circulation augmentée de toutes dettes à vue fut fixée à un maximum égal à trois fois le montant de l'encaisse métallique. Des dérogations à cette réglementation ont dû être accordées par la suite à nos Banques coloniales d'émission (émission d'espèces divisionnaires fiduciaires inexportables, cours forcé, etc.).

Pour donner aux pays de monoculture dont il s'agissait les possibilités d'achat et les facilités de crédit qui leur manquaient, la loi autorisa nos Banques à des prêts sur récoltes pendantes, innovation de la loi de 1851 qui assurait un nantissement de récoltes à la banque prêteuse, sans dessaisissement du propriétaire. Dès lors le cycle des opérations était le suivant (selon l'exposé de Vally) (2) :

« La récolte, représentant le gage de la Banque, une fois réalisée et expédiée en France sous forme de produits usinés, le planteur remettait à l'établissement, en couverture des avances qui lui avaient été consenties, des traites tirées sur l'acheteur métropolitain et accompagnées de connaissements. Ces effets remis pour encaissement au correspondant de la Banque d'émission (la Banque de France au début, puis le Comptoir National d'Escompte de Paris) permettaient à cet établissement de se constituer à Paris une provision sur laquelle il pouvait disposer par voie de mandats ou de chèques, en vue de financer les importations.

« Les commerçants, importateurs locaux, trouvaient d'autre part, par l'escompte des effets de place à deux signatures ou des obligations garanties par des nantissements, les facilités de crédit nécessaires à l'écoulement de leurs marchandises.

« Enfin, les prêts sur titres de rente et sur matière d'or et d'argent

(1) Or, cette clause limitative n'existait pas alors pour le Grand Institut français d'émission.

(2) P. 18.

permettaient de dispenser le crédit à la partie de la clientèle qui n'était ni industrielle ni commerciale.

« Les Banques revêtaient donc le caractère de Banques d'émission, de Banques agricoles et industrielles, de Banques de dépôt, d'es-compte et de change et de Mont-de-piété. »

Les pouvoirs dirigeants étaient les suivants :

1) Une Assemblée générale, constituée par le collège des 150 plus forts propriétaires d'actions, jouait le rôle des assemblées générales, des sociétés anonymes du droit commun. La loi du 21 mars 1919 a prévu l'admission à cette assemblée des porteurs d'au moins 10 actions.

2) L'Assemblée délègue une partie de ses pouvoirs à un Conseil d'Administration de 4 membres qu'elle élit.

3) Un directeur, nommé par l'Etat, président de droit de l'Assemblée et du Conseil, possède sur les décisions du Conseil un véritable droit de veto. Ses pouvoirs sont presque dictatoriaux. Toutefois, comme il est révocable par l'Etat, on peut dire qu'il est dans la main du pouvoir central (1).

4) Un « censeur de droit », fonctionnaire colonial, chargé du contrôle local de l'Institut d'émission.

5) Une Agence centrale des Banques coloniales les représentant dans la Métropole, centralisant les renseignements, etc...

6) Un Agent central, dont les pouvoirs ont été étendus en 1919, est le mandataire d'office des Banques, fait en leur nom les opérations qui leur sont permises, exerce pour elles toutes actions judiciaires et extrajudiciaires, fait avec l'assistance des Conseils d'es-compte le choix du papier et des engagements à admettre, etc...

A l'origine, ces organismes remplirent parfaitement leur mission. On leur a même reproché de s'y être trop étroitement cantonnés, d'avoir suivi trop fidèlement les vicissitudes économiques des pays où elles étaient établies. La guerre de 1914, par ailleurs, les mit en présence de difficultés dont on a peut-être tort de leur faire directement reproche. En présence des nécessités monétaires, l'Etat autorise les Gouverneurs des colonies à fixer la limite des émissions et il dispense les banques du remboursement, si bien que l'on arrive à l'inflation suivante pour les émissions :

(1) Les directeurs ont été changés trop souvent : on en a vu 12 se succéder en 12 ans comme titulaires ou intérimaires, à la Banque de la Réunion. Notons, par ailleurs, que leurs tantièmes sont très élevés : 10 % de la moitié des bénéfices nets.

		Circulation	Garantie ●	Bilan
		(en 1.000 de francs)		
Banque de la Martinique	30 juin 1914....	5.851	2.013	13.535
	1919....	17.936	1.707	62.553
Banque de la Guadeloupe :	1914....	7.594	2.635	16.369
	1919....	18.432	1.906	40.466
Banque de la Réunion :	1914....	8.183	3.033	17.470
	1919....	13.687	3.115	35.806
Banque de la Guyane :	1914....	2.333	1.010	4.704
	1919....	5.586	1.402	11.768

Tout cela pouvait, mise à part la question des garanties, donner l'impression d'une activité accélérée, mais une partie importante de leurs disponibilités était remployée par les Banques en fonds d'Etat, leur portefeuille titre subit une dépréciation qui aboutit aux moins-values suivantes en 1919 (en 1.000 francs) :

Martinique	1.570
Guadeloupe	1.461
Réunion	1.549
Guyane	368

Les bénéfices provenant de l'activité qui s'exerça à l'exportation comme aux opérations internes atteignirent aux chiffres suivants, en 1919, qui devaient permettre d'amortir les pertes sur portefeuilles (en 1.000 francs) :

Martinique	2.224	représentant	79 %	du capital normal
Guadeloupe	1.175	—	40 %	—
Réunion	1.904	—	63 %	—
Guyane	610	—	101 %	—

Cette prospérité, troublée en 1920-21 par un krach sur les sucres et les rhums et par la déconfiture d'un des emprunteurs principaux ou de moindres débiteurs, bat à nouveau son plein. Cela a permis en moyenne la sauvegarde du capital-or engagé grâce à des cours variant en 1927, de près de 4 fois le nominal de 500 francs pour les deux premières, à 7 fois pour les deux dernières.

Le bon accomplissement de leur mission, leurs importantes souscriptions à nos emprunts d'Etat, le fait d'avoir développé leur action après les risques qu'on leur reproche d'avoir courus, méritent pour les Banques de nos vieilles colonies plus de bienveillance qu'on n'est accoutumé de leur en accorder ; les étrangers n'ont sans doute pas tort de les étudier avec intérêt (1). Et l'on conçoit qu'en 1919 leur privilège ait été renouvelé pour 25 ans.

(1) SOLTAU, Französische Kolonialbanken, Strasbourg (Bibl. Nat. 80 R. 8013, n° 23).

CHAPITRE II

La Banque de l'Indochine

Cet organisme qui devait laisser loin derrière lui les quatre Banques dont nous venons de relever les caractéristiques, commença à peu près dans les mêmes conditions qu'elles. La Banque de l'Indochine, il est vrai, fut fondée par des capitaux privés, mais reçut pour 20 ans, en 1875, le privilège d'émission. Elle garda le caractère « oligarchique » des anciennes banques, l'Assemblée générale étant composée des 100 plus importants actionnaires, mais une plus grande liberté de gestion lui fut laissée. Sous le contrôle d'un Commissaire du Gouvernement près le siège social et des Censeurs administratifs près les succursales, le Conseil d'administration en garda la gestion souveraine, le président et les directeurs chargés de l'exécution des décisions étant choisis par l'Assemblée. Voilà qui diffère bien des pouvoirs gardés sur les vieilles Banques par le choix du directeur nommé par l'Etat.

Investie à l'origine du même privilège que les vieilles Banques coloniales, la Banque de l'Indochine allait, par l'extension de sa sphère d'activité et par le développement de la prospérité de notre colonie d'Extrême-Orient, connaître une prodigieuse fortune qui la met au rang des plus brillants organismes bancaires du monde colonial.

Fonctionnant d'abord avec deux succursales en Cochinchine et dans l'Inde, elle devait s'étendre dans toutes les directions par les étapes suivantes, correspondant aux dates de fondation d'agences ou de succursales : Haïphong 1855, Hanoï 1887, Nouméa 1888, Pnom-Penh et Tourane 1891, Papeete 1904, Djibouti 1907. Elle s'installe en Chine par la création des agences de Hong-Kong 1894, Changhaï 1898, Canton et Hangkéou 1901, Tien-Tsin et Pékin 1906, Mongtzé 1913. On la retrouve à Bangkok dès 1896, elle apparaît à Singapore en 1904. Et parallèlement, son capital s'accroît de 8 millions à l'origine, à 72 millions en 1920, le capital versé qui n'était que d'un quart nominal, étant complété par virement des réserves accumulées.

L'Etat d'ailleurs, loin de freiner son activité, la stimulait en l'obligeant à certaines extensions, en en permettant d'autres. Le

décret du 16 mai 1900 (1), portant renouvellement du privilège, lui permettait de participer, jusqu'à concurrence du quart de son capital social, aux emprunts d'Etats dans les pays où elle possédait des agences, et dans la limite du tiers de ses réserves à la constitution d'entreprises financières ou industrielles. Plus encore que ses aînées des Antilles elle devenait banque d'affaires en même temps que banque d'émission. On lui a reproché de devoir son opulence à des opérations de change (très fructueuses en tous temps sur les marchés asiatiques), à des lancements d'emprunts et à des participations industrielles en Chine et ailleurs plus qu'aux opérations d'escompte utiles à la collectivité coloniale. Quoi qu'il en soit, les bénéfices croissaient de manière à lui conférer un crédit de premier ordre et une puissance d'action éminente selon le rythme que voici (en francs) :

1875 :	84.000	pour un mouvement d'affaires de.....	23.969.033
1885 :	393.653	— — — — —	145.233.603
1895 :	645.760	— — — — —	222.055.482
1905 :	2.665.834	— — — — —	905.670.490
1914 :	6.633.924	— — — — —	1.493.334.892

La hausse de la piastre par rapport au franc et le développement des affaires allaient porter ces chiffres aux montants suivants :

1919 :	14.077.323	pour un mouvement d'affaires de.....	4.766.311.835
1920 :	20.642.421	— — — — —	6.983.950.717
1921 :	22.854.714	— — — — —	6.718.444.766
1922 :	26.419.973	— — — — —	7.900.288.650

(1) Le privilège d'émission de la Banque de l'Indochine, arrivé à l'expiration le 21 janvier 1920, aux termes du dernier contrat conclu en 1900, a été renouvelé depuis à plusieurs reprises, par décrets, à titre provisoire, en attendant qu'une nouvelle convention soit conclue et ratifiée par le Parlement. Un accord, signé le 24 mai 1923, prévoyait la prorogation du privilège pour 25 ans, à partir du 1^{er} janvier 1924, et imposait, en contre-partie, certaines charges : paiement de redevances fixées d'après le montant des billets en circulation et le taux de l'escompte; participation de l'Etat aux bénéfices; avance de 10 millions de francs, sans intérêt, aux colonies où s'exerce le privilège; exécution gratuite de certains services pour le compte de l'Etat. Le projet de loi qui portait approbation de cet arrangement est devenu caduc, les commissions compétentes de la Chambre n'ayant pas statué avant la fin de la législature, qui a expiré en juin 1924. M. Daladier, ministre des Colonies du Cabinet Herriot, qui se constitua à cette époque, entama des négociations pour la conclusion d'un nouveau contrat, en montrant de plus fortes exigences. En particulier, il voulait limiter étroitement les opérations autorisées, de telle sorte que la société eût dû pratiquement renoncer à son activité hors des colonies. On avait envisagé, comme solution, la Constitution à côté de la Banque de l'Indochine, qui continuerait à fonctionner comme banque libre, d'un établissement distinct, se confinant dans le rôle de banque d'émission et d'escompte, dont elle aurait à souscrire, avec ses actionnaires, la majeure partie du capital. Les pourparlers, engagés sur ces bases, furent interrompus par la chute du ministère Herriot. La question n'a pas fait un pas depuis. En réponse à la question écrite d'un député, le ministre des Colonies avait déclaré, il y a quelques mois, qu'avant de négocier définitivement un nouvel accord, il voulait attendre le sort réservé par le Parlement au projet de prorogation du privilège de la Banque de l'Afrique Occidentale, lequel a été voté par la Chambre et vient de l'être par le Sénat.

Par la suite les bénéfices allaient croître encore de 30 millions pour 1923 à 45 millions pour 1926, 53 en 1927 et près de 55 en 1928.

Plusieurs auteurs ont vivement critiqué les formes de l'activité auxquelles la Banque de l'Indochine doit de si brillants résultats : M. Oualid dans un ouvrage magistral sur le « *Privilège de la Banque de l'Indochine* » (1923), suivi par M. Vally dans une intéressante thèse sur les *Banques coloniales françaises d'émission*.

L'élévation de la circulation mit à la disposition de la Banque des moyens considérables : le rapport de la circulation à l'encaisse ayant passé entre 1918 et 1920 de 2,2 à 12,7 la circulation dépassa 71 millions de piastres. Au 31 décembre 1923 ce chiffre apparaissait à 798 millions pour atteindre 1.476 millions en 1925 et 1.549 en 1926.

La nature des opérations traitées apparaît très clairement par le simple tableau suivant (en milliers de francs) :

	Opérations de change	Escompte	Avances sur marchandises	Prêts sur récoltes
1914	1.045.979	176.080	82.057	445
1919	3.273.289	475.808	204.807	255
1920	4.480.180	794.608	252.112	135
1921	4.682.562	721.379	125.376	181
1922	5.719.483	798.954	137.575	339

Le chiffre insignifiant des prêts sur récoltes ne devait pas manquer de susciter de véhémentes critiques chez les partisans du retrait du privilège.

M. Vally, par exemple, fait remarquer que cette opération qui est une des fonctions essentielles des vieilles banques coloniales « représente pour cet établissement, une fraction du mouvement général de ses opérations oscillant entre 1/3.350^e en 1914, 1/18.600^e en 1919 et 1/23.000^e en 1922, c'est-à-dire inexistante et en régression constante depuis la guerre.

« Ces évaluations attestent la répugnance que la Banque de l'Indochine a éprouvée, dans un pays où la richesse essentielle réside dans l'agriculture, à investir ses ressources dans des opérations ne présentant pas les avantages d'un dénouement rapide et d'un rendement fructueux, alors que l'escompte d'effets de tout repos, les prêts sur des marchandises riches, à cours mondial, et dans de plus grandes proportions encore, les opérations d'agio que lui procuraient l'instabilité des monnaies d'Extrême-Orient et la diffusion de ses agences sur tous les marchés asiatiques, sollicitaient son acti-

vité par la poursuite de profits autrement certains et autrement rémunérateurs. »

Et l'on ajoute pour preuves du caractère extra-colonial des opérations critiquées les statistiques suivantes :

Le chiffre d'affaires avec les colonies est de :				
En 1915	533 millions	sur	1.493,	soit 37 %
En 1919	1.743	—	—	4.766, — 36 %
En 1920	3.474	—	—	6.983, — 50 %
En 1921	3.221	—	—	6.718, — 48 %
En 1922	3.229	—	—	7.900, — 40 %

C'est presque uniquement en Chine que se déploie cette activité extra-coloniale. Les critiques les plus hostiles du privilège reconnaissent qu'elle y fut poussée par le Gouvernement français autant que par son intérêt propre.

Cette politique chinoise remonte jusqu'à 1894, date de la création de l'Agence de Hong-Kong, mais elle s'amplifie surtout à partir de 1906, après la fondation des agences de Pékin et de Tien-Tsin.

Les grands organismes bancaires des principales nations en relations avec la Chine décident de s'unir au lieu de lutter entre eux. De cette décision naît le *Consortium des affaires chinoises* dont la Banque de l'Indochine semble avoir été le promoteur. Tout d'abord elle s'entend avec la célèbre Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation, pour l'émission de l'emprunt destiné au rachat de la ligne de Pékin Han-Kéou (1906). En 1909, l'union se renforce de la Deutsche Asiatische Bank et de l'International Banking Corporation, américaine. En 1911, les événements révolutionnaires incitent le Consortium à accepter l'entrée dans son sein de la Yokohama specie Bank et de la Banque Russo-asiatique formée avec des capitaux internationaux, mais représentant la Russie. Le Consortium émet, sur plusieurs capitales, l'emprunt de 1913, dont les clauses de garantie lui procurent un certain contrôle sur les finances chinoises.

C'est vers ce temps que le Gouvernement chinois, heureux des services rendus, mais impatient de secouer cette tutelle, favorise la création de la Banque Industrielle de Chine, avec les services directoriaux d'un ancien chef d'agence de la Banque de l'Indochine. Pour réduire la part de l'ancienne banque à capitaux français, le Gouvernement chinois accorde au nouvel organisme la concession du port de Pukow, les travaux d'édilité de Pékin, et la construction du chemin de fer du Sè-Tchouen. En fait, la Banque Industrielle de Chine engage une âpre lutte d'hégémonie et refuse de s'agréger à l'ancien Consortium. La politique aux vues trop larges et hâtives

des dirigeants de la Banque Industrielle de Chine, rendue néfaste par l'arrivée de la crise de 1920-1921, amène la défaite de celle-ci qui est renflouée grâce à l'indemnité des Boxers et à une collaboration des banques françaises à laquelle la Banque de l'Indochine doit se joindre. Mais la rivale est réduite à un rôle minime et la Banque de l'Indochine garde son quasi-monopole bancaire, du point de vue français.

Entre temps, sans négliger ses bénéfices d'agio, elle aide puissamment le Gouvernement général de la Colonie à réaliser sa politique de change.

L'Indochine est un pays à étalon d'argent, comme l'ont été jusqu'à ces dernières années la Chine et même l'Inde, restées deux des plus importants acheteurs d'argent-métal. La hausse considérable de l'argent qui se produisit à partir de 1916 (1) ne compromit point le change indochinois, mais la Chine ayant vu une grande partie de ses stocks monétaires absorbés par d'autres pays, tendait à se réapprovisionner aux dépens du stock indochinois. Malgré toutes les prohibitions édictées, les monnaies indochinoises, attirées par l'appât des bénéfices de change (2), prenaient le chemin de la frontière chinoise, fort difficile à surveiller. Par ailleurs, la balance commerciale, grâce à de fortes exportations de riz, était très favorable à notre colonie, si bien que le cours de la piastre ne cessait de monter par rapport au franc, et que les garanties métalliques s'affaiblissaient :

1 ^{er} janvier 1916	19 millions de piastres
1917	15 — — —
1918	16 — — —
1919	8 — — —
1 ^{er} juillet 1920	8 — — —
1 ^{er} octobre 1920	13 — — —

Le Gouvernement général, pour remédier à cette situation, signa avec la Banque la Convention du 20 janvier 1920. La Banque s'engageait à fournir à sa clientèle française, avec un écart de 1 0/0 sur

(1) Cf. l'excellent livre de J.-H. ADAM, *L'argent-métal*, etc... Pour les cours de l'argent, v. page 281 (prix en cents par once à New-York).

1915	23	5/8
1916	31	5/16
1917	40	13/16
1918	47	17/32
1919	57	1/32
1920	61	13/32

(2) La piastre faisait alors 18 à 20 % de prime sur le dollar de Hong-Kong, normalement équivalent.

les cours fixés par le Gouvernement des chèques en piastres sur Saïgon et des chèques en francs sur Paris. Comme la Banque risquait de se trouver ainsi vendeur à découvert de piastres, le Gouvernement assurait les risques de cette opération, la Banque mettant à sa charge le solde des opérations non couvertes par les contreparties immédiates.

Cette mesure eut peut-être plus d'influence sur le change de Paris par rapport aux autres grandes places, qu'on ne l'a reconnu ; en tout cas elle fit baisser la piastre de 16,50 en février 1920, à 6 fr. le 6 mai. Ainsi se trouvait ajournée la nécessité d'une réforme monétaire, les marges d'agio étaient réduites à peu de chose, le Gouvernement général gagnait dans cette opération quelque 12 millions de piastres qui n'ont pas peu contribué à l'aisance de son budget.

Il faut convenir qu'en cette occurrence la Banque n'avait pas travaillé que pour son intérêt ou pour les affaires chinoises. Et cette opération annonçait singulièrement l'œuvre de sauvetage du franc que la Banque de France devait assurer en 1926.

*
**

En ce qui concerne le crédit agricole le Rapport présenté à l'Assemblée des actionnaires du 18 mai 1927 fournissait les renseignements suivants :

« Les profits réalisés (sur vente de riz) ont été sagement utilisés en extension de rizières et en création de petites usines par l'indigène qui entre de plus en plus en contact direct avec le commerce européen et se libère chaque jour davantage de l'intermédiaire chinois. L'Annamite a été puissamment aidé dans cet affranchissement par le concours financier que lui ont apporté les caisses de crédit agricole des provinces, auxquelles notre succursale de Saïgon a consenti des prêts ou escompté des effets dont le solde s'élevait à 4.385.000 piastres le 31 décembre dernier. »

Et plus loin, relatant la création, par les Arrêtés du 4 septembre 1926, d'un crédit populaire agricole imité de celui des Indes néerlandaises, le même Rapport ajoutait à propos de cet organisme provisoire : « Une Convention passée avec notre succursale de Saïgon assure au Gouvernement général une première ouverture de crédit de un million de dollars estimée suffisante pour la première année d'application. »

Certes, ces chiffres ne sont pas considérables, mais si l'on y ajoute que la Banque avait contribué à la fondation du Crédit foncier de l'Indochine, on voit qu'elle ne s'était pas refusé à fournir des capitaux, l'orientation très nette de son activité vers les opérations spéciales aux Banques d'affaires la faisait persévérer dans une politique de division du travail, et l'on peut se demander en somme pourquoi on lui reprocherait cette limitation lorsqu'on admet qu'il y ait un Crédit Foncier de France à côté de la Banque de France, un Crédit Foncier d'Algérie à côté de la Banque d'Algérie.

Nous estimons d'ailleurs que les reproches faits aux Banques d'émission des vieilles colonies comportent une justification des méthodes de la Banque de l'Indochine.. Les vieilles Banques ont rendu d'éminents services à l'agriculture, mais le plus souvent aux dépens de la sécurité. On leur reproche leur manque de puissance et leur champ limité d'action justifiant à peine une existence distincte pour chacune. La force de centralisation et de rayonnement de la Banque de l'Indochine est peut-être ce qui blesse au contraire lorsqu'on est frappé par l'exiguïté de son rôle philanthropique.

L'importance de ses réserves lui rendra facile de coopérer aux opérations de crédit agricole sans leur consacrer ses guichets, et nous allons voir comment il pourra être obvié en dehors d'elle à cette nécessité, sa puissance financière en fera par excellence l'organisme régulateur des changes dont le Gouvernement général a besoin, dont il a expérimenté l'efficacité et la docilité, et dont l'Inde songe à se procurer l'analogue (1). L'œuvre de rayonnement sur la Chine contribuera à y ouvrir les voies à notre industrie indochinoise en gestation. Enfin, le fait d'avoir assuré aux actionnaires, moyennant un versement variant entre 125 francs-or et 1.000 francs-papier, un capital boursier actuel de 14 à 15.000 francs constitue un important travail de défense du capital français puisqu'il porte sur un nominal de 72 millions et un total effectif de plus de 2 milliards (2).

(1) Loi du 4 mars 1926 adoptée par l'Assemblée législative de Delhi.

(2) Un gros emprunt, dans lequel la Banque de l'Indochine aura à jouer un rôle important, est en préparation en vue de donner une plus vive impulsion aux travaux publics de chemins de fer, de routes, d'hydraulique agricole. De nouveaux et grands développements de la colonie sont en perspective. La Banque de l'Indochine, qui en est un bon artisan, en tirera de grands profits. Toute amélioration de la situation en Chine lui sera, d'autre part, avantageuse, et elle aura sa part à faire dans la restauration financière du pays. Son activité et sa prospérité promettent donc d'aller en s'affirmant, soit sous sa forme actuelle, soit sous la forme dédoublée de banque d'émission et de banque privée. Certaines éventualités, comme la stabilisation de la piastre, pourraient d'ailleurs amener la Banque à une réévaluation de son actif, qui ferait apparaître au plein jour l'importance de ses réserves dont personne ne doute.

CHAPITRE III

Les Banques d'affaires

I. — Les Banques d'affaires en général

L'examen que nous allons faire du rôle et de l'activité des principales banques d'affaires montrera que, malgré la variété de leurs participations, elles ont peu fait pour l'Indochine et laissé subsister entière la nécessité de fonder des banques spécialisées dans la mise en valeur de nos colonies, exception faite pour le Maroc.

La première banque d'affaires apparaît seulement en 1852 : ce fut le *Crédit Mobilier* fondé par les frères Emile et Isaac Péreire, imbus des idées simoniennes, lesquelles devaient conduire à la réalisation de nos réseaux ferrés, de la colonisation algérienne et préparer les voies au fondateur du Canal de Suez. Le *Crédit Mobilier* donna son concours non seulement à la construction de plusieurs lignes de chemins de fer, mais aussi à des assurances, aux mines de Silésie et de la Vieille Montagne, etc. 4 milliards de titres furent souscrits par son intermédiaire en 14 ans. Malheureusement les avances qu'il consentait à long terme étaient prises sur les comptes-courants de ses créditeurs, les émissions d'obligations projetées n'ayant pas été autorisées, la faillite d'une filiale entraîna la chute du *Crédit* qui fut réorganisé en 1871 et devait connaître une nouvelle défaillance en 1902.

Depuis, la prospérité qui suivit la liquidation de l'indemnité aux Allemands, en 1875, et qui devait aboutir en 1879, à une spéculation effrénée, amena la fondation de la *Société de l'Union générale* (1878). La surcotation de ses actions et les excès de la spéculation à la hausse qui, dès 1881, avait amené les titres de l'*Union* au triple du pair, amena la formation d'un puissant parti baissier qui profita de la panique à la Bourse de Lyon en 1882 pour aider à l'effondrement de l'*Union* : elle fut déclarée en faillite le 2 février 1882. L'intervention du Ministre des Finances, l'aide de MM. de Rothschild et de la Banque de Paris permirent son renflouement ; du moins la spéculation était-elle arrêtée pour l'instant. En 1886, toutes les banques d'affaires fondées de 1878 à 1882 avaient disparu.

Un organisme cependant déjà ancien, le *Comptoir d'Escompte*,

marqua la troisième étape de ces imprudences. En 1887, il se prêta à la formation d'un syndicat pour réglementer la vente du cuivre et en faire hausser le prix. Le Syndicat où était entré la Société des Métaux et de nombreuses usines acheta 150.000 tonnes de cuivre par an. La restriction des consommateurs fut telle que les stocks s'accumulèrent pendant que les prix ne cessaient de baisser : les achats avaient été faits à 60/70 livres, les cours tombèrent à 35 livres. En mars 1889, à la suite du suicide du directeur du Comptoir, un krach se produisit sur les actions du Comptoir. Il fut mis en liquidation. Toutefois le Ministre des Finances lui fit porter aide, si bien qu'on put désintéresser les actionnaires et reconstituer la banque sous le nom de *Comptoir National d'Escompte de Paris*.

L'exposé de ces faits était nécessaire pour expliquer la politique que suivit par réaction le *Crédit Lyonnais*, sous la présidence de M. Germain qui préconisa la spécialisation dans l'escompte des effets de commerce et des créances gagées : la *Société Générale* suivit cet exemple. C'est seulement à la fin du XIX^e siècle que les banques d'affaires allaient se multiplier sur le modèle de la *Banque de Paris et des Pays-Bas* et après les imitations régionales de la Société Nancéenne, de la Banque Renaud de Nancy, et de la Société Marseillaise. En 1901 apparaît la Banque Française pour le Commerce et l'Industrie ; en 1902 le Crédit Mobilier Français prend la suite de l'ancien Crédit dont nous venons de parler ; en 1904 la Banque Parisienne, organisme sans envergure, est réorganisée en Banque de l'Union Parisienne. Le Syndicat des Banques de Province forme la Société Centrale des Banques de Province (1904). En 1911, est fondé le Crédit Français dont nous ne reparlerons pas, car des opérations malheureuses et les conséquences de la guerre en Europe centrale et dans le proche-Orient devaient entraîner sa chute.

Il est à noter d'ailleurs qu'il n'y eut pas en France, une démarcation absolue entre les deux catégories, banques d'affaires et banques de dépôts. Ainsi le pourcentage des participations et titres par rapport à l'ensemble de l'actif des immobilisations se bornait aux chiffres suivants pour 1912 :

Crédit Lyonnais	0,36 %
Comptoir d'Escompte	0,85 %
Société Générale	4,64 %
Banque de Paris	20,1 %
Union Parisienne	18,84 %
Crédit Mobilier	17,40 %

En 1920, sans doute en grande partie par suite de la baisse des valeurs, ces chiffres étaient encore plus réduits :

Crédit Lyonnais	0,16 %
Comptoir d'Escompte	0,13 %
Société Générale	1,76 %
Banque de Paris	17,70 %
Union Parisienne	17 %
Crédit Mobilier	9,84 %

Ce rapide tableau suffit à expliquer que nous nous arrêtons seulement ici sur la Banque de Paris et l'Union Parisienne.

La Banque de Paris et des Pays-Bas, la plus ancienne, la plus puissante de nos grandes banques d'affaires actuelles, a été fondée en 1872 par la fusion de la Banque de Paris et de la Banque de Crédit et de Dépôts des Pays-Bas. Son capital était en 1900 de 62 millions 1/2, il a été porté en 1921 à 200 millions. On a vu la proportion de ses immobilisations ; le nombre d'affaires composant le poste participations a suivi une marche croissante, augmentant la division des risques :

1900	46
1902	45
1904	38
1906	58
1908	63
1910	79
1912	106
1914	109

Avec un rare bonheur elle a créé des organismes bancaires en Egypte, en Argentine, au Canada (Banque Hypothécaire franco-argentine, etc.), des lignes de chemins de fer en Argentine et au Brésil. mais le plus curieux de son histoire est son expansion au Maroc. En 1903, elle consent au Sultan une avance de 7 millions 1/2 suivie du lancement de l'emprunt de 1904, et de ceux de 1910, 1914 et 1918. Elle représente les intérêts français dans la Banque d'Etat du Maroc fondée en 1907, dans la Société Internationale de la Régie cointéressée des Tabacs au Maroc et dans la Compagnie générale du Maroc, fondée en 1910 et 1912. Par l'intermédiaire de cette dernière, elle est intéressée dans la Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de Tanger à Fez, des ports de Méhédya-Kénitra et de Rabat-Salé, dans le réseau des Chemins de fer du Protectorat. Elle a des participations dans la Société de Construction Marocaine, les Brasseries au Maroc, la Compagnie de Sébou, sans parler de diverses affaires de ciment, magasin, immobilières,

etc. En Orient, elle concourt à la fondation de la Banque Franco-Japonaise.

En Indochine même elle a participé à la construction de la brillante Compagnie minière et métallurgique de l'Indochine (Zinc).

La *Banque de l'Union Parisienne*, fondée en 1904 par un Consortium de maisons de la haute banque protestante (Heine, Hottin-guer, Mallet, Mirabaud, de Neuflize, etc.) est au capital initial de 40 millions qu'elle porte en 1921 à 150 millions. Elle a de nombreuses participations dans la construction et la distribution électriques, la métallurgie en France (Groupe Schneider) et en Russie, les Chemins de fer argentins et les Banques mexicaines, les Pétroles roumains. Pour l'Extrême-Orient, elle se lie avec l'Est asiatique danois, fonde les tramways de Shanghai, et, s'intéressant à la production du caoutchouc, constitue avec des collaborations belges un important omnium : la Société Financière des Caoutchoucs que nous retrouverons plus bas ; elle est représentée dans une des filiales de celle-ci : l'Eastern international Rubber dont elle place 100.000 titres sur les marchés de Paris et d'Anvers.

Bien que n'étant point par définition une banque d'affaires, la *Société Générale* dont on connaît les attaches avec la Financière coloniale a exercé une activité intéressante en Indochine en prenant des intérêts dans la Compagnie des Chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan, en donnant son concours à la Société des Distilleries et en participant à l'augmentation de capital de la Banque de l'Indochine.

C'est une Société ayant quelques liens avec cette dernière, la Financière Française et Coloniale, qui a été la plus brillante des banques d'affaires spécialisées en Indochine.

II. — Les Banques d'affaires et Omniums spéciaux à l'Indochine.

Lorsqu'on récapitule tout ce qu'a fait et réussi la Société Financière Française et Coloniale, on est surpris en se remémorant la date de sa fondation : 1920. A l'origine son capital fut de 5 millions et elle s'établit dans un immeuble contigu à celui de la Banque de l'Indochine, sur le boulevard Haussmann. Tout récemment, elle s'est transportée à une centaine de mètres de là, dans la rue d'Anjou. Quant à son capital il est de 60 millions. On peut toutefois calculer que le montant des sommes investies dépasse ce chif-

fre, car ces actions nouvelles de 500 francs ont été émises avec des primes de 85 francs en 1923, de 500 francs en 1924, de 750 francs en 1926. Seules les actions de 1920 et de 1921 ont été émises au pair. On arrive donc à un total de primes d'émission de :

En 1923	1.700.000
En 1924	10.000.000
En 1926	30.000.000
Soit en tout	41.700.000

Le capital réellement investi est donc de 100 millions en chiffres ronds (1). Il demeure inférieur à celui des banques d'importance analogue. Nos grandes banques à guichet fonctionnent par exemple en général avec 200 à 250 millions, recueillis d'ailleurs à une époque de change plus favorable au franc que pour la Financière. Quoi qu'il en soit, au cours actuel, supérieur à 3.000 francs, les 100.000 actions représentent une capitalisation de 300 millions : cette Société n'a pas dépouillé ses actionnaires tout en favorisant le défrichement de l'Indochine. Notons qu'elle a rémunéré ce faisant, son capital nominal sur une base moyenne de 20 à 25 0/0.

Quoique s'étant spécialisée de plus en plus dans la mise en valeur de l'Indochine, elle a pris des intérêts dans des affaires métropolitaines ou concernant d'autres colonies. Nous nous contenterons de les citer rapidement telles qu'elles étaient en 1926 :

- Société franco-belge de matériel de chemins de fer ;
- Soieries Ducharne ;
- Etablissements Vautheret (soieries) ;
- Société Rateau (constructions mécaniques) ;
- Société anonyme de Publications périodiques (Desfossés) ;
- Manufacture française de Tapis et Couvertures ;
- Compagnie centrale d'Energie électrique (région de Rouen) ;
- Société Algérienne d'Eclairage et de Force ;
- Société Nouvelle du Valdor (papiers à cigarettes) ;
- Société Dauphinoise de Constructions mécaniques ;
- Le Caoutchouc industriel (Marseille).

En ce qui concerne les colonies autres que l'Indochine, les Sociétés contrôlées étaient à cette date au nombre de quatre :

- Les Salines de Djibouti ;
- Minerais de la Grande-Ile (mica et graphite à Madagascar) ;
- Société des Comptoirs Sénégalais ;

(1) Il faut noter toutefois que tout ce capital n'est pas versé. Les réserves, en y comprenant les primes étaient de 71 millions en 1926.

Société Industrielle du Bas-Ogooué (bois et pêche).

En Indochine même, nous allons nous trouver en face des noms de quelques-unes des sociétés les plus célèbres dans le domaine des cultures, les unes arrivées à leur plein développement, d'autres en gestation. Dans le domaine industriel, nous remarquerons plus d'obstacles, en partie à cause des conditions troublées dans lesquelles les événements de Chine ont mis les marchés d'Extrême-Orient.

	Capital
<i>Culture.</i> Caoutchoucs de l'Indochine	15 millions
Cultures tropicales (et leur filiale : Caoutchoucs de Binh-Loc)	50 —
<i>Banque.</i> Crédit Foncier de l'Indochine.....	110 —
<i>Alimentation et chimie.</i> Sucreries et Raffineries de l'Indochine.	15 —
Industrielle de Chimie d'Extrême-Orient	20 —
Verreries d'Extrême-Orient	5 —
<i>Mines.</i> Société Indochinoise de Charbonnages et de Mines Métalliques (charbons de Phan-Mé, Zinc de Langhit)	5 —
Phosphates du Tonkin	6 millions 1/2
Mines d'Or de Bao-Lac	10 millions (750.000 piastres)
<i>Naviga-tion et travaux.</i> Chalandage et remorquage de l'Indochine.	4 millions
Dragages et Travaux publics	10 —
<i>Electricité.</i> Société Indochinoise d'Electricité (Nam-Dinh) (1).....	12 —
Eaux et Electricité de l'Indochine	15 —
Energie électrique Indochinoise (Cochinchine et Cambodge)	20 —
Société Coloniale d'Eclairage et d'Energie ..	10 —
(Filiales des deux précédentes)	(700.000 piastres)
<i>Textiles et papeteries.</i> Société cotonnière de Saïgon. .	12 millions
Papeteries de l'Indochine	2.500.000
Imprimerie d'Extrême-Orient	
Etablissements Delignon (soie)	6 millions

Nous voilà en présence de 19 Sociétés exploitant en Indochine dans les domaines les plus variés, parfois atteignant presque au Monopole comme pour l'Electricité, ailleurs laissant de côté un très petit nombre de domaines, comme les rizières, où, comme on l'a vu, le capital européen ne s'est pas encore substitué aux millionnaires chinois. L'ensemble des capitaux engagés est de 300 mil-

(1) Le capital a été augmenté au début de 1929.

lions environ. Telle est la somme approximative dont la Financière Française a le contrôle (sans avoir bien entendu des intérêts de ce montant) dans cette seule partie de notre domaine colonial.

On verra dans les chapitres consacrés à l'agriculture et à l'industrie ce qu'il est advenu de ces filiales et des capitaux qui ont servi à les fonder.

Un seul organisme est d'une importance comparable à la société précédente : c'est la Société Financière des Caoutchoucs pour laquelle les évaluations ne peuvent point comporter en définitive autant de précision. Bien que les actionnaires français y soient très nombreux et qu'à Paris existe un large marché de ses titres, la Financière des Caoutchoucs est une société belge (siège social à Bruxelles). En second lieu, cette société a des fortes participations dans des mines d'Or sud-africaines.

Son capital était à la fondation (1909) de 3 millions. Par émissions successives faites aux environs du pair, en francs belges (les dernières actions de 100 francs ont été payées environ 65 francs français) ce capital a été porté à 100 millions en 1924, puis doublé en 1927 et en 1928. Il y a actuellement 3 millions d'actions de 100 francs dont la série ancienne est cotée aux environs de 300 francs à Paris. C'est donc un total de 300 millions dont la plus-value est de 300 0/0.

La part investie en Indochine est très difficile à évaluer : On ne sait pas encore exactement l'emploi qui a été fait de la dernière émission de cent millions : bien qu'une partie ait été employée à assurer les augmentations de capital ou les émissions de la Compagnie du Cambodge, des Caoutchoucs de l'Equateur. Retenons simplement que cet organisme a créé les Plantations des Terres Rouges et la Compagnie du Cambodge dont nous verrons plus loin la carrière. Mais il serait erroné de faire entrer dans nos calculs, ici et plus loin, un capital qui est passé à la constitution des plantations par l'intermédiaire de la Banque qui représente le groupe Hallet-de Rivaud.

Loin derrière les deux précédentes, il y a lieu de mentionner la *Société Indochinoise de Commerce, d'Agriculture et de Finance* (Sicaf) qui s'est fondée en 1919 pour créer principalement des sociétés de plantations en Indochine. Sa particularité est d'avoir tourné son activité du côté du thé et du café alors que les précédentes s'en tenaient, en fait de culture, essentiellement au caout-

(1) Nous laissons de côté l'Immobilière des Nouvelles-Hébrides, hors de notre sujet.

chouc. Son capital, à l'origine de 4 millions est actuellement de 10 millions. En fait, 12 millions ont été investis, dont 2 n'apparaissent plus, par suite d'une réduction de capital de ce montant effectué en 1923. Les actions de 100 valent actuellement environ 300 francs au marché hors cote de Paris.

Les sociétés auxquelles le Sicaï a prêté son concours sont les suivantes (1) :

Cotonnière de Saïgon	12	millions
Soies de France et d'Indochine	4 1/2	millions
Bienhoa.	50	—
Immobilière Indochinoise	2	—
Commerciale des Thés de l'Annam	2	—
Commerciale franco-annamite	1	—
Thés de l'Indochine	10	—
Agricole de Kontoum (600.000 piastres)	7,2	—
Agricole de Ben-Cui (1 million de piastres)	13	—

En fait, son contrôle s'exerce surtout sur ces cinq dernières sociétés, qui ont absorbé environ 35 millions.

Pour la plupart les créations de ce groupe ne sont pas encore entrées — sauf les commerciales — dans la période de rapport. Peu sont cotées officiellement. Elles font simplement l'objet de transactions sur le marché libre de Paris.

Ainsi les trois banques d'affaires ou omniums spécialisés dans les affaires indochinoises ont fonctionné avec les capitaux suivants :

Financière française	90 millions
Financière des Caoutchoucs.....	300 millions de francs belges
Sicaï.	10 millions

Total 400 millions (1)

Ce chiffre est relativement minime, si on le compare à celui du capital bancaire de la métropole et au chiffre d'affaires de notre colonie, d'autant qu'il ne faut pas oublier que la Financière des Caoutchoucs consacre moins de la moitié de son activité à l'Indochine. En fait, c'est au maximum une masse de manœuvre de 200 millions qui a ainsi fonctionné, assurant le développement des plantations et entraînant à sa suite la confiance de l'épargne française.

Un certain nombre de sociétés remplissent par quelques côtés une fonction analogue : la Compagnie de Navigation d'Extrême-Orient (An-Loc-Kebao), les Messageries Fluviales de Cochinchine

(1) Nous ne tiendrons pas compte de la faible cotation du franc belge pour la Financière des Caoutchoucs, son capital comprenant une plus forte proportion de francs-or : 20 millions en 1917.

(plantations). Les Distilleries de l'Indochine (Charbonnages, Chimie), les Etains du Tonkin (minerais) ont un important portefeuille attestant le concours qu'elles ont prêté à la formation de leurs cadettes. Nous verrons plus loin de quels moyens ces sociétés disposaient elles-mêmes.

En Conclusion, nous n'avons cité dans ce chapitre les banques d'affaires spécialisées et les sociétés ayant un portefeuille de filiales que pour leur rôle pratique et dynamique, par les résultats obtenus et le rôle indispensable qui fut le leur. Nous ne relèverons pas en récapitulant le chiffre de leur capital, car ce serait compter deux fois les sommes qu'elles ont avancées sous une forme ou sous une autre à leurs filiales.

Retenons seulement qu'avec un nominal d'environ 400 millions, dont guère plus de la moitié agissait en Indochine, elles ont obtenu une plus-value de leur capital de 4 à 500 0/0, et qu'enfin elles ont pu procurer à leurs filiales des sommes beaucoup plus considérables.

CHAPITRE IV

Le Crédit aux petits emprunteurs

Toutefois, malgré leur succès et leur importance, les organismes précédents n'ont pas résolu la question du prêt aux petits agriculteurs et commerçants de détail ; or, on sait que le prêt usuraire est une plaie des pays annamites comme de nombreuses zones de l'Extrême-Orient. Le Code annamite, sous son article 134, interdit d'exiger des « intérêts prohibés », c'est-à-dire plus qu'un montant égal au capital et 3 0/0 par mois ; mais le créancier pour tourner cette limite, pourtant énorme, n'a qu'à se faire donner des acomptes ou faire renouveler son titre de créance pour tourner cette disposition. Aussi, en pratique arrive-t-on aux taux suivants (indiqués par Mathieu : *Le prêt usuraire en Cochinchine*, p. 29).

Prêt à dix mois	30 à 100 %
Prêt à trois mois	40 à 160 %
Prêt à un mois	120 à 240 %

On ne peut compter sur des dispositions légales limitatives pour remédier à cet abus : ou bien le prêteur refusera son concours — parfois indispensable — si on le limite à 8 ou 10 0/0 par exemple, ou bien il trouvera facilement quelque ruse permettant de dissimuler les chiffres dont il est réellement question dans son opération.

Les prêts effectués par la Banque de l'Indochine n'ont pas donné les résultats espérés, car les Garanties sont si difficiles à obtenir que l'Administration a dû assumer tous les risques de non-paiement. Les autorités indigènes, communales, auprès de qui l'on peut trouver des indications sur la solvabilité de l'emprunteur sont souvent de mauvaise foi, car il arrive qu'elles pratiquent le prêt ou qu'elles aient des intérêts liés à ceux des usuriers ordinaires. Enfin la saisie du gage est difficile, et il n'y a pas de recours contre l'indigène qui vendrait la récolte devant servir à gager l'emprunt qui lui a été consenti sur la base de la valeur d'un tiers de cette récolte.

On a vu que la Banque d'Indochine avait été conduite à restreindre ses prêts à des sommes relativement faibles et d'un total

presque stationnaire. A cette insuffisance forcée il a été tenté de remédier par une création administrative dont nous parlerons plus bas et par une institution bancaire : le Crédit Foncier de l'Indochine dont voici les principales caractéristiques :

Appartenant au groupe de la Financière Française et Coloniale et profitant de l'expérience de son aîné le Crédit Foncier d'Extrême-Orient, le Foncier d'Indochine a été créé en 1923 au capital de 6 millions de francs, pour s'élever à 50 millions en 1924 (1). Ce capital a été dernièrement doublé.

Avec ce capital, le Foncier a réalisé plusieurs objets : ventes des terrains urbains, constructions et locations d'immeubles, etc.. Ce qui nous intéresse surtout ici, ce sont les prêts hypothécaires. En 1924, ils passaient du début à la fin de l'exercice de 2.400.000 francs (en chiffres ronds) à 18 millions 1/2. En 1925, ils faisaient un bond à près de 50 millions, figurant pour ce chiffre au bilan, à côté de 23 millions d'actif immobilier et d'un portefeuille d'environ 10 millions.

L'augmentation de capital réalisée et les progrès obtenus dans l'établissement du cadastre, principalement en Cochinchine permettront le développement des « prêts ruraux », comme le faisait prévoir le Rapport soumis à l'Assemblée du 19 mai 1926, néanmoins, le Crédit Foncier n'a pas résolu entièrement le problème des prêts ruraux ; un autre moyen est en voie d'essai pour compléter l'œuvre de la Banque d'Indochine et du Crédit Foncier. C'est celui des Caisses rurales constituées en principe dès 1913 (2) et dont le Gouverneur général Varenne a tenté d'élargir le fonctionnement.

L'arrêté du 4 septembre 1926 (3) crée une institution dite : *Crédit populaire agricole* ayant pour objet outre les prêts courants, la répartition d'un fonds de réparation des dommages par accidents naturels (typhons, inondations, etc...).

Cette organisation calquée sur le système hollandais étudié à plusieurs reprises par des missions spéciales doit comprendre :

des Banques communales prêtant jusqu'à 100 piastres,

(1) Si l'on veut évaluer le capital réellement investi, il faut tenir compte d'une quinzaine de millions de primes d'émission. Quant à la capitalisation, en tenant compte des 12.000 parts cotées 8.000 francs et de ce que les actions sont au triple du pair, elle est actuellement de près de 400 millions.

(2) Elles ont assuré un volume total de prêts de 4 millions 1/2 de piastres d'une moyenne de moins de 2.000 piastres chaque.

(3) Reproduit dans les *Bulletins Econ. (Renseignements)*, novembre 1926, p. 647-654.

des Banques provinciales qui créditent les précédentes ou prêtent des sommes supérieures,

une Caisse Centrale chargée d'administrer les fonds des précédentes de l'une et l'autre catégorie, ou de leur en fournir. La Caisse centrale est alimentée principalement par le budget général et les budgets locaux.

Les premiers réseaux de ce système — dont les considérants des arrêtés ne dissimulent pas la source néerlandaise — doivent être organisés en 1929 en prenant « l'institution de crédit populaire au jour qui a marqué chez nos voisins la fin de la période des expériences ».

Si nous voulons comprendre le but visé et prévoir ce que peuvent être éventuellement le fonctionnement de notre *Crédit populaire* et son efficacité, une étude du Crédit aux Indes néerlandaises y pourvoira mieux que toute hypothèse, et nous aurons ainsi passé en revue les divers procédés de prêts ruraux qui peuvent coexister en Indochine.

LE CRÉDIT AUX INDES NÉERLANDAISES

L'influence de plus en plus grande exercée par l'organisation de la colonie hollandaise sur les directives de notre administration indochinoise, s'explique par l'ingéniosité déployée dans leurs possessions par ces voisines d'Extrême-Orient. Elle justifiera les quelques indications que nous allons donner sur ce domaine de l'activité coloniale hollandaise avant de passer à notre propre effort, encore assez en retard sur ce qui a été fait à Java. Au demeurant de nombreuses missions ont été envoyées par le Gouvernement général vers les Indes néerlandaises pour en étudier les exemples. M. Yves Henry, Inspecteur général de l'Agriculture, a rapporté de ses voyages la substance de plusieurs publications dont l'une, son *Essai sur le Crédit populaire agricole et commercial aux Indes néerlandaises* (publiée en 1926 dans le *Bulletin Economique*) nous sert ici de guide.

*
* *

Tout d'abord, il convient d'expliquer en quoi l'organisation d'un crédit à taux modérés est nécessaire dans un pays de richesse célèbre actuellement. Le développement très avancé de cultures industrielles devenu dans l'ensemble très rémunérateur depuis un

petit nombre d'années ne présentait pas les mêmes avantages à l'époque des bas prix du caoutchouc et par ailleurs les quantités de récoltes de produits alimentaires sont régulièrement insuffisantes. En 1924, la production du riz et celle du maïs atteignaient une valeur de 600 millions de florins. Cela prête à de nombreuses transactions où le prêteur usuraire (1) sait se rendre nécessaire, d'autant plus que le nombre des riziculteurs manquant d'argent non seulement pour les besoins courants, mais pour les achats de semences, d'animaux et d'instruments est relativement élevé. Même en temps de récolte moyenne le paysan, suivant une coutume séculaire s'adresse au prêteur, si bien qu'il est endetté à l'état normal.

Lorsque surviennent des années sèches (1920, 1921, 1925) la récolte baisse de 20 à 30 0/0, des mesures d'urgence s'imposent aux pouvoirs publics. Les principales dispositions d'ensemble sont actuellement la mise à l'abri de la propriété contre les hypothèques et la main-mise étrangère, et en second lieu, l'institution d'un crédit populaire qui fonctionne depuis 1900 pour l'agriculture et qui s'est étendu au petit commerce (2). Au système de base qui a subsisté et que nous allons revoir se superposait le Gouverneur qui créditait les banques destinées au prêt. Depuis, l'organisme a été doué de son autonomie au moyen de la création d'une Caisse centrale (Central Kas) dont le Gouvernement a fourni le capital jusqu'à concurrence de 5 millions de florins. Les diverses réformes essentielles sont arrivées à leur achèvement en 1923, si bien qu'à fin 1924 l'organisation du Crédit était la suivante.

Les Greniers Commerciaux institués à l'origine pour le prêt de paddy en nature, et dont le nombre a varié suivant l'opportunité de la création de chacun subsistent encore dans leur ensemble, sans préjudice des Banques commerciales. Ils prêtent à 25 0/0, le taux descend à 20 0/0 au minimum, chiffre que l'on n'envisage pas d'améliorer. La gestion appartient au maire de la commune, assisté et surveillé par deux ou trois notables. On prête au maximum 445 kgs de paddy par hectare possédé par le cultivateur qui emprunte. On prête aussi aux femmes non propriétaires employées à la récolte. La moyenne du prêt par rapport aux surfaces cultivées dans la commune est de 180 kgs à l'hectare, de manière à freiner la libéralité des commissions. Les échéances coïncident toujours avec la récolte, ce délai passé sans remboursement la récupération

(1) Le taux atteignait 100 % d'une récolte à l'autre, soit le double pour une année.

(2) Les opérations esquissées en 1890 étaient de forme plus rudimentaire : crédit en nature au moyen de greniers commerciaux.

apparaîtrait en effet comme douteuse. Le contrôle des opérations est assuré par des agents du Service du Crédit, qui assurent également le contrôle des Banques commerciales.

Les Banques commerciales, à la différence des Greniers, prêtent en argent. Elles sont, sauf exception, spécialisées en Banques agricoles et Banques communales.

Les Banques agricoles ont généralement des ressources modestes, provenant du dépôt du grenier communal, de celui de la Commune et d'un prêt de la Banque provinciale. Le taux qu'elles demandent est de 12 0/0 et s'abaisse, si elles sont riches, jusqu'à 6 0/0. Elles ont peu de frais, n'ouvrant qu'une ou deux fois par an, dans leur ensemble. L'établissement de leur registre est remarquable : il indique d'avance par commune, des noms, valeur des propriétés des cultivateurs, maximum qu'il convient de leur prêter. En cas de demande de prêt, après consultation de ce document, un Rapport est adressé à la Banque provinciale pour demander l'ouverture de crédit. Si elle est accordée, elle parvient au solliciteur au bout d'une semaine. Les signatures se font par empreintes digitales. Le remboursement coïncide, ici également, avec la période de récolte. Pour les rizières, on prête 43 florins par ha, pour le tabac de 30 à 143 suivant les qualités, pour la canne à sucre 143 florins. Les Banques Commerciales suivent les mêmes formalités, prêtent jusqu'à 50 florins par emprunteur, pour une dizaine de semaines, à 10 0/0 pour la durée du prêt, taux qui peut décroître jusqu'à 5 et 6 0/0.

Le contrôle de ces trois sortes d'organismes est assuré par des contrôleurs indigènes ou *mantris* (le rapport de leur administration, soit quelques communes, est un *Kemantren*) au-dessus desquels opèrent des sous-inspecteurs européens, à tous est enfin superposé l'Inspecteur. Leur autonomie par rapport aux résidents est complète, sauf pour la fixation des établissements à créer.

Quant aux Banques provinciales, on a vu que le Gouvernement a fait leur capital d'origine. Elles complètent ce moyen d'action par diverses formes de dépôts à intérêts, dépôts d'Européens et de Communautés, comptes courants de Communes, Greniers, etc...

A Java, leur rayon d'action s'étend sur un district administratif, dans les Pays extérieurs sur une province entière.

A défaut des hypothèques qui ne sont pas autorisées, la loi leur permet une garantie analogue : le gage de crédit (*Credit verband*) qui leur donne le droit de revendre à des indigènes le bien du

débiteur récalcitrant. Le taux de leur prêt est au début de 18 0/0, il descend jusqu'à 9 à mesure que leurs réserves augmentent.

Leur rôle principal est de créditer les Banques communales, mais elles consentent aux cultivateurs et aux commerçants des prêts d'un montant élevé : jusqu'à 30.000 florins, pour un maximum de 3 ans. Elles prêtent aussi à des associations corporatives, à des associations de pêcheurs par exemple.

Elles jouissent d'une certaine liberté, mais leurs membres sont en majorité des fonctionnaires (le Sous-Résident, le Régent indigène, le Contrôleur du district, etc.). De plus le Gouvernement peut leur retirer tout ou partie de leurs privilèges : crédit sur la caisse centrale, autorisation des gages de crédit, etc...

La Caisse centrale a été établie à Batavia en 1913 pour décharger le Gouvernement du soin de financer directement le Crédit populaire. A cet effet, il lui a fait un capital de 5 millions de florins. Elle a également pour mission de procurer aux Banques des placements de fonds, des Conseils de direction, etc... En fait, elle les contrôle automatiquement. Elle est dirigée par des fonctionnaires. Elle prête aux Banques susdites à 5 0/0 et leur ouvre des comptes courants.

*
**

Les inconvénients des Greniers sont actuellement d'abord la nécessité du transport jusqu'au domicile de l'emprunteur et ensuite l'insuffisance de la qualité et de l'impartialité de la gestion des maires ; néanmoins leur nombre a cessé de diminuer et se stabilise ; le volume des prêts croît moins vite que le nombre des emprunteurs qui a atteint 1.200.000 individus à Java pour l'exercice 1923-24 — alors que le nombre total des emprunteurs aux divers organismes est du double. C'est le signe d'une bonne dissémination du crédit et la preuve que la charge des endettés ne s'accroît pas (1).

Le développement des Banques communales suit une allure favorable. Leur nombre a presque doublé de 1920 à 1924 (de 1987 à 3735) pendant que leur capital passait de 1.754.000 florins à 5.440.000 et que le nombre des emprunteurs croissait de 531.000 à 757.000, la moyenne des prêts par emprunteur s'élevant, il est vrai, de 13 à 24 puis à 28,31, et 34 florins au cours des années 1920

(1) La quantité de paddy prêtée reste de l'ordre de 100.000 tonnes pour l'ensemble des Greniers.

à 1924 Ces derniers chiffres n'ont d'ailleurs rien de dangereux ! L'inconvénient à éviter réside dans la tendance qu'ont les Résidents à maintenir un taux élevé, parce que le surplus des gains revient au Budget communal. Dans les Provinces extérieures les organismes analogues suivent, avec un peu de retard, cette progression. Il faut noter aussi qu'ils ont à s'adapter à des coutumes étrangères plus diverses (musulmans de la côte ouest de Sumatra) nègres de Manado, etc...). Les associations de pêcheurs sont en déclin, faute de discipline de la part des pêcheurs et à cause d'une gestion insuffisante (trop de personnel, emplacement de vente mal choisi, etc...). Dans l'ensemble, l'organisation de coopératives indigènes a abouti jusqu'à ce jour à un échec.

On note par endroits quelques empiètements des opérations des banques provinciales sur celles des communales. C'est là un inconvénient sans grand péril. Elles sont au nombre de 70 à Java et de 17 dans les Pays extérieurs ayant dans cette île 492.500 clients et dans les autres 40.000 avec un total de prêts de 47 millions de florins, soit un peu plus de 500.000 fl. par banque correspondant à 76 fl. par emprunteur à Java, un peu plus du triple ailleurs. Le pourcentage des arriérés tend à baisser. Toutefois, on estime que les amendes sont à raréfier, car elles répondent moins à des cas de mauvaise volonté qu'à l'impuissance des débiteurs. Les frais d'exploitation sont encore trop élevés, atteignant en moyenne près de 60 0/0 de l'intérêt des prêts. Il est question de les atténuer en diminuant la rémunération des fonctionnaires.

En ce qui concerne la Caisse Centrale, sa situation financière est très solide; mais on constate une certaine défiance à son égard des organismes provinciaux qui craignent qu'elle empiète sur leur indépendance. Cela ne fait que confirmer l'intérêt qu'il y a à réduire le plus possible le caractère administratif des crédits populaires.

APPENDICE

La question de la Bourse de Saïgon

Le 15 décembre 1926, le *Bulletin de la Chambre de Commerce de Saïgon* publiait une notice suivant les termes de laquelle la création d'une Bourse des valeurs en Indochine « n'était pas près d'être envisagée en haut lieu ». Faute de quoi la *Société auxiliaire de Placement et d'émission*, société anonyme au capital de 100.000 piastres (Saïgon) se proposait de procéder, avec le concours d'un notaire, à des ventes aux enchères de titres locaux. Cet organisme disposait d'un hall de ventes, d'un Service de renseignements et d'un Service d'ordres, visait à fournir aux colons en partance, par exemple, des facilités de réalisation, et par ailleurs à atténuer les différences excessives de cours qui se produisent lorsque les négociations sont rares et fortuites. Les courtages indiqués (2 0/0 sur le vendeur, 1 0/0 sur l'acheteur) étaient modérés.

Depuis, cette question a été reprise et semble avoir progressé. L'ouverture d'une Bourse à Saïgon ne dépendrait plus que de l'achèvement des locaux qui doivent l'abriter. Certains publicistes (1) estiment que cette possibilité de négociations dans un marché fréquenté par de nombreuses personnalités connaissant approximativement les possibilités de chaque affaire, permettrait d'éliminer pour la plus grande partie celles qui sont de mauvais aloi, et rendrait inutile l'instauration d'un régime spécial pour les valeurs coloniales, comme il en a été question. « Les cours cotés à Saïgon pour des valeurs indochinoises, imprime la revue que nous venons de mentionner, reflèteront toujours avec sincérité l'opinion de ceux qui sont à même de juger sainement les entreprises de la colonie ».

On objectera que des illusions peuvent exister au début sur une affaire, qu'on peut faire coter à Saïgon des cours fictifs que l'on s'appliquera à faire confirmer par la Bourse de Paris. La précaution que l'on pourrait prendre à cet égard serait d'imposer une sorte de stage, de ne permettre la cotation à Paris que lorsque les titres de la Société envisagée auraient été négociés d'une manière

(1) Cf. en particulier : *Revue écon. d'Extrême-Orient*, 5 juillet 1927. — Pour une Bourse des valeurs à Saïgon.

normale et continue pendant 5 ou 6 mois à la Bourse de Saïgon. Une fois la cotation obtenue à Paris une transmission télégraphique quotidienne des cours, et leur publication dans la presse coloniale renforceraient le contrôle des cours qui s'établiraient d'après les faits et documents recueillis et dans la métropole et dans la colonie. Ainsi contribuerait-on à faire disparaître de la Bourse de Paris le marché « hors cote » qui présente si peu de garanties, mais qui a l'excuse de la nécessité pour certaines valeurs coloniales non encore admises aux négociations régulières au marché en Banque.

La revue que nous avons citée note que des entreprises de premier ordre — appréciation dont nous lui laissons la responsabilité — telles que « les Plantations de Xuan-Loc, de Dian, de Binh-Truoc, de Thi-Doi, etc... ne sont pas cotées en France et que les Indochinois qui se retirent dans la métropole sont dans la quasi-impossibilité de les négocier rapidement ». Par suite, certains titres représentatifs de ces affaires sont cédés officieusement à des cours représentant la moitié de leur valeur par des Indochinois pressés d'argent. La Bourse de Saïgon permettrait de faire une place à de telles entreprises au détriment, il faut l'espérer, de certaines affaires douteuses créées pour répondre à l'engouement du public qui le porte vers les affaires à la mode, aujourd'hui l'hévéa, une autre fois l'étain, en d'autres temps les industries de transformation.

Une Bourse à Saïgon permettrait la mobilisation des capitaux indochinois, qui sont considérables et manquent parfois de directives, pour la mise en valeur de la colonie elle-même. Elle contribuerait à faire de notre grande cité cochinchinoise une rivale de Changhaï de la prodigieuse ville bancaire. Enfin elle assurerait pour sa part le rayonnement financier de notre colonie en Extrême-Orient, en accueillant les entreprises des colonies voisines, en proposant à leurs colons de collaborer à la prospérité de l'Indochine. La création de cet organisme semble donc souhaitable.

DEUXIÈME PARTIE

LES RÉSULTATS DE LA MISE EN VALEUR

CHAPITRE PREMIER

Les Concessions

Il n'y a presque rien de comparable entre les problèmes sociaux et financiers que pose l'agriculture coloniale et ceux qui existent dans la métropole. Chez nous, la petite propriété est non seulement la règle, mais souvent l'obstacle au progrès, comme diverses thèses l'ont montré pour plusieurs régions (1). En Indochine, les grands lots de colonisation ont été à ce point importants qu'une réaction s'est faite contre eux, malgré les avantages importants qu'ils avaient paru présenter à l'usage. Un autre contraste existe également dans l'existence des sociétés anonymes qui sont réputées presque impossibles comme procédé d'exploitation ou de gestion en France, et qui ont connu en Indochine une prospérité si enviable qu'elle a suscité de vives attaques. Contraste encore dans la nature des cultures, dans la modernisation des procédés, dans l'état où se trouvent les terrains lorsque le capital est appelé à aider à leur mise en valeur.

Une étude préalable du régime des concessions montrera comment l'administration a tout d'abord favorisé par la création de grandes propriétés la mise en valeur de terrains non défrichés ou mal utilisés, puis comment elle a cherché à freiner un développement jugé trop rapide. Ayant traité plus haut de la main-d'œuvre, nous pourrions donc aussitôt après énumérer les résultats obtenus dans les principales cultures, les unes favorisées par l'intervention du capital, les autres attardées par les procédés indigènes. Nous verrons aussi quelle a été la destinée des capitaux confiés par la Métropole à la colonie.

*
**

Les discussions parlementaires récentes ont donné un vif intérêt d'actualité au régime des concessions en Indochine.

L'attention publique a été attirée sur les grandes concessions accordées aux groupes financiers à moyens puissants, mais on ignore

(1) Entre autre M. Retru, pour le Plateau Central.

généralement que l'administration coloniale a manifesté dans ces derniers temps une tendance marquée à revenir sur son libéralisme d'antan.

Nous nous proposons dans les pages qui suivent d'exposer les origines et l'historique de cette réglementation dans notre colonie. Mais il est utile d'indiquer au préalable ce qui a été fait par nos voisins à Ceylan et à Java : ce ne sera pas seulement l'occasion d'un rapprochement suggestif, on verra aussi que les conceptions de notre administration ont été fortement influencées par les usages néerlandais ; sur ce point, comme sur bien d'autres, l'administration coloniale hollandaise est considérée comme un modèle, on tend à imiter sa législation comme on a souvent cherché des exemples et des modèles dans ses célèbres jardins d'acclimatation et d'essais.

A-t-on bien fait d'imiter sur les points qui nous occupent ? Nos conclusions indiqueront du moins la modification assez brutale que cet état d'esprit nouveau a apporté dans la gestion de notre domaine colonial, et le retard qu'il peut apporter au défrichement des terrains encore incultes ou occupés par les populations primitives.

I. — Le Régime des Concessions à Java et à Ceylan.

Voici d'abord une esquisse du régime des concessions à Java, puis à Ceylan, qui aidera à comprendre les tendances actuelles de l'administration indo-chinoise.

A Java (1) et aux Indes néerlandaises, le régime des terres a pour réglementation principale la loi agraire du 9 avril 1870, complétée par divers décrets (20 avril 1870, 1885, etc...).

En vertu de cette loi, le Gouverneur général ne peut *vendre* aucune terre. Il peut seulement aliéner des parcelles d'une étendue maxima de 10 bouws, pour l'extension des villes ou d'établissements industriels. Il peut donner des terres en *location* pour une durée de 75 ans renouvelable. A Java, la surface maxima concédée est de 500 bouws par concession. Dès la première année, les terres paient l'impôt (6 à 15 florins par hectare). Certaines terres qui ne sauraient être aliénées peuvent être cédées pour 30 ans (*opstal*), avec faculté d'hypothèques pour l'édification d'usines ou bâtiments d'exploitation.

Seules les terres domaniales peuvent être aliénées — sont considé-

(1) Cf. ANGOULVANT, Les Indes Néerlandaises et les Plantations, tome II. — L'étude de Yersin (Le régime des concessions à Java. B. E., 1900, p. 552 et 636) concerne surtout l'état et la répartition des cultures.

rées comme telles celles sur lesquelles aucun droit de propriété n'est prouvé.

Le Gouverneur général peut statuer sur les demandes d'aliénation de terres domaniales, déléguer des pouvoirs en cette matière aux autorités placées sous ses ordres — enfin donner des terres en location, à l'exception de celles qui ont été défrichées par des indigènes.

En ce qui concerne les droits des indigènes, plusieurs dispositions sont à retenir : d'une part, le Gouverneur général ne peut, sauf exception d'intérêt général, aliéner des terres exploitées à une vente de terrain d'indigène à européen, l'europpéen commence par indemniser l'indigène pour qu'il abandonne les droits et que l'Etat devienne possesseur, et alors seulement l'europpéen achète le terrain à l'Etat, moyennant un nouveau paiement. Même s'il s'agit seulement d'une location de terres indigènes à un européen, le bail doit être approuvé par l'Administration de l'Intérieur, qui stipule des limitations sur la durée de la location, l'étendue des terrains, etc...

Quant au régime de propriété de l'indigène lui-même, il présente aussi certaines limitations. En général, le cultivateur indigène n'est point possesseur des terrains cultivés de génération en génération dans sa famille, il est détenteur ayant la jouissance héréditaire. En vertu de l'article 62 du Règlement d'Etat cette jouissance peut être transformée en propriété. Toutefois l'indigène s'inquiète peu de cette nuance et il est rarement fait usage de cette faculté. La même indifférence se retrouve sur un autre point : les biens communaux. Dans le centre de Java, les terrains cultivés appartiennent en partie aux communes (*desas*) et sont partagés chaque année ou tous les trois ans en lots définitifs. Un décret royal de 1885 fixe les conditions dans lesquelles la propriété comunale peut être convertie en jouissance héréditaire individuelle.

Dans les Possessions Extérieures on ne rencontre pas la propriété communale, mais par contre des terrains indivis appartenant à des familles. Le défrichement des terres domaniales sous condition d'autorisation administrative confère le droit de jouissance héréditaire indigène.

Des grandes quantités de terrains, en particulier dans les principautés de Soerakarta et Djokjokarta étaient soumises à des droits qui constituaient l'apanage des princes. Un ensemble de mesures prises principalement de 1909 à 1926 a supprimé l'apanage, remplacé par un revenu fixé en argent.

Le cadastre dont l'établissement résulte des dispositions du décret du 30 juillet 1870, est établi et tenu à jour par un personnel euro-

péen. Dans les provinces où il n'est pas établi, les géomètres du Gouvernement assurent le mesurage des parcelles et la délivrance des titres.

Les locations à long terme sont régies par les dispositions du Livre II du Code civil des Indes néerlandaises, par le décret de 1870, par des Ordonnances récentes : 15 décembre 1913 pour Java et Madoera, et pour les Possessions Extérieures, 24 avril 1914 sur les territoires d'administration directe, 6 février 1919 sur les territoires autonomes (anciennes concessions des princes indigènes).

Le Directeur de l'Intérieur peut louer en bail emphytéotique (erfpacht) d'une durée maxima de 75 ans les terres destinées aux grandes cultures. Une redevance de 5 à 6 florins par bouw, réduite jusqu'à 1 florin pour les Possessions Extérieures, entraîne reconnaissance du droit de l'Etat sur ces terres. L'Etat se réserve d'ailleurs la prospection et l'exploitation du sous-sol, ainsi que la faculté d'autoriser la cession des droits à des tiers.

Les vastes terrains cédés en toute propriété au début du XIX^e siècle (particuliere landerijen) comportent des droits presque illimités pour leurs propriétaires, mais le Gouvernement les rachète peu à peu (en particulier 1915-1923).

Les locations à long terme sont réservées aux sujets hollandais et aux sociétés établies en Hollande ou aux Indes néerlandaises. La vente annuelle aux enchères de lots de 500 bouws, prévue par le décret de 1870, n'a guère réussi et tend à disparaître. A Java et à Madoera, la location porte pratiquement sur un maximum de 550 bouws. La demande doit en être adressée au Directeur du Département de l'Intérieur. Elle est ensuite transmise par le Chef du Gouvernement provincial à une Commission permanente qui procède aux vérifications utiles, aux enquêtes sur les réclamations, exprime un avis et le remet au Directeur susdit. Le résultat est publié par décret. Certaines restrictions complémentaires retardent l'attribution définitive, en vue de laquelle le postulant a intérêt à entreprendre immédiatement la mise en valeur.

Dans les possessions extérieures, ces dispositions restent sensiblement les mêmes, mais la location peut porter sur 5.000 bouws.

On voit que, outre la minutie avec laquelle sont étudiées les demandes de colons et de sociétés européens, le Gouvernement tend de plus en plus à sauvegarder ses droits et son contrôle. Pratiquement il vise à généraliser la forme de l'emphytéose, à laquelle n'échappent plus qu'un petit nombre de territoires autonomes.

*
**

A Ceylan (1), on constate des tendances analogues à celles de Java. Les terres sont la propriété de l'Etat qui les vend aux indigènes comme aux européens, selon les modalités d'une réglementation datant du 9 octobre 1890.

Toutes les terres de la couronne (crown Lands) qui ne sont pas réservées sont vendues aux enchères à un prix minimum de 10 roupies (2) l'acre.

Les terres faisant partie de forêts ne peuvent être aliénées sans l'avis du Conservateur des forêts ; des réserves analogues existent pour les terres situées à plus de 1.500 mètres d'altitude. Des mesures de cet ordre tendent à sauvegarder l'irrigation des rizières, les forêts et pâturages utiles aux habitants des villages.

Les droits à acquitter lors de la demande varient selon une échelle établie par 50 acres, dont voici un résumé :

50 acres		100 roupies
100 —		200 —
500 —		750 —
1.000 —		1.550 —
10.000 —		4.500 —

Le Gouvernement percevant également un droit sur les titres de propriété ; un achat de 100 hectares revient au planteur au minimum à 5.000 francs-or. Une statistique établit que, malgré les droits élevés, près de 600.000 hectares de terres ont été vendues à Ceylan, de 1883 à 1896, dont plus de la moitié de la superficie alors cultivée et le dixième de la surface de l'île. Les deux tiers de ces ventes avaient été faites à des européens.

On voit que ce régime quoique assez sévère n'a pas empêché la colonisation européenne de l'emporter sur l'effort indigène.

II. — Le Régime des Concessions en Indochine

Voici maintenant un tableau de la réglementation des concessions et des modifications qu'elle a subies, particulièrement depuis 1926, dans l'Indochine française.

Pendant de longues années, l'administration a considéré comme

(1) *B. Econ.*, 1901, p. 355.

(2) La roupie vaut 1,70 franc-or.

un succès l'importance des demandes de concessions formulées, et elle y a répondu avec la plus grande libéralité. C'est ainsi qu'en 1893, les concessions avaient atteint le chiffre considérable de 100.000 hectares. Un rapport de février 1913 du Chef d'administration locale au Conseil de Gouvernement contenait à propos de la Cochinchine des lignes caractéristiques (B. Econ. 1913, page 242).

« La superficie des terrains domaniaux aliénés pendant les neuf premiers mois de l'année est de 71.009 hectares.

« La moitié environ a été demandée en vue de la création de plantations : il faut y voir l'effet de la vogue dont jouit l'hévéa (33.006 hectares). Un grand intérêt s'attache à la réussite de ces plantations, la mise en valeur a complètement modifié la physionomie des provinces de l'Est et sur lesquelles (*vu le moment* prochain de la production des plus anciennes), on peut compter pour pallier les effets regrettables de la monoculture.

« Trente-huit mille hectares ont été demandés en vue de la création de rizières, et sur ce chiffre plus de 30.000 par des indigènes. Le chiffre est à noter. Il est le témoignage de la vitalité agricole de la colonie et de la race... L'on peut, à bon droit, se féliciter de voir les indigènes sur qui surtout a pesé le poids des mécomptes agricoles des dernières années, trouver néanmoins l'énergie et les ressources nécessaires à une extension aussi considérable de leur propriété foncière. Ce sont là des symptômes rassurants. »

Quelque dix ans plus tard, le point de vue administratif se modifiait profondément. On songeait maintenant à opposer un barrage aux demandes de grandes concessions. Le chiffre élevé des concessions sollicitées apparaissait comme un danger, du moins comme une gêne, et non plus comme un signe de prospérité. Voici à cet égard, les expressions du Gouverneur général dans les instructions précédant l'arrêté du 19 septembre 1926 :

« Au cours de l'année qui vient de s'écouler, plus de 50.000 hectares de terres ont été demandées en concession en Indochine, en vue de la création d'entreprises agricoles européennes.

« Ce rush devait fatalement prendre au dépourvu les Administrations locales en exigeant d'elles l'instruction immédiate de multiples demandes de concessions... et en les mettant dans l'obligation d'ouvrir sans retard, à la colonisation de vastes régions à peine pourvues de voies de communication. »

Les mêmes instructions prévoient une plus haute rémunération à tirer par la colonie de l'aliénation de son domaine rural.

Comment se fait-il qu'après avoir, certaines années, concédé allègrement jusqu'à 100.000 hectares, le Gouvernement général en vint à considérer comme un « rush » inquiétant une demande annuelle de 50.000 hectares? Il semble que le point de vue de notre administration ait été influencé par l'exemple de la méthode rigoureuse suivie à Ceylan et à Java, telle que nous l'avons exposée plus haut — et que peut-être aussi, le grand capitalisme ayant créé un mouvement d'activité et une confiance nécessaire à l'épanouissement de la colonie, on ait jugé moins utile de continuer à l'encourager et reporté sur les petits colons la plus grande partie de la sollicitude qui lui avait été accordée jusque là.

Quoi qu'il en soit, il convient maintenant de voir le détail des dispositions.

En dehors des décrets qui fixent les pouvoirs du Gouverneur général (principalement celui du 20 octobre 1911), le principal texte important de la période antérieure à la guerre, relatif aux concessions est l'arrêté du 27 décembre 1913.

En ce qui concerne les terrains ruraux, il porte surtout sur les modalités à suivre par le demandeur, et sur quelques réserves relatives aux droits de la colonie. Ainsi les forêts restent soumises à des règlements spéciaux. La colonie se réserve (sur les surfaces concédées) les voies de communication déjà existantes, les monuments archéologiques, les mamelons susceptibles de fournir des matériaux, mais cela sur spécification expresse.

En vertu de l'article 28 « Il est procédé à l'adjudication par les soins d'une Commission dont la composition sera déterminée par le Chef de l'Administration locale » et l'article 31 prévoit que « l'adjudication ne sera valable qu'après avoir été approuvée par le Gouverneur de Cochinchine ou par les Résidents supérieurs dans les autres pays de l'Union ».

Comme par ailleurs aucune réserve n'est faite sur l'étendue maxima des surfaces à concéder, on voit qu'à cette date les autorités locales sont investies des plus larges pouvoirs en ce qui concerne l'octroi des concessions.

Les dispositions principales de l'arrêté du 26 novembre 1918 tendent à préciser les articles 22 et 23 du précédent, relatifs aux charges financières du concessionnaire et aux pouvoirs respectifs des autorités locales.

Sur le premier de ces points, la concession à titre onéreux devient la règle. « Toutefois des terrains domaniaux ruraux d'une étendue

égale ou inférieure à 300 hectares pourront être concédés gratuitement... Les membres d'une même famille (femmes et enfants mineurs) ne peuvent prétendre à concession distincte de celle du chef de famille.

« Le concessionnaire d'un terrain à titre gratuit, quelle que soit la superficie, ne pourra obtenir une nouvelle concession à titre gratuit que lorsqu'il aura mis en valeur les $\frac{4}{5}$ au moins de la première concession.

« Dans tous les cas, cette deuxième concession sera la dernière. »

Enfin, l'article 23 distingue entre les concessions inférieures à 1.000 hectares et celles qui sont supérieures à cette étendue. Les premières sont du ressort du Gouverneur de Cochinchine et des Résidents supérieurs, et celles-ci du ressort du Gouverneur général.

En 1924, deux arrêtés (22 mai et 31 octobre) interviennent pour excepter les étrangers du bénéfice des concessions, puis à partir de 1926, apparaît à nouveau une série d'actes très importants.

L'arrêté du 19 septembre 1926 comporte un véritable remaniement de toutes les dispositions antérieures relatives aux concessions rurales.

Les concessions gratuites à concurrence de 300 hectares sont maintenues (art. 1). La qualité de citoyen ou de protégé français demeure nécessaire pour l'obtention d'une concession (art. 21), toutefois toute société constituée sous le régime de la loi française et comportant une majorité de capitaux français peut devenir concessionnaire. L'article 3 confirme les réserves antérieures relatives aux forêts, cours d'eau, et monuments historiques et réserve également en principe les droits miniers. Sont confirmées également par l'article 5, les dispositions relatives au retrait des concessions, soit en cas de non-mise en valeur, soit pour l'exécution de travaux publics. L'article 6 maintient les dispositions d'exception relatives à la cession de gré à gré des étendues inférieures à 1.000 hectares par les Chefs d'administration locale, supérieures à ce chiffre par le Gouverneur général.

Outre les facilités accordées, comme on vient de le voir, au capital étranger, la principale disposition de cet arrêté réside dans la limitation des grandes concessions. En vertu de l'article 5 :

« Aucun concessionnaire ne peut détenir à titre provisoire plus de 15.000 hectares de terrains ruraux. Ces terrains ne peuvent être groupés en une seule concession, d'un seul tenant ou en parcelles voisines, pour une superficie supérieure à 6.000 hectares. »

Selon le commentaire fourni par les *Instructions* qui précèdent le texte de l'arrêté, cette disposition « se propose de concilier les exigences des grandes entreprises avec les intérêts de la moyenne et de la petite colonisation. D'un côté, il fallait réserver des superficies importantes de terrain en faveur du capital disposé à s'investir simultanément dans plusieurs entreprises ; de l'autre, éviter que de très grandes surfaces ne fussent bloquées d'un seul coup, entre quelques mains, au détriment de la masse des intérêts concurrents et de la rapidité de la mise en valeur du pays.

Quelques mesures de détails tendent à sauvegarder les « droits d'inventeur du terrain », mais elles sont relativement peu efficaces puisque le premier demandeur n'a guère qu'un droit exclusif de surenchère (art. 12).

Les *Instructions* mentionnent par ailleurs, l'importance accordée par l'administration au maintien du boisement dont l'exemple des Indes néerlandaises, trop rapidement déboisées, prouve l'importance dans ces régions de cultures tropicales. Mais nous retrouvons surtout l'institution auprès du Gouverneur général d'une Commission des concessions (art. 17) composée ainsi :

Le Secrétaire Général du Gouvernement général : Président ;

Le Directeur des finances : Membre ;

L'Inspecteur général des Travaux publics : Membre ;

Le Directeur des Affaires économiques : Membre ;

Le Président et un membre indigène de la Chambre d'Agriculture du lieu de la réunion : Membres ;

L'Inspecteur général de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts : Rapporteur.

Cette Commission donne son avis sur les projets d'arrêtés, de cahier des charges-type, sur les projets de mise en valeur et sur les demandes de concession dont les dossiers lui sont communiqués. Outre ces attributions administratives, la Commission aura à faire un travail de liaison et d'unification : examen de l'interdépendance des intérêts des divers pays de l'Union, distribution de la main-d'œuvre, projets de voies de communication, enfin plan général de l'attribution des terres. En somme, c'est un organisme technique aussi bien qu'administratif.

A la suite de polémiques assez bruyantes dont l'écho a retenti jusqu'au Parlement, un décret du Président de la République en date du 5 juillet 1927, a porté quelques limitations aux pouvoirs

du Gouvernement et ôté certaines facilités aux grandes sociétés d'exploitation.

L'article 1 prévoit en effet que les Chefs d'administration locale pourront comme précédemment concéder des superficies à concurrence de 1.000 hectares. Les pouvoirs du Gouverneur général au Conseil du Gouvernement porteront sur des concessions de 1.000 à 2.000 hectares.

Au-dessus de cette étendue, les concessions rurales seront accordées, en vertu de décrets rendus sur le rapport du Ministre des colonies, sur la proposition du Gouverneur général et après avis de la Commission des concessions coloniales et du domaine, siégeant au département des colonies.

Le même article 2 comporte une clause financière hostile à la négociation des titres de plantation : « Le cahier des charges comportera l'interdiction pour les demandeurs, dans le cas où ils se constitueraient en société, de faire coter en bourse les actions de cette société ou de les soumettre directement ou indirectement à une transaction financière quelconque, jusqu'à exécution des obligations de mise en valeur imposées par le cahier des charges et obtention de la concession à titre définitif. »

L'article 3 renforce les mesures destinées à maintenir la concession entre les mains de son premier détenteur, car il prévoit que le concessionnaire provisoire ne peut se substituer une personne ou une société sans l'autorisation expresse de l'autorité concédante et à un prix supérieur au montant des impenses qu'il a engagées.

On voit que les mesures administratives prises dans ces dernières années tendent à diminuer la place faite aux grandes sociétés anonymes françaises, soit en ouvrant les portes au capital étranger, soit en diminuant le maximum d'étendue des concessions, soit en renforçant le contrôle sur les adjudications, soit enfin en immobilisant pour une durée plus longue les capitaux investis à l'origine. L'administration semble avoir non seulement visé à renforcer son contrôle sur les grands concessionnaires, mais à éparpiller et à ralentir le mouvement de colonisation agricole (1).

(1) Voici l'opinion de M. Gil dans son ouvrage : *Le régime de la propriété* (sur l'importance du facteur capital).

« Sous le climat tempéré, le capital nécessaire est des plus réduits du fait que, d'une part, l'européen colon travaillant lui-même, n'a point à payer une main-d'œuvre domestique, et, d'autre part, du fait que l'acquisition des terres, si elle n'est point gratuite, se fait à des prix insignifiants.

« Plus important déjà, sous les tropiques, dans les pays à population dense du fait que le colon doit loger, nourrir, payer la main-d'œuvre, lui faire des avances en

On appréciera exactement la portée de ces dispositions d'après une critique parue dans la *Revue d'Extrême-Orient* du 5 août 1927 sous ce titre : L'Indochine va-t-elle être étranglée ? La réforme du régime des concessions vient d'être heureusement réalisée en novembre 1928, coïncidant avec la nomination d'un nouveau gouverneur général qui, contrairement aux usages, ne vient pas du Parlement. M. Pasquier a accompli en effet toute une brillante carrière dans la colonie qu'il dirige. La commission des concessions coloniales et du domaine, où furent admis les représentants qualifiés des intérêts coloniaux, permit l'élaboration heureuse des nouveaux décrets ; le 19 octobre, l'Assemblée plénière de la commission les ratifiait et le 8 novembre ils paraissaient à l'*Officiel*.

Il ne reste plus grand chose des restrictions financières adoptées en 1927 par lesquelles toute société demandant une concession était suspectée de préparer une opération financière en Bourse. Selon l'article 9, les actions constituées en vue de l'obtention ou de la reprise des concessions régies par le décret doivent statutairement et effectivement soit rester nominatives, soit demeurer attachées à la souche pendant un délai d'au moins deux ans après l'obtention de la concession ou la constitution de la société. En fait, ce délai se confondra à peu près avec celui qui s'écoulera entre la constitution de la société et l'octroi de la concession.

Les terrains urbains sont exclus du régime des concessions ; la gratuité n'est admise que pour la petite colonisation dans la limite d'un maximum de 300 hectares pour un seul concessionnaire. Pour toute surface supérieure de terrains ruraux il y a obligation de recourir à l'adjudication et de se faire agréer par l'Administration ; l'Administration ne traite plus de gré à gré.

Un programme de colonisation, devant déterminer les domaines destinés à être allotis, sera établi par chaque pays de l'Union et approuvé par le gouverneur général. Ce plan d'organisation de la mise en valeur, de détermination et d'ordre dans l'activité des plantations de la colonie ne peut qu'être approuvé. Le droit de prendre part à une adjudication est réservé aux citoyens, sujets ou protégés

argent et en semence, le capital nécessaire devient des plus considérables, dès que l'on envisage la grande propriété.

« Les frais de culture sont des plus élevés, en raison de toute l'organisation matérielle qu'il faut créer (logements, ravitaillements, voies de communications, etc...) et du fait que les seules cultures possibles (café, thé, canne à sucre, poivre, tabac, coton, hévéa) demandent plusieurs années avant que l'exploitation ne puisse commencer. De grands capitaux sont ici nécessaires et seules de puissantes sociétés sont capables de se les procurer. »

français. L'administration conserve le droit d'accorder ou non le transfert des droits du concessionnaire provisoire. Les résidents supérieurs des pays de l'Union peuvent accorder des concessions jusqu'à 1.000 hectares ; le gouverneur général peut accorder celles de 1.000 à 4.000 ; les concessions plus importantes sont accordées par le ministre des colonies après consultation de la commission des concessions et du domaine.

Les décrets de 1926 et 1927 ont nui certainement à la mise en valeur de l'Indochine par l'arrêt d'extension des cultures, la suspension des demandes de concessions en cours. Une réglementation stricte est nécessaire pour éviter les abus ; mais elle ne doit pas, par de lourdes charges ou obligations, paralyser l'essor économique de la colonie, repousser les capitaux et l'activité créatrice des colons qui doivent pouvoir espérer une juste rémunération des risques importants auxquels ils ont souscrit.

CHAPITRE II

Les Cultures. Le caoutchouc

Les conditions de chaque culture étant très différentes, aussi bien au point de vue des procédés, que du rôle des capitaux et de la rémunération, nous allons les étudier séparément, en suivant à peu près leur ordre d'importance. Nous traiterons d'abord du caoutchouc qui présente une illustration remarquable du rôle du capital.

Le « boom » réalisé en 1925 sur les valeurs de plantation, dépassant de loin ce qu'on avait connu à cet égard en 1910 (1), a frappé beaucoup l'imagination en même temps qu'il créait de grandes fortunes. Nous nous féliciterons simplement ici qu'il ait contribué à diriger vers les affaires coloniales les capitaux, et qu'il attire encore l'attention des curieux, et même des esprits romanesques vers la saisissante histoire de la gomme, vers ce qu'on a pu appeler : « L'Épopée du caoutchouc ». Voyons donc les origines de ce produit dans le monde avant d'examiner ce qu'il a été pour l'Indochine.

*
**

Jusqu'en 1905, on a connu seulement l'exploitation sauvage principalement des arbres de l'Afrique et de l'Amazonie. Le « seringueiro » recruté souvent parmi les rebuts d'émigration par les compagnies anglaises pour l'Amazonie recevait un peu d'argent et quelques vivres, des instruments, et trois vêtements de toile, tous objets qui en faisaient le débiteur de la société, son travail devenait dès lors obligatoire comme celui des « peones » mexicains. On le conduisait dans une zone favorable de la forêt, il saigne des arbres séparés par de grandes distances, fait coaguler la gomme sur un feu d'herbes, la remet au navire chargé de la récolte générale, enfin part lui-même pour hiverner à Manaos où il épuise son minime trésor, ce qui contribue à le contraindre de revenir à la saison suivante.

Cette vie pénible et peu lucrative a empêché le développement de cette forme d'exploitation. La production brésilienne est montée

(1). Sur l'origine de la connaissance du caoutchouc et les ouvrages y relatifs voir la monographie de M. O. Homberg, p. 5.

de 10.000 tonnes en 1880 à 26.000 tonnes en 1900, puis après l'acquisition du territoire de l'Acre, à 47.000 tonnes. Après ce maximum elle devait connaître non seulement un arrêt, mais même une déchéance : dès 1912-1913, elle n'était plus que de 36.000 tonnes ; pendant la guerre, malgré la demande pressante, elle a baissé à 23.000 tonnes ; un sursaut à 33.000 tonnes en 1919 ne l'a pas empêchée de descendre à vive allure par les échelons suivants : 23.000 tonnes en 1920, 17.800 tonnes en 1921, 19.800 en 1922 pour rester au-dessous de 10.000 tonnes en 1923.

En Afrique, la gomme recueillie dans la forêt côtière de Guinée et la grande forêt congolaise, selon des méthodes encore plus primitives (arbres abattus, terre mélangée au caoutchouc, etc...), était apportée sur les marchés de Grand Bassam, Lomé, Porto-Novo, Lagos, Donala, Libreville, Maradi, Boma, etc., constituant une véritable monnaie, étant donné sa valeur sous un faible poids et les facilités de vente. Cette production n'a jamais dépassé 28.000 tonnes, fournissant des produits inférieurs, étant donné leur mauvaise préparation. Des 28.000 tonnes de 1910, l'Afrique passait à moins de 10.000 tonnes en 1918, à 7.350 en 1919, 8.125 en 1920, 2.680 en 1921 : irrégularité et décadence (1).

Ainsi en 1921, la forêt ne donnait que 22.000 tonnes. En 1922 et 1923, se relevant un peu, elle donna 25.000 tonnes. Mais les progrès de la production de plantation faisaient que ce chiffre ne constituait guère que le quinzième de l'exportation totale.

Il a fallu longtemps pour que s'établît la prépondérance du caoutchouc de plantation qui se heurta longtemps à la méfiance ou à l'apathie. Les gens de métier connaissaient la supériorité de production et les commodités d'industrialisation des arbres de plantation, il fallut cependant arrêter le choix sur une espèce. Le Ficus, le Manihot, le Funtamia, le Castilloa, essayés ici et là devaient finalement céder la place à l'hévéa (*brasiliensis*) dont le nom symbolise aujourd'hui la culture des arbres à caoutchouc.

En 1876, M. H. Wickham rapporta du Brésil en Angleterre 70.000 graines d'hévéa qui furent ensuite mises à germer au jardin botanique de Kew. Les rares survivantes furent distribuées aux planteurs de Ceylan et de Malaisie. Telle est l'origine de la culture de l'Hévéa qui devait s'étendre ensuite aux Indes néerlandaises et à l'Indochine.

(1) Voir toutefois sur les possibilités actuelles de l'Amazonie, article de Dugué. Livre d'or, p. 147.

En Cochinchine, les plus anciennes plantations sont celles de Ong-Yem et de M. Belland, aux environs de Gia-Dinh, en Annam, celles de l'Institut Pasteur à Sua-Giao. Elles datent de 1897, mais c'est à partir de 1907 que les grandes plantations ont débuté. En 1923, la superficie complantée d'hévéas en Cochinchine atteignait 36.000 ha, dont 34.000 pour la Cochinchine, 1.200 au Cambodge, 700 pour l'Annam. Le nombre d'arbres plantés étant alors de 8.300.000, dont 4.600.000 saignés. Au début de 1927, le nombre d'arbres plantés est de 13 millions et demi, ce qui correspond sensiblement à 54.000 ha. On voit le chemin réalisé au bout de 30 ans dont 20 années de culture résolue. Quelle situation générale avait amené un tel essor dans notre colonie ?

De 1906 à 1925, la production du caoutchouc avait cru à la cadence qu'indiquent les chiffres suivants :

	Sylvestre	Plantations	Total
1906	62.700	500	66.200
1910	62.000	8.500	70.500
1914	49.000	71.400	120.400
1916	48.900	152.700	201.600
1918	39.700	200.900	241.600
1920	38.500	300.000	338.500
1921	22.500	271.200	293.700
1922	25.500	355.000	380.500
1923	28.000	384.500	412.700
1924	29.600	391.600	421.200
1925	34.000	481.800	515.800 (1)

On arrivait, malgré l'énorme apport de plantation, à une disette qui s'est dissipée à partir de 1926 à la suite de l'utilisation du caoutchouc régénéré, mais qui menace de se produire à nouveau.

En 1923, la production se répartissait ainsi entre les différents pays de grande production :

Etats Fédérés Malais	250.000 tonnes
Indes Néerlandaises	80.000 —
Brésil.	21.000 —
Indes anglaises	42.000 —
Indochine française	6.000 —
Divers.	13.000 —

Quant à la rémunération du produit, elle a jusqu'à présent été des plus irrégulières, même si l'on fait abstraction des variations du franc et qu'on la considère en shilling et pence.

(1) Chiffres du Livre d'or, p. 147.

1910.	8/10	1920.	2/11
1911.	5	1921.	1
1912.	4/10	1922.	0/11
1913.	3 ³ / ₈	1923.	1/3
1914.	2/10	1924.	1/3
1915.	2/7	1925.	4/5 maximum
1916.	3/1	1926.	1/6 minimum
1917.	3/2	1927.	0/11
1918.	2/11	1928.	0/8 minimum
1919.	2/5		

Les cours de 1921 et 1922 (qui sont descendus bien au-dessous des moyennes que nous avons relatées) furent considérés comme très insuffisants pour rémunérer les capitaux engagés et même couvrir les prix de revient. Aussi un plan de restriction fut-il élaboré ; les planteurs anglais avaient obtenu la nomination d'une commission, le Comité Stevenson, dont le programme fournit l'objet de la loi du 1^{er} novembre 1922. Les compagnies anglaises devaient restreindre leur exportation à 60 0/0 de la production ; si le caoutchouc atteignait le cours moyen de 1 sh 3 pendant un trimestre, l'exportation pourrait s'élever à 65 0/0, et ainsi de suite. On a beaucoup discuté sur les relations de cause à effet entre ces mesures et ce que devinrent les prix et les montants des stocks. Toujours est-il que les stocks baissèrent de 80.000 t. en fin de 1922 à 20.000 t. en mars 1925. Les prix se relevèrent comme on l'a vu, et les plantations indochinoises réalisèrent des bénéfices qui leur permirent de rétablir leur situation parfois menacée, ou de s'étendre sans nouveaux appels de capitaux. Enfin, malgré la rechute de 1927, les prix de vente assuraient une marge de bénéfice supérieure à 50 0/0 du prix de vente (1). Ainsi se trouvait justifié l'effort de nos planteurs dont les chiffres suivants indiqueront l'intensité et les résultats.

Mais, brusquement, au début de février 1928, après avoir renouvelé la durée des restrictions pour une autre période de trois mois, le gouvernement anglais annonçait qu'il confiait à une Commission le soin d'étudier le maintien en vigueur du plan Stevenson. Puis, deux mois plus tard, sans attendre les conclusions complètes de la Commission, il annonçait l'abolition, à partir du 1^{er} novembre 1928, de toutes les restrictions relatives à l'exportation du caoutchouc de la Malaisie et de Ceylan. Une baisse profonde s'ensuivit et les cours tombèrent au-dessous de 0,8 d. la livre. Ce violent recul des cours a eu pour résultat de stimuler la consommation et a fait presque

(1) Les bonnes sociétés indochinoises ont un prix de revient compris entre 6 et 7 fr. au kg.

disparaître la concurrence importante du caoutchouc régénéré (1). Les raisons profondes de la politique de M. Baldwin ne sont pas connues. Il se peut, selon les suppositions de M. Albert Despaux (2), que « l'avisement prémédité du caoutchouc soit une machiavélique manœuvre en vue d'obliger les planteurs Néerlandais à participer aux sacrifices, que supportaient seuls, les planteurs Malais. Réduisant volontairement le rendement de leurs exploitations, ceux-ci ne pouvaient plus produire qu'à un prix de revient relativement élevé et ils étaient les seuls à ne plus effectuer de plantations nouvelles. La production du caoutchouc anglais, peu à peu élevée jusqu'à 350.000 tonnes environ en 1926, avait été ramenée à 300.000 tonnes en 1927 et ne représentait plus que la moitié de la production mondiale, alors qu'elle en représentait encore les trois quarts en 1921.

En tout cas, la dépréciation du caoutchouc est un événement grave pour l'économie britannique, de même, d'ailleurs, que pour l'économie hollandaise. Une baisse de 1 d par livre, c'est-à-dire de 10 liv. st. par tonne, réduit de 3 millions de livres la valeur de la production britannique de 300.000 tonnes.

Un amoindrissement de plusieurs dizaines de millions de livres de la valeur du caoutchouc exporté et, par suite, des dividendes payés aux porteurs d'actions de sociétés de caoutchouc, est susceptible de gréver appréciablement la balance des comptes de la Grande-Bretagne qui ne s'équilibre aussi qu'à quelques dizaines de millions de livres près, et d'alourdir beaucoup le déficit de la balance commerciale des Pays-Bas, qui est toujours de plusieurs centaines de millions de florins par an.

La baisse du caoutchouc d'environ 4 sh. par livre, depuis 1925-1926, inflige à la Grande-Bretagne une perte de près de 200 millions de livres par an, ce qui représente près de la moitié du déficit de sa balance commerciale.

Ces chiffres soulignent quelle importance peut avoir, pour l'économie mondiale, le contrôle des matières premières, puisque les fluctuations du caoutchouc pèsent dans la balance des comptes de l'Europe et de l'Amérique, autant que les charges de guerre. Le tribut que, dans l'antiquité, le vainqueur des combats exigeait des vaincus est aujourd'hui prélevé par les nations qui contrôlent les

(1) En 1927, 180.000 tonnes, presque le quart de la consommation mondiale, ont été utilisées par les acheteurs américains qui avaient résolu de ne plus acheter aux planteurs anglais par représailles.

(2) *Information*, 12 avril 1928.

matières premières sur celles qui ne peuvent ou ne savent contrôler celles-ci ».

Le retour à la liberté du marché du caoutchouc s'est effectué le 1^{er} novembre 1928 sans qu'il ne se soit produit absolument aucun remous sur le marché de la matière. La crainte de très fortes exportations venant subitement se déverser sur le marché parut vaine et les cours qui avaient été très dépréciés remontèrent subitement au début de 1929. Dans une remarquable conférence, sous les auspices de l'Association nationale d'Expansion économique, M. Octave Homberg faisait à la fin de 1928 une remarquable conférence sur le caoutchouc. Sans revenir sur le passé, M. Octave Homberg posait et analysait tous les éléments du problème tel qu'il résultait de la suppression du plan Stevenson. Il faisait ressortir qu'en l'état actuel des choses il est impossible de prévoir ce que seront les cours dans le proche avenir ; d'un côté, progrès constants et même surprenants de la consommation ; mais, de l'autre, progrès aussi de l'industrie qui augmente et la durée des pneus et la proportion du régénéré. Au surplus, c'est l'inorganisation de ce marché qui le met à la merci du spéculateur américain, le plus gros consommateur, qui agit seul en face des vendeurs dispersés et, avec une balance de 25.000 sur 600.000 tonnes, peut faire, à son gré, la hausse ou la baisse.

Aussi, M. Octave Homberg a-t-il appuyé la proposition des planteurs hollandais de faire assurer, par entente internationale, un repos aux arbres d'un mois à six semaines pendant l'hivernage, mesure qui peut s'appliquer à toutes les plantations, et qui, ménageant la santé des arbres, prolongeant leur vie, est, au fond, aussi bien dans l'intérêt des consommateurs que des producteurs.

Mais, même à défaut de cette entente internationale, la France, si mal partagée pour toutes les matières premières et qui, cependant, a la chance d'avoir en sa colonie asiatique un sol et un climat qui conviennent mieux que tous autres à l'hévéa, doit avoir sa politique du caoutchouc et la suivre résolument, en dépit des fluctuations passagères du marché. Le programme minimum est de produire le plus tôt possible en Indochine ce que consomme la métropole.

Les plantations de ce pays constituent déjà un actif splendide qui fait honneur au génie colonisateur de la France, et il serait d'une criminelle incurie de laisser dépérir une telle richesse d'avenir, ou même de n'en pas poursuivre l'accroissement.

Jusqu'en 1918, l'exportation est faible, car elle porte sur le caout-

chouc sylvestre et les produits de petites plantations (comptoirs de la « Laotienne », à Cua-Rao, des « Messageries fluviales » à Vientiane, etc.

1911.	245 tonnes	1915.	377 tonnes
1912.	285 —	1916.	546 —
1913.	214 —	1917.	939 —
1914.	195 —	1918.	531 —

La mise en saignée des arbres des grandes plantations provoque un bond :

1919.	2.976 tonnes	1923.	5.690 —
1920.	3.142 —	1924.	6.800 —
1921.	3.648 —	1925.	8.000 —
1922.	4.623 tonnes	1926.	9.500 —

pour 1928 on estime qu'il y a un accroissement de 2.000 t. environ (1). Les surfaces plantées n'ont pas fait, à notre connaissance l'objet de statistiques d'ensemble année par année, mais pour la production, nous relevons pour 1917 une évaluation de 21.000 ha (émanant du Syndicat des Planteurs), avec 6 millions d'arbres plantés, dont 1 million en saignée. Les capitaux investis jusque-là seraient de l'ordre de 40 millions. En 1920, 139 plantations donnent une superficie plantée de 25.880 ha, en 1922, les chiffres passent respectivement à 231 et 28.900 avec 7 millions de pieds dont 2 millions en saignée.

Voici enfin, d'après « l'Annuaire du Syndicat des Planteurs de Caoutchouc de l'Indochine » de 1926 (p. 71-84), la statistique des concessions et des surfaces plantées en hévéa à cette date :

Province	Nombre de plantations	Superficie	Nombre d'arbres
Baria	17	7.119	248.362
Bienhoa	54	44.895	2.349.377
Giadinh	122	10.849	2.272.269
Tayninh	21	8.170	1.013.563
Thudaumot	137	59.237	4.381.702
Cholon, Tanan, Hahen (île Thu-Quoc)	4	3.871	288.000
Cambodge	4	23.032	2.664.000
Annam	8	9.645	466.183
Total	367	166.818	13.466.183

(1) La proportion des ventes sur la France et sur l'Etranger est la suivante :

1920.....	2.297	854
1921.....	2.686	962
1922.....	3.236	1.386
1923.....	4.324	1.372
1924.....	5.027	1.768
1925.....	7.196	812

pour 1924, l'Indochine avec ses 5.000 t. fournit 12 % de la consommation de la métropole qui est de 41.000 t.

qui se répartissent en lots des superficies suivantes, d'après la récapitulation générale :

Plantations de :	
20 hectares et au-dessous	138
21 hectares à 100 hectares	107
101. hectares à 500 hectares	79
501 hectares à 1.000 hectares	12
Au-dessus de 1.000 hectares	31
	367

Pour ce qui est de l'état et des perspectives de ces plantations, une communication de l'Agence économique de l'Indochine à « *Science et Industrie* » (15 mars 1924, p. 68) les estime ainsi :

« Il est aujourd'hui bien établi que les terres rouges et les terres grises de Cochinchine, les premières surtout, se prêtent admirablement à la culture de l'hévéa ; les conditions climatiques sont également des plus favorables à cette culture. L'existence d'une saison sèche, loin d'être un obstacle à cette culture comme on l'avait craint d'abord, contribue, au contraire, à soustraire l'hévéa aux nombreuses maladies cryptogamiques qui l'attaquent dans les pays à pluies ininterrompues. La question de la main-d'œuvre se présente également dans des conditions satisfaisantes. La plupart des plantations sont très bien tenues et la saignée des arbres s'y pratique d'après les méthodes les plus rationnelles. La préparation du latex est en général également soignée et donne un produit marchand de bonne qualité, le rendement à l'hectare est des plus satisfaisants : un spécialiste bien connu, M. Hallet, l'évalue pour les plantations de 10 à 12 ans à 600 kgs, alors que dans la presqu'île de Malacca et aux Indes néerlandaises, la production à l'hectare n'est que de 4 à 500 kgs ? »

En prenant seulement un chiffre de rendement de 500 kgs à l'ha, nos 54.000 ha donneraient à une date rapprochée 27.000 tonnes (au lieu de 10.000 actuellement). Calculé sur le prix relativement bas de 1927 qui s'établit en moyenne à plus de 20 francs par kg. Cela représenterait un produit brut de 540 millions (au lieu de 200 actuellement).

Quelles sont les dépenses de capitaux qui ont pu préparer de tels résultats ? Il est très difficile d'indiquer une moyenne. Je trouve en effet dans les listes du « Syndicat des Planteurs » des sommes investies extrêmement variables par rapport au nombre d'arbres ou d'hectares plantés. Il semble cependant qu'on se rapproche de la moyenne en évaluant à 10.000 francs la dépense par ha. planté de

400 arbres dans le système d'autrefois, de 300 au maximum selon les méthodes actuelles (1).

Si pour ne pas entrer dans des calculs interminables, on s'en tient aux sociétés les plus connues, on obtiendra les chiffres suivants pour les investissements :

Plantations d'An-Loc	10	millions (2)
— de Baria	1,5	—
Agricole de Ben Cui	13	— (3)
Compagnie du Cambodge	75	—
Agricole de Cam-Tien	12	— (4)
Caoutchoucs de l'Indochine	15	—
Indochinoise de Cultures tropicales	50	—
Plantations de Di-An	1	—
Caoutchoutière de Gia-Nhan	2	—
Héveas de Cochinchine	2,5	—
Plantations de la route Haute	1	—
Agricole de Suzannah	2,5	—
Hévéas de Tayninh	4	—
Plantations des Terres Rouges	50	—
Agricole de Thanh-Tuy-Ha	2,5	—
Thi-Doi (rizières et plantations)	8	—
Phu-Quoc	1	—

251 millions

Le chiffre est inférieur à la réalité (bien que nous n'avons pas fait de défalcation pour les producteurs de café et cultures accessoires) parce qu'il y a eu souvent des primes d'émission, allant jusqu'à 100 0/0 et plus, parce que nous avons laissé de côté d'importantes plantations qui ne sont pas encore en sociétés anonymes (plusieurs le deviendront prochainement) Nous pouvons donc estimer que les capitaux français investis dans la culture du caoutchouc dans la seule Indochine sont largement supérieurs à 300 millions, et dépassent peut-être déjà 400 millions. Les augmentations de capital prévues (Cambodge, Cultures tropicales, Terres rouges, Cam-Tien, etc.) le porteront bientôt au-delà du demi-milliard.

Il peut être intéressant de relever le montant des sommes investies dans la culture du caoutchouc aux Indes néerlandaises (5).

(1) La « Compagnie du Cambodge » est parvenue à des prix de revient de 3.500 fr. pour la mise en culture d'un hectare.

(2) Bien que le capital soit nominalelement de 6 millions.

(3) 1 million de piastres.

(4) Capital prévu 30 millions.

(5) Cf. extrait du rapport du Consul de France à Batavia (16 mai 1927) dans le Bulletin des Plant. de Caout., 8 juin 1927.

Anglais	194 millions
Hollandais	170 —
Belge	28 —
Américain	27 —
Français	25 —
Allemand	18 —
Scandinave	18 —
Suisse	18 —
Japonais	17 —
Total	479 millions

Il faut tenir compte, il est vrai, qu'il y a là une plus forte proportion de francs-or que dans les chiffres relatifs à l'Indochine, néanmoins ces chiffres paraissent inférieurs à la réalité.

Quoiqu'il en soit, si l'on a consacré chez nous (avec la collaboration belge) quelque 400 millions à la culture du caoutchouc en Indochine (chiffre destiné vraisemblablement à être doublé avant 5 ans), on peut estimer que ce capital est assuré (amortissements déduits) d'une rémunération annuelle très forte. Pour ce qui est du capital lui-même, même lorsque les investissements ont été faits en francs dépréciés, la plus-value est en moyenne de 400 à 500 0/0 (1). Dans le domaine des cultures coloniales quelques affaires de production et de raffineries ont atteint une aussi brillante moyenne.

(1) En Hollande, en comparant des investissements en florins et des cours en florins non dépréciés nominalement on obtient une moyenne de 300 %.

CHAPITRE III

Cultures diverses

I. — Le Riz

C'est la culture la plus importante de l'Indochine, qui vient au second rang des pays exportateurs, menaçant de près le record des Indes néerlandaises, bien que la production à l'ha. soit encore faible dans notre colonie, comme on le verra plus loin.

La culture peut se faire par semis direct, mais elle se pratique le plus souvent par repiquage. Les façons culturales sont données avec l'aide des buffles et des bœufs. Le prix élevé de l'essence entrave la motoculture.

La récolte annuelle est la règle, cependant une grande partie du delta tonkinois donne deux récoltes : mai-juin et octobre-novembre. Cette dernière, dite du dixième mois, est la plus importante. L'ouest de la Cochinchine possède quelques régions à deux récoltes.

On distingue les rizières basses, inondées par les pluies ou les canaux, rizières hautes où l'eau est amenée par élévateurs, rizières de montagnes où l'on ne peut compter que sur l'eau de pluie.

Les très nombreuses races cultivées en Indochine, appartiennent toutes à l'espèce *Oriza sativa*, et on les divise en 4 variétés : riz dur, riz gluant, riz de montagne, riz flottant. Le riz dur, à grain dur, cassure cornée et translucide, forme ovale, correspond à la qualité du commerce. Le riz gluant est plus volumineux, il est employé pour la pâtisserie, les colles, la distillation ; au Laos, il forme l'élément principal de la nourriture indigène. Le riz de montagne est intermédiaire : il exige moins d'eau et se sème le plus souvent sur les terrains défrichés par les raves ou incendies. Le riz flottant peut avoir une tige de plusieurs mètres et se récolter en pirogue. Les riz de saison, qualité normale évoluent en six mois, mais il existe des riz hâtifs, moins productifs, qui se récoltent au bout de 3 mois.

Après une récolte à la faucille, l'égrenage se fait par piétinement des bêtes de somme, ou au fléau, etc... Le *paddy* est ensuite vanné, décortiqué et blanchi par des procédés primitifs pour la consommation familiale ; pour les fins commerciales il est livré brut.

Le rendement à l'ha. varie, bien entendu, selon les régions, les variétés, les années, cependant la fumure insuffisante et les procédés primitifs font que la moyenne indochinoise est très faible. Les rendements de 3.500 kgs sont exceptionnels (Mékong, Cochinchine ouest), on en signale d'inférieur à 1.000 kgs (Cambodge) ; au Tonkin on donne une évaluation de 1.650 kgs pour les rizières à une récolte et 2.650 pour les rizières à deux récoltes. L'Imperial Institute de Londres donnait en 1920 les moyennes suivantes pour les divers pays producteurs, d'après les calculs portant sur des chiffres de 1916 :

Espagne	5.800 kgs
Italie	3.600 —
Java	2.200 —
Japon	4.318 —
U. S. A.	2.410 —
Indes	1.720 —

Le rendement de l'Indochine était estimé à 1.200 kgs à l'ha. La qualité commerciale la plus recherchée est le *Gocong* ; le classement comprend également : le Vinhlong, le Baixan, le Baclieu et le Cambodge. Il est à noter que le commerce du riz est en majorité aux mains des Chinois (à Cholon en particulier). Il y a cependant des usines françaises à Haiphong. Les riz exportés sont généralement accompagnés d'un « certificat de qualité » délivré par le certificat des Exportateurs, mais les Américains trouvent que les garanties, venant d'intéressés n'en sont pas suffisantes, et il y aurait intérêt à parvenir à une standardisation officielle des riz exportés.

Les moyennes quinquennales de production montrent un accroissement, mais beaucoup moins rapide que celui des caoutchoucs, par exemple :

1904-1905	moyenne	858.000 tonnes
1906-1910	—	1.153.000 —
1911-1915	—	1.150.000 —
1916-1920	—	1.300.000 —

La superficie des rizières a été de 4.100.000 ha. pour la période 1914-1918 ; 4.764.000 pour la période 1919-1923 ; 4.770.000 pour la période 1924.

La moyenne de production de 5.700.000 t. de 1920 à 1924 correspond à 1.200 kgs à l'ha., alors que la moyenne mondiale est de 1.620 kgs à l'ha. Sur cette base, et avec les mêmes surfaces, l'Indochine devrait donner au moins 1 million de tonnes de plus. Nos rizières des environs de Tananarive à Madagascar donnent, en effet,

couramment 3.000 kgs. Il s'agit donc de poursuivre avec obstination une politique d'engrais et de sélection des semences (1).

L'exportation a suivi une marche progressive dans son ensemble correspondant à :

1921 ..	957.243	} moyenne quinquennale.	1.383.729 tonnes
1922 ..	782.395		
1923 ..	653.728		
1924 ..	1.105.371	—	1.230.206 —
1925 ..	1.559.880	—	1.519.648 —

Les expéditions tendent à croître sur les trois principaux pays suivants pour 1925 :

Hong-kong	530.800 tonnes
Japon	253.200 —
France (colonies)	202.200 —
Chine	113.000 —

La proportion des sorties entre les différentes provinces indique un avantage énorme au profit de la région sud :

Cochinchine	1.370.900 tonnes
Tonkin	148.200 —
Annam	114 —
Cambodge	432.000 —

Au point de vue ravitaillement de la métropole, on notera que la France a tiré de l'Indochine 73.000 t. sur 86.000 consommés en 1922, 83.000 sur 119.000 en 1923, 44.000 sur 98.000 en 1924 année où Madagascar est devenu un fournisseur aussi important que notre colonie d'Asie.

Il n'en demeure pas moins que l'Indochine se trouve à cet égard dans de belles conditions par rapport à la Métropole.

On a vu par ailleurs l'aide que l'irrigation moderne a apporté et apportera à la culture du riz. La conclusion qui se dégage de l'examen de cette culture ne fait que corroborer l'influence du capital : l'absence ou la rareté d'exploitations à gros capitaux explique en partie que la production à l'ha. reste basse. Le capital aura aussi son rôle à jouer dans l'importante question des engrais et dans celle d'un meilleur usinage des produits d'exportation. A supposer même qu'il ne s'engage pas plus avant, et directement dans la culture du riz, un rôle lui reste à jouer dans l'amélioration des exportations

(1) On trouvera un graphique des exportat. de riz depuis 1885 dans le Rapport B. E., 1925, p. 88.

de cette céréale. L'aide qu'elle apporte à la balance du commerce général permet d'en mesurer la portée.

Nous laisserons de côté la culture du poivre (1), qui est en décadence, et celle du tabac, qui n'a guère dépassé la période des tentatives. On trouvera plus loin l'indication des capitaux engagés dans les rizeriaies.

II. — Le Coton

La prépondérance de la production américaine sur le ravitaillement des filatures inquiète les groupes industriels français qui ne voudraient pas être à la merci d'une restriction ou d'une crise de production aux Etats-Unis. Nos importations proviennent en effet des pays suivants :

Etats-Unis	76	%
Egypte	10	%
Inde	8,5	%
Turquie	0,65	%
Autres pays	4,85	%

Cette étroite dépendance à l'égard des Etats-Unis a fait que l'on a cherché à pousser vivement la production du coton dans nos colonies. L'Afrique du Nord et la Nouvelle-Calédonie donnent de sérieux espoirs, le bassin du Niger a vu s'étendre une vaste tentative, l'Indochine présente d'assez grandes surfaces ensemencées, mais des possibilités de ravitaillement pour la Métropole moins importantes.

Ses qualités de blancheur et de frisage une fois reconnues, sa culture s'est rapidement développée, passant d'un millier d'hectares en 1891 à 9.000 ha. au bout de quelques années et à 20.000 en 1924, ce qui a permis une exportation de 3.150 t., chiffre malheureusement bien faible en face de la consommation moyenne française évaluée à plus de 260.000 t.

Au Cambodge, la superficie cultivée en coton est de 12.500 ha. avec une production de 8.000 t. de textile brut et un rendement moyen en coton égrené de 110 à 120 kgs à l'ha. La culture est exclusivement indigène. Deux usines d'égrenage existent au Cambodge,

(1) La production est de 4.500 tonnes sur 40.000 tonnes de la production mondiale, l'exportation à destination de la France est de 2.500 tonnes pour une consommation nationale de 3.200 tonnes.

Voici quelques chiffres relatifs à l'exportation du maïs, dont près de 95 % sont dirigés sur la France, qui en absorbe un demi million de tonnes.

1913 : 35.000 tonnes pour 9.860.000 francs;

1921 : 32.800 t. pour 18.570.000 fr.;

1923 : 39.000 t. pour 10.530.000 fr.;

1924 : 36.000 t. pour 10.809.000 fr.;

1925 : 53.700 t. pour 28.422.000 fr.

l'une française à Kompong-Cham, l'autre chinoise à Ksach-Kandal. Le gouvernement local préconise pour l'extension de cette culture la recherche de terres élevées, à l'abri des inondations.

Au Tonkin, les cultures des hautes régions satisfont uniquement les besoins locaux. Dans le delta, les cultures des provinces de Ninh-Binh et de Nam-Dinh occupent 600 à 700 ha., sans grands espoirs de développement.

Le Tonkin n'a point d'usine d'égrenage, les indigènes y procèdent eux-mêmes par un système à deux rouleaux de bois. Les filatures de la « Société cotonnière du Tonkin », placées à Nam-Dinh et à Haiphong transforment sur place la petite quantité produite et importent de l'Inde le supplément de matière première qui leur est nécessaire.

En Cochinchine, la culture du coton est en régression, elle est localisée dans les provinces de Baria et de Bentré ; de 900 ha. dans ces 2 provinces en 1898, elle est passée à 400 en 1922. Dans l'ensemble le terrain convient, mais non pas le climat. Les jardins qui se trouvent dans les régions précitées les plus favorables sont d'un rendement trop rémunérateur pour ne pas entraver le développement de la culture du coton.

En Annam, la surface cultivée est de 5 à 6.000 ha. avec un rendement moyen de 125 à 200 kgs de coton égrené à l'ha., soit un total de 7 à 800 t. Là encore le développement de cette superficie se ferait au détriment de cultures estimées avantageuses jusqu'à présent. Toutefois, il existe dans la région « môï » des terrains actuellement incultes qui, moyennant importation de main-d'œuvre, se prêteraient à la culture du coton. La production actuelle est utilisée soit par l'indigène, soit par les filatures locales.

Au Laos, les perspectives sont assez favorables. La vallée du Mékong paraît fort propice. Les pluies ne sont pas suffisantes pendant la période où elles seraient utiles, mais des brouillards intenses y suppléent par l'humidité qu'ils laissent. L'étendue actuelle des cultures est de 850 ha., avec un rendement variant de 50 à 150 kgs d'égrené à ha. Cette superficie pourrait très facilement être augmentée.

Nous verrons plus loin quels capitaux ont été engagés dans les filatures. En ce qui concerne la grande culture, des essais ont été faits au Cambodge pour lui préparer les voies. Un consortium de capitalistes français se serait fondé pour planter une superficie de 64.000 ha. en terres rouges. Mais nous ne donnons ces diverses indi-

cations que pour faire ressortir les services que les capitaux rendraient dans ce domaine d'un intérêt national autant que colonial, car là, ils n'ont pas donné la mesure de leurs possibilités.

III. — Café ; Thé ; Sucre

La France a importé en 1924, 170.816 tonnes de café qu'elle a payées 1.340 millions. L'importance de cette somme fait souhaiter que nos colonies deviennent nos principaux fournisseurs. Elles en sont extrêmement loin, comme le montrent les chiffres suivants, tout à l'avantage de l'Amérique :

Pays	Importations en tonnes	
	1923	1925
Brésil	111.167	111.756
Haïti	22.717	17.799
Indes Néerlandaises	5.173	9.742
Vénézuela	4.975	4.566
Nicaragua	4.576	3.972
Indes Anglaises	3.450	3.601
San Salvador	3.469	1.495
Madagascar	1.200	2.655
Indochine	605	800
Autre pays	12.659	15.430
	172.081	170.816

Les exportations indochinoises sont faites presque uniquement sur la métropole, mais elles restent stationnaires autour d'une moyenne de 800 t. par an (1) malgré la bonne réputation dont le café indochinois jouit sur le marché du Havre.

Le café en fève vient au vingt-cinquième rang des produits exportés, représentant les valeurs suivantes en milliers de francs :

1921	1.421
1922	5.093
1923	3.115
1924	7.240
1925	5.110

d'où ressort une impression de stagnation, les conditions de la culture sont cependant favorables. Dès l'époque de la conquête on a essayé le type Libéria, robuste, mais d'arôme peu apprécié. Au Tonkin et dans le nord Annam, l'espèce arabica et le robusta ont réussi, donnant un produit d'un arôme agréable. Les terrains sédimen-

(1) Après avoir en moyenne atteint 200 t. de 1910 à 1914 et atteint au maximum 1.128 t. en 1921.

lares ferreux de l'Annam et les parties hautes du delta tonkinois, donnent au café une grande résistance aux très nombreuses maladies dont il est menacé, en particulier à l'hémileia vastatrix.

Les capitaux français se sont récemment portés dans la région du Kontoum, ainsi que pour le thé, comme on le verra par ailleurs.

En ce qui concerne le thé, certaines difficultés restent à surmonter, mais l'Indochine paraît à cet égard un pays d'avenir. C'est d'autant plus souhaitable qu'elle est un important consommateur, et que par ailleurs elle est la seule de nos colonies susceptibles d'une large production, tandis que pour le café, nous pourrions compter sur les Antilles, Madagascar, etc. :

Le développement de cette culture, quoiqu'ancienne, remonte dans son ensemble, au début de ce siècle. Le thé y apparaît d'ailleurs à l'état spontané et la main-d'œuvre pour la cueillette est abondante, si bien que les chiffres d'exportation ont montré la croissance suivante (en tonnes) :

	France	Etranger	Totaux
1898	32	3	35
1908	303	3	306
1913	308	63	371
1915	869	93	962
1917	830	31	861
1925	892	143	1.035

Les chiffres en valeur marquent toutefois une progression plus intéressante que les quantités dans ces dernières années soit, avec le vingtième rang dans les produits exportés (en milliers de francs) :

1921	624
1922	2.034
1923	5.970
1924	8.320
1925	11.384

Les quantités importées restent malheureusement supérieures aux exportations avec 1.830 tonnes (27 millions de francs) en 1924 et 1.841 t. (27 millions 1/2) en 1925. On voit par là les possibilités intéressantes de débouchés que présente le marché intérieur, sans parler de celui de la métropole, la France et ses colonies consommant près de 5.000 t. de thés verts ou noirs. Il faut ajouter que le thé d'Indochine ayant une forte teneur en caféine peut prêter à l'utilisation de 400 t. de brisures de thé pour la fabrication de ce produit (8.000 kgs). Le thé noir de notre colonie a longtemps été d'une préparation maladroite, mais il peut être présenté sous une qualité supérieure à celle de Ceylan, et se rapprocher des belles

qualités du Yunnan. Il y a donc intérêt à éduquer la main-d'œuvre et à investir des capitaux dans cette culture au Tonkin et en Annam sur le plateau du Kontoum. Des sociétés se sont formées récemment en vue de la mise en valeur de cette dernière région.

La balance des importations et exportations de sucres conduit au même souhait que pour le thé : il est permis, en effet, de regretter vivement que notre colonie si bien placée pour la production de la canne, importe encore de telles quantités de sucre :

(En tonnes)	De France et colonies	De l'étranger	Totaux
1920	74	3.733	3.807
1922	354	7.551	7.905
1924	373	10.169	10.542'
1925	490	13.401	13.891

ce qui représente le dix-septième rang dans les importations de l'Indochine, et laisse une faible place à des achats sur nos autres colonies. Les exportations de sucres roux indigènes représentent une moyenne d'une dizaine de millions de francs en moyenne depuis 1921, avec un « creux » à 2.700.000 en 1925, faibles chiffres que compense une exportation croissante du rhum qui passe de 1 million à 11 millions entre 1921 et 1925. Aussi bien une monographie (collection Homberg) consacrée au sucre principalement dans nos colonies, insiste-t-elle particulièrement sur ce que l'on peut attendre et ce que l'on doit obtenir de l'Indochine (p. 23).

« L'Annam possède depuis longtemps des champs de canne d'une étendue de 12.000 à 13.000 ha. qui lui ont permis de produire en 1924, 15.000 t. de sucre et d'exporter, uniquement d'ailleurs sur la Chine les 4/5 de cette production...

« En Cochinchine, par contre, les cultures ne représentent au 30 juin 1924 que 6.295 ha. ; la production moyenne est d'environ 16.000 t. par an, ce qui ne suffit pas à satisfaire aux besoins de la population. »

Etant donné la nature très favorable d'un terrain analogue à celui des Hawaï où le rendement sucrier est élevé, cette insuffisance tient à l'emploi de bouturages mal sélectionnés, au mauvais choix des engrais (le chaulage serait nécessaire) et à une irrigation mal étudiée.

Des sociétés européennes se sont attachées à résoudre ce problème (sans fumure et avec une demie irrigation, on a obtenu jusqu'à présent 60 t. à l'ha., on pense arriver en terres rouges à 80 t. comme à Java.

Les bords du Vaïco en Cochinchine ont paru très favorables et la

« Société des Sucreries et Raffineries de l'Indochine » y a installé ses usines. Malgré les difficultés rencontrées, elle a pu obtenir une teneur de 8 0/0 de sucre et 4,30 de mélasses, traitant 19.000 t. de canne en 1923-24 et 83.365 en 1924-25. D'autres sociétés se sont proposé de suivre cet exemple d'organisation capitaliste.

IV. — Le Cocotier

Le cocotier donne lieu à la fabrication du coprah, d'où les progrès techniques ont permis de tirer des produits comestibles en Europe, tels que la Végétaline. Ce produit n'a pas été l'objet d'aussi nombreuses études de vulgarisation que le caoutchouc, mais il est d'une importance plus grande qu'on ne s'en doute communément et a été à maintes reprises étudié par les techniciens. Nous nous tiendrons surtout ici aux résultats des travaux de M. Guillaume, publiés dans le *Bulletin Economique* » de 1924.

La surface mondiale plantée en cocotier était évaluée en 1912 à 1.580 000 ha. 55 0/0 pour Ceylan et l'Asie continentale, 15 à 16 0/0 pour les Philippines et les Indes néerlandaises, 2 0/0 seulement pour l'Afrique, etc... L'exportation du coprah était en tout en 1919 de l'ordre d'un demi million de t. valant en moyenne 20 fr. les 100 kgs, avant la guerre et 150 fr. après la guerre (au plus haut 293 fr. en 1920). L'Indochine qui avait exporté 8.000 t. dès avant la guerre a vu ce chiffre fortement décroître pendant la guerre pour le dépasser à nouveau en 1921 avec 10.000 t. En 1924 et 1925 ces chiffres ont été respectivement de 9.774 et 8.381 t., représentant 17 millions 1/2 et 15 millions 1/2, d'où le onzième rang dans les exportations. Les possibilités de développement correspondent à un chiffre supérieur. Le problème est d'autant plus intéressant au demeurant que la France est un gros consommateur : 143.000 t. en 1912, 70.000 en 1920. Elle n'en tire que 15.000 de ses colonies. Pour libérer notre industrie des marchés étrangers, 100.000 ha. de cocoteraies seraient nécessaires. Que peut donner l'Indochine ? En 1922, le tableau des superficies cultivées en Indochine donnait 17.700 ha. (*B. écon.* 1924, p. 148) avec les provinces de Mytho et de Bentre, aux premiers rangs (5.700 et 3.600 ha.). Cette culture donne lieu non seulement à l'extraction de l'huile, mais à celles de fibres bien connues sur le marché pour la fabrication des cordages, et laisse divers autres sous-produits.

Pour une plantation indigène, on a calculé qu'une plantation de

deux ha. était environ d'environ 470 piastres, comme le produit n'apparaît sous forme utilisable qu'à la huitième année en moyenne, il convient d'ajouter les frais d'entretien de ce délai, ce qui correspond en tout à un premier investissement de 820 piastres. Jusqu'à l'âge de 15 ans pour les arbres, le rendement serait de l'ordre de 140 piastres, après 15 ans il s'élèverait à 280 piastres, bien que les indigènes avouent rarement un profit de 100 piastres par hectare, soit 200 p. pour la plantation envisagée.

Un ha. de cocotiers donne donc à l'indigène, dans des conditions favorables, 150 piastres de profit net.

M. Guillaume recule devant l'établissement d'un devis de plantation indigène (p. 312) étant donné la diversité des prix des défrichements 5 à 20 piastres à l'ha. en plaine d'herbes de terres rouges contre 200 à 300 en forêts denses sur même terrain, et 17 à 120 piastres sur les diverses variétés de terres grises. Il se contente donc de relever les évaluations fournies par M. Mézin, au Congrès d'Agriculture coloniale de 1918, relativement aux plaines de la Cochinchine Ouest :

Dépenses pour 1.000 hectares, en piastres :	
Achat de terrain	20.000
Défrichement	40.000
Irrigation, talus	80.000
Achat de noix, mise en place	30.000
Entretien 10 piastres par an pendant 6 ans.	60.000
Frais généraux	50.000
Imprévus	20.000
	300.000

M Lan, dans une étude parue en 1911, donnait pour une plantation de 10 ha. des chiffres plus élevés de 10 0/0.

Les recettes brutes sur 10 ha. étaient alors à calculer sur la base de 62 quintaux pour une telle cocoteraie, et 115 piastres de dépenses annuelles.

Au total, on calculait 300 à 400 piastres d'investissement par hectare et un bénéfice annuel de 150 à 200 piastres, soit 50 0/0 du capital engagé.

Pour grouper les indications relatives aux capitaux employés à la mise en valeur, nous allons ajouter aux 400 millions investis dans les plantations d'hévéas, ceux investis par les sociétés d'exploitation agricole, alimentaires ou industrielles, à l'exception des forêts dont il est question ailleurs, à propos des scieries et fabriques diverses.

On remarque le petit nombre de ces sociétés, le total relative-

ment faible des capitaux qu'elles gèrent, guère plus d'une centaine de millions, et généralement la date récente de leur fondation (1). On peut noter, par exemple, pour le café, que la production de sociétés caoutchoutières, comme les Terres rouges, peut rester plus importante que celle des sociétés spécialisées dans la culture du café et du thé.

La conclusion se dégage presque directement des faits : 400 millions investis, largement rémunérés, quadruplés en valeur dans les plantations d'hévéas, en face de 100 millions qui ont commencé depuis quelques années de courir leur fortune dans les autres cultures. On peut donc dire qu'au point de vue du capital, la culture de l'hévéa a été un phénomène d'une importance primordiale pour les capitaux, un encouragement précieux pour les essais dans d'autres branches. La formule même qui consiste à exploiter le caoutchouc principalement et les autres cultures arbustives accessoirement présente d'intéressantes garanties. Il semble qu'une formule soit celle qui consiste à s'appuyer sur les avantages du caoutchouc tout en divisant le risque par la variété des cultures qui d'ailleurs n'auraient été entreprises que beaucoup plus timidement sans le succès de l'Hévéa.

(1) On peut citer parmi les principales : les cafés de l'Indo-Chine, Agricole du Kanton (thé et café), Plantations d'Agave de l'Annam; Sucreries de l'Indo-Chine, Thés de l'Indo-Chine, etc.

CHAPITRE IV

Les Industries de transformation et les entreprises commerciales

L'Indochine est de toutes nos colonies celle où l'industrie s'est développée selon le rythme le plus rapide, avec le plus d'audace et le plus de succès dans l'ensemble. La présence du charbon, l'abondance de la main-d'œuvre et de certaines matières premières, des débouchés intérieurs ou voisins ont en effet fourni de solides encouragements à une politique industrielle.

Il est facile aujourd'hui de suivre les investissements de capitaux, la production des usines, parfois même leurs bénéfices grâce aux rapports publiés dans le *Bulletin Economique* et à de bons annuaires. Pour les origines nous sommes moins renseignés, nous donnerons cependant quelques indications sur les créations industrielles depuis 1900.

Les indigènes s'étant adonnés à l'agriculture plus qu'à l'industrie, il y a peu à dire sur les industries indigènes telles que nous les avons trouvées et sur le développement que nous avons cherché à leur assurer par l'amélioration des procédés et des produits. Un article de M. Crevost traitant de ce sujet (1909) énumère 26 objets de fabrication indigène au Tonkin, parmi lesquels les chapeaux et casques tressés en bambou ou en tiges de sola, les nattes annamites et cambodgiennes, les éventails et le papier, des tissus en déchets de soie, les poteries et les boîtes laquées, etc. Quant aux fabrications artistiques, incrustations, broderies, cuirs laqués, elles étaient plutôt en décadence au début de ce siècle. Il y a donc beaucoup moins à attendre des qualités et traditions artistiques indigènes qu'on ne le croirait tout d'abord et que ne pourrait le faire supposer l'exemple du Maroc, avec ses tapis et ses cuirs.

Par contre les mines et les industries de transformation équipées à l'européenne donnent plus que de larges espoirs : une production déjà considérable et de magnifiques rémunérations pour les capitaux investis en Indochine.

I. — Les Industries de transformation

Si les premières bases de l'industrie minière remontent aux années qui suivirent 1880, l'industrie de transformation date à peu près du début de notre siècle.

En 1900 commençait à fonctionner à Haïphong la filature édi-
fiée et mise en marche en 18 mois par la « Société cotonnière de
l'Indochine » au capital de 2 millions $1/2$. Elle avait 16.000 bro-
ches en activité, susceptibles de fournir par jour 10 balles de 180
kilos de filés. Elle employait 200 hommes et 400 femmes origi-
naires de Haïphong, utilisait du coton du Than-Hoa et du Cam-
bodge, ainsi que de l'Inde et des Etats-Unis. Elle était destinée à
évincer les produits filés de Bombay que les filés métropolitains
n'avaient pu concurrencer comme l'avait montré une expérience
douanière de sept ans. Vers le même temps existait la filature d'Ha-
noï comportant 10.000 broches et installée quelques années aupa-
ravant, puis gérée par MM. Bourgeois et Meiffre, et l'on projetait
l'installation d'une troisième usine à Nam-Dinh. La Société coton-
nière du Tonkin, fondée au capital de 1.600.000 francs, porté de-
puis à 5 millions de francs, allait absorber la première de ces
entreprises en 1911, moyennant un million, et la seconde en 1913,
pour y adjoindre enfin en 1920 la filature de coton Marchal, située
à Saint-Amé.

Cette importante société fonctionne donc avec 3 millions de
francs investis avant 1914 et 2 millions souscrits en 1920 en francs
dépréciés. Ses actions de 1.250 francs ont atteint en 1923 un cours
moyen (1) de 10.000 francs et en 1924 de 15.000 francs. Les 4.000
actions représentent donc aujourd'hui 60 millions actuels ou 12
millions de francs-or. On voit qu'en tenant compte de la valeur
atténuée des investissements de 1920, les sommes engagées par les
actionnaires leur valent actuellement un capital triplé.

Voilà un exemple du chemin parcouru en un quart de siècle
pour une industrie spéciale. Restent à voir les divers groupes de
fabrication ou construction.

Un tableau publié en 1908 (*B. Ec.*, p. 243) donne une vue d'en-
semble de l'industrie tonkinoise en 1907. En voici les indications
principales. Nous laissons de côté la force motrice dont dispose

(1) Au marché libre de Paris.

chaque groupe (le total est de 10.000 CV), ainsi que le détail du nombre d'ouvriers (total 15.546) :

	Nombre d'entreprises	Capitaux investis (en 1.000 fr.)
Distilleries d'alcool, liqueurs, essences (parfums)	7	8.300
Filatures de coton	3	6.000
Ateliers de constructions et divers.....	14	5.700
Usine d'éclairage électrique	1	2.500
Usine pour les tramways électriques.....	1	700
Cimenterie	1	2.000
Entreprises de transports	2	2.000
Entreprises de travaux publics.....	10	2.000
Equipements militaires	3	1.500
Imprimeries	5	1.200
Huilleries	2	1.200
Fabriques de céramique	6	1.200
Fabrique d'allumettes	1	1.000
Manufactures de tabac	2	1.000
Fabrique de pâte à papier.....	1	750
Usine des Eaux.....	1	600
Scieries	3	600
Fabriques de glace	2	600
Brasserie	1	500
Filature de soie	1	500
Fabriques de pousse-pousse	2	350
Féculerie	1	300
Fabrique d'explosifs	1	300
Usine à jute	1	300
Tanneries	7	200
Fabrique de Schelack.....	1	150
Montage à l'acétylène	2	100
	85	41.750

Un intéressant rapport officiel (Situation générale de la colonie) présenté à une session du Conseil de Gouvernement en 1913 (*B. Ec.* 1913, p. 119) nous montre ce que sont devenues les entreprises 5 années plus tard.

Les distilleries d'alcool fonctionnent normalement avec le même capital, les autres ont une existence plus difficile.

Les entreprises de travaux publics sont à ce moment parmi les moins prospères : de 28, nombre maximum qu'elles ont atteint, elles sont réduites à 8, disposant d'un matériel suffisant, avec un capital se réduisant à 2 millions.

Les ateliers de constructions ont également subi une diminution de moitié. Les 3 filatures de coton de Hanoï, Haïphong et Nam-dinh comptant respectivement 11.000, 24.000 et 25.000 broches.

sont favorisées par la hausse des filés de coton et ont dans le Yunnan un débouché favorable. Le capital est peu changé, avec 7 millions.

La société des tramways surmonte les premières difficultés, la population s'accoutumant à ce mode de locomotion. Elle a dû toutefois réduire son capital de 1.500.000 à 700.000 francs.

Une teinturerie appartenant à l'Union commerciale indochinoise a cessé de fonctionner.

Plusieurs filatures de soie européennes se sont fondées, dont peu ont survécu à ce moment : celles de la « Société française de sériculture et des filatures de soie de l'Indochine » au capital de 500.000 fr., et celles de la Société L. Delignon qui prospère.

Les usines de céramique produisent surtout pour la construction, depuis la brique jusqu'aux carrelages vernissés.

La Société d'électricité (Hanoï-Haïphong) est déjà dans une situation brillante : elle l'a conservée depuis.

La brasserie se développe : par suite, une seconde entreprise s'occupe d'en construire une autre à Hanoï.

Les fabriques de tabacs ne réussissent guère : la fin des grands travaux supprime la raison d'être des fabriques d'explosifs.

Toutefois la cimenterie, qui a subi une crise du fait de la concurrence des fabriques de Macao et de Hong-Kong, est sortie des difficultés, grâce à l'exportation. Avec un modeste capital de 2 millions, elle occupe 1.500 ouvriers. On verra qu'elle n'a pas menti à ses promesses d'alors.

Les savonneries et féculeries ont subi les difficultés inhérentes à ce genre d'industrie, particulièrement aléatoires. Plusieurs sont fermées.

Deux sociétés viennent de se fonder pour la préparation du riz : la « Société des rizeries du Tonkin » (date 1900, capital 100.000 francs, usinage 130 tonnes de paddy par jour), la « Société des Rizeries indochinoises », près d'Haïphong : date 1910, capital 300.000 fr., elle paraît susceptible d'une production supérieure d'environ 50 0/0 à la précédente.

Une tannerie est en cours d'installation pour pourvoir à la consommation intérieure et à l'exportation sur l'Europe. Est en cours d'établissement aussi une blanchisserie à Hanoï.

L'Usine des eaux de Hanoï est extrêmement prospère, comme celle de l'électricité de Hanoï et Haïphong

Les autres entreprises citées en 1907 ne présentent point de particularités.

Comme il serait trop long de retracer toutes les étapes du développement industriel, voyons maintenant par catégories quels sont les investissements et si possible les chiffres de production, la valeur de rendement.

Les principaux groupes industriels engloberont successivement la fabrication du ciment, les distilleries et les industries céramiques, les filatures, l'énergie électrique, les transports, les entreprises de travaux. Viendront ensuite quelques industries particulières telles que la fabrication des allumettes, la préparation de la laque, les raffineries.

En ce qui concerne les *chaux et ciments*, il existe une importante société, relativement ancienne puisque sa fondation remonte à 1899, c'est la « Société des Ciments Portland artificiels de l'Indochine. Son capital, qui était primitivement d'un million et demi, a été porté en 1902 à 2 millions. Il est actuellement de 12 millions en 120.000 actions de 100 fr. qui cotent en moyenne, en 1929. 2.400 fr.; d'où une capitalisation boursière de 236 millions environ, à quoi il convient d'ajouter 36.000 dixièmes de parts de fondateur, ayant droit à 25 0/0 des bénéfices et cotant chacune 3.200 fr. On arrive donc à un total de 288 + 115, soit 403 millions. On ne peut dire que ces chiffres représentent la seule plus-value d'un capital de 12 millions, car plusieurs émissions ont été faites avec des primes sur le pair. Néanmoins, en tenant compte de la relation entre les francs-or d'origine et des primes d'émissions, on peut estimer que le capital primitif a été plus que quintuplé par la plus-value des cours.

Les résultats obtenus avec ces capitaux ont été les suivants :

	Production en tonnes	Bénéfices bruts en francs	Bénéfices nets en francs
1913	55.000	588.000	267.000
1922	115.000	8.896.000	3.230.000
1923	111.000	9.504.000	4.227.000

Une société dans le conseil d'administration de laquelle l'on retrouve les mêmes noms, complète l'action de la précédente pour l'Annam, c'est la Société des chaux hydrauliques de Lang-Tho, au capital de 600.000 fr. en 1.200 actions de 500 fr. Nous n'avons pas sur celle-ci des renseignements aussi précis que sur la première, dont elle paraît être une filiale. En tout cas, elles ont donné lieu à elles deux aux exportations suivantes de ciments :

	Tonnage	Valeur en milliers de francs
1921	63.713	10.194
1922	65.413	10.466
1923	55.137	11.027
1924	39.137	9.885
1925	65.221	24.784

Le ciment tient le 9^e rang des produits exportés. Le fléchissement de 1923 et 1924 est dû à des travaux effectués dans les usines d'Haïphong. Ces usines fournissent donc aux besoins de la colonie et sont un des principaux fournisseurs de l'Extrême-Orient (Hong-Kong et le reste de la Chine 38.000 tonnes, Singapore 13.000, Siam 10.000) (1).

Pour ce qui est des distilleries et des produits chimiques, une grande entreprise a la même place prééminente que les Ciments Portland, c'est la « Société des Distilleries de l'Indochine » (2), fondée en 1908 au capital de 2 millions. Il est depuis 1924 de 33 millions en 66.000 actions au nominal de 500 fr., mais cotées 5.000 fr., ce qui correspond à une capitalisation de 330 millions de francs.

Ces chiffres de ventes et de bénéfices ont été les suivants :

	Ventes en hectolitres	Bénéfices industriels	Bénéfices répartis
1913	113.476	2.818	675
1920	134.774	2.818	2.025
1921	128.072	2.818	2.179
1922	139.855	2.818	3.300
1923	153.302	2.818	3.850

Elle a un contrat avec les Douanes et Régies pour la fourniture

(1) La Société des Ciments de Lafarge et du Teil a fondé en 1925 une filiale au capital de 5 millions, en actions de 500 fr. et 1.600 parts de fondateur ayant droit à 40 % des bénéfices : la « Société indochinoise du Ciment fondu Lafarge ». Capacité annuelle de 12.000 à 15.000 tonnes.

(2) Des participations ont été prises dans des entreprises se rattachant à l'objet social et dans des affaires indochinoises diverses : Société Asiatique des Boissons indigènes, Société Franco-Chinoise de Distillerie de Hankéou; les Vitaliments Coloniaux qui assurent la préparation et la vente des articles provenant de l'application des procédés Effront-Boidin; la Société pour l'amélioration des riz de Cochinchine et la Société d'Etudes pour le Développement de l'Agriculture dans l'ouest de la Cochinchine, créées en 1927 en vue de l'amélioration des riz de Cochinchine; les Anthracites du Tonkin, la Société Indochinoise des Charbonnages et Mines Métalliques, le Crédit Foncier de l'Indochine, la Société Industrielle et Commerciale d'Annam, les Sucreries et Raffineries de l'Indochine, les Verreries d'Extrême-Orient, la Société d'Exploitation des Laques Indochinoises, la Saïgonnaise de Navigation et de Transport, etc. Le portefeuille-titres qui s'élevait à 3.306.000 francs en 1924, a été porté à 7.934.000 francs en 1926 et 8.723.000 francs en 1927 par l'acquisition de participations nouvelles et la souscription à des augmentations de capital.

L'extension de l'activité sociale au Cambodge, et l'augmentation continue de la population indochinoise, ainsi que son aisance croissante, font prévoir que les affaires pourront poursuivre aisément leur mouvement d'expansion.

d'alcool nécessaire au monopole du Tonkin. Elle possède également d'importantes réserves.

Une autre filiale qui a exercé son activité dans le même domaine, mais non dans la même région est la « Société asiatique des bois-sous indigènes » (1910) qui produisait, surtout pour la Chine, quelque 10.000 hectolitres par an.

Les affaires de produits chimiques sont nombreuses en Indochine. Mais jusqu'ici elles y ont trouvé peu de succès financiers. C'est d'abord la « Société industrielle de Chimie d'Extrême-Orient » (1917) fondée au capital de 1 million, porté depuis à 20 millions en 40.000 actions de 500 fr. Il existe également des parts ayant droit à 25 0/0 des bénéfices.

Cette société ne semble pas avoir réussi. Malgré la liquidation de la plus grande partie de ses participations dans les Anthracites du Tonkin et dans les Papeteries de l'Indochine, elle fait difficilement face à ses dépenses, et ses actions ne cotent guère plus du quart de leur nominal au marché libre de Paris.

La « Société des Corps gras d'Extrême-Orient fondée à la veille d'une crise n'a pas eu non plus une carrière facile. Son capital initial de 2.300.000 fr. est actuellement de 3 millions en 24.000 actions de 125 fr. qui ont baissé au cours de 1927 jusqu'à moins de la moitié de leur valeur nominale sur le même marché.

La « Société des frigorifiques d'Extrême-Orient, fondée en 1920, a montré moins de résistance (capital 10 millions). Elle a été mise en liquidation en 1924.

A été également liquidée en 1924 la Société : Huilerie et Savonnerie de l'Extrême-Orient fondée en 1912 au capital de 800.000 fr. et mise à mal par la crise de 1921.

Par contre, la Société d'oxygène et acétylène d'Extrême-Orient, filiale de l'Air liquide, fondée en 1909, est viable et a dans l'ensemble réalisé des bénéfices malgré les difficultés de 1921 et 1922. Son capital, à l'origine de 200.000 fr., porté successivement jusqu'à 6 millions en 1923, est pour le moins sauf.

La « Société française des produits alimentaires azotés (pour les préparations d'origine animale ou végétale) est une filiale des Distilleries fondée en 1924 au capital de 2 millions, destiné à être porté à 5 millions. Aucun renseignement n'a été communiqué jusqu'à présent sur sa marche.

Les verreries (qu'il faut distinguer des glaceries) qui enrichissent leurs actionnaires sont rares. La « Société des Verreries d'Extrême-

Orient, fondée en 1923 au capital de 5 millions, a dû à la force du groupe auquel elle appartient de résister aux difficultés inhérentes à ce genre d'affaires. Les 20.000 actions actuelles cotent au marché libre un peu plus de 200 fr., soit une capitalisation de 4 millions, 10.000 parts bénéficiaires (30 % des bénéfices) cotée 1.000 fr. portent ce total à 14 millions.

Presque homonyme est la « Société française des Verreries de l'Indochine, fondée en 1923, également au capital de 5 millions (sans parts) en 50.000 actions de 100 fr. qui se maintiennent péniblement au pair.

Ajoutons à cette catégorie les Etablissements Antoine Chiris (1912, capital 20 millions), dont le siège social est à Paris et dont deux usines sont en Provence, mais qui en possède une troisième à Chapa-Lao-Kay (Tonkin). Cette société est spécialisée dans les produits aromatiques. Au capital de 20 millions (avec 1.000 parts ayant droit à 35 % des bénéfices) s'ajoute une dette obligataire de 15 millions, soit un total de 35 millions. Il est à noter qu'en 1923, le capital avait été amputé de 6 millions, puis relevé au même montant de 20 millions.

Voici, pour en finir avec les produits chimiques, une simple liste des entreprises de cette spécialité, avec le centre d'activité et le montant du capital, ainsi que la date de fondation :

Poinsard et Veyret (Peinture).	1920	Haïphong et Saïgon..	13.000.000
Compagnie française d'explo-			francs
sifs en Extrême-Orient....	1919	Hanoï	225.000
Société française des couleurs			francs
et peintures standard Ju-			
lien et Fortin	1921	Hanoï	5.000
Société Nguyen Ba-Chinh et			piastres
vie (porcelaines)	1922	Hanoï	130.000
Manufacture de porcelaines			piastres
industrielles	1923	Haïphong	100.000
Société commerciale annami-			piastres
te Puang-Hung-Long (sa-			
vonnerie)	1907	Hanoï	190.000
Société de la Brasserie Hom-			piastres
mel	1913	Hanoï	1.000.000
			francs
La Badiane Sdeva.....	1924	Thai-Ha-Ap	1.000.000
Société des tabacs de l'Indo-			francs
chine	1904	Hanoï	1.500.000
			francs
Société d'application des pro-			
cédés Fit (recaoutchoutage)	1923	Hanoï	150.000
			francs

La Gomme Laque J. B.	1921	Hanoï	2.000.000 francs
Société des Tanneries de l'Indochine (15.000 actions de 100 fr. dont 5.00 remboursées ayant touché 200 fr. de dividende en 1922, 300 fr. en 1923 et 1924).....	1912	Thuy-Khué	1.500.000 francs
Tannerie Luong-Van-Ky	1905	Haïphong	15.000 piastres
Société des pêcheries et nuoc-man du Tonkin.....	1925	Hanoï	250.000 piastres
Société industrielle de l'Annam-Tonkin (boutons en coquilles de mer et os de buffles)	1919	Hanoï	150.000 piastres
Société des Brosseries indochinoises (4.000 actions de 100 fr. libérées de moitié, 200 parts de fondateur ayant droit à 30 % des bénéfices. Aucune de ces deux catégories de titres n'est cotée)	1924	Thai-Ha-Ap	400.000 francs

L'industrie de la raffinerie de sucre, encore naissante en Indochine, est représentée par les « Sucreries et Raffineries de l'Indochine », fondée en 1923 au capital de 15 millions en 60.000 actions de 250 fr. et 20.000 parts bénéficiaires cotées respectivement 140 et 380 fr., ce qui correspond à une capitalisation actuelle de 15 millions. Enfin, par une affaire presque homonyme, mais moins bien connue, les « Sucreries et Raffineries de Cochinchine » (Phumy).

La « Société des Laques indochinoises » a été fondée en janvier 1920 au capital de 1.075.000 fr. en actions de 100 fr., non cotées. C'est une filiation de la « Société d'Expansion française en Extrême-Orient ».

Aux produits chimiques, on rattache enfin, dans les nomenclatures financières les entreprises cinématographiques. Elles sont représentées ici par : « Pathé-Orient », filiale des Etablissements Pathé de Paris, fondée en 1907 au capital de 1 million 1/2 en 15.000 actions de 100 fr. et 10.000 parts de fondateur. Par suite d'une unification des titres, il y a actuellement des « actions » seulement : 26.666 actions de jouissance cotées 1.200 fr. (Pathé-Orient a plusieurs années de suite réalisé des bénéfices d'un montant égal à son capital). La capitalisation actuelle est donc de 32 millions pour un investissement primitif de 1 million 1/2. « Indochine

films et cinémas » (Saïgon), Société anonyme fondée en 1922 au capital de 3.200.000 fr. en 6.400.000 actions de 500 fr., ayant touché pour 1924, 6 % et pour 1925, 8 %, ce qui correspond à un capital largement intact. La Société est chargée par le Gouvernement général du service officiel cinématographique. Pour ce qui concerne enfin la branche importante constituée par les *rizeries*, leur place semble aussi être ici. Les deux principales sociétés de ce genre sont les « Rizeries indochinoises » et les « Rizeries d'Extrême-Orient ».

Les « Rizeries indochinoises » (Haïphong) ont été fondées en 1910 au capital de 300.000 fr. ; actuellement le capital est de 8 millions en 80.000 actions de 100 fr. qui cotent environ le double du pair, après avoir connu comme en 1920 un véritable boom, suivi de difficultés dans la période de crise. La capitalisation est d'après les cours actuels de 16 millions.

Les « Rizeries d'Extrême-Orient », fondées en 1915 (Saïgon et Cholon) ont connu des vicissitudes plus marquées. Le capital de 25 millions en 100.000 actions de 250 fr. se trouve pratiquement amputé, la cotation actuelle, légèrement inférieure à 100 fr., correspond à une capitalisation de moins de 10 millions.

Enfin la Société des Rizeries de l'Annam-Tonkin, fondée en 1919 au capital de 60.000 piastres, a une capacité quotidienne de 50 tonnes de paddy, soit le tiers de celle des Rizeries indochinoises.

Parmi les sociétés d'exploitation de forêts, une au moins est nettement sortie de la période préparatoire et paraît dans une situation assez brillante, c'est l'« Est Asiatique français », fondé en 1905 sous l'égide des Messageries maritimes, au capital de 13 millions en 62.500 actions de 200 fr., les unes ordinaires, les autres privilégiées (10.000 de ces dernières). La capitalisation, sur la base des cours actuels de 1.350 fr., ressort à 80 millions.

La société possède une plantation de cocotiers dans l'Etat de Johore, une scierie à Saïgon. Au point de vue forestier, elle exploite surtout les bois de teck du Siam et fournit à l'ébénisterie locale et à l'exportation.

L'« Exploitation forestière du Mékong » (Pnom-Penh) faisant suite à la « nouvelle Compagnie forestière du Mékong » a été organisée en 1922 au capital d'un million. Elle exploite des forêts du Mékong et possède des scieries à Pnom-Penh.

La « Bienhoa industrielle et forestière », fondée en 1908, a un

capital élevé de 50 millions de fr. en 500.000 actions de 100 fr. cotées avec une prime de 30 % sur le pair. Elle exploite 30.000 hectares de forêts en Cochinchine, et pratique le débit en poutres, planches, caisses, etc., ainsi que la distillation du bois. Elle possède des scieries à Bien-Hoa et Khankoï (Cochinchine), ainsi que, accessoirement, des plantations de caoutchouc. Elle n'est pas encore sortie entièrement de la période d'organisation et ses réserves financières sont peu élevées.

Ses principales usines correspondant à l'exploitation du bois sont, en Cochinchine, une papeterie et des fabriques d'allumettes.

La « Société des Papeteries de l'Indochine », fondée en 1913 au capital de 1 million 1/2, actuellement 2 millions 1/2, comporte 5.000 actions de 500 fr., non cotées, et 1.500 parts de fondateurs ayant droit à 40 %, contre 60 % aux actions. On peut estimer le capital total au nominal des actions, augmenté de 4 millions 1/2 pour les parts, soit en tout 7 millions au minimum. La société vend de la pâte de bambou et des papiers, soit pour les cultes, soit pour éditions de luxe ainsi que de cartons. La production en pâte à papier est un peu inférieure à 2.000 tonnes par an. Les machines ont été installées par des maisons grenobloises.

Pour les *allumettes*, la principale société est « l'Indochinoise forestière et des allumettes », fondée en 1904 au capital de 1.600.000 francs. Porté jusqu'à 4.552.000 fr., il a été doublé par distribution de réserve. Si l'on tient compte de la cotation actuelle des deux séries d'actions (capital 400 fr., jouissance 300 fr.), ces 91.000 actions se capitaliseraient à près de 29 millions, pour un capital investi de 4 millions 1/2 (dernière augmentation de capital, en espèces de 1923). Après les difficultés de 1910, la société est parvenue depuis à une situation brillante, les bénéfices atteignant depuis quelques années une moyenne annuelle de 2 millions 1/2. Cette société exploite des forêts en Annam, et outre sa fabrication d'allumettes fournit du bois d'œuvre, des caisses et enfin par surcroît l'énergie électrique pour le centre urbain de Benthuy-Vinh.

La « Société des Scieries et de fabriques d'allumettes du Thanh-Hoa », fondée en 1905, possède des scieries et fabriques en Annam. Elle est au capital de 1 million en 10.000 actions de 100 fr. cotées environ 400 fr. au marché libre (d'où une capitalisation de 4 millions).

Dans la même région, à Ben-Thuy, on trouve encore la « Ma-

nufacture d'allumettes A. Chi et Cie », fondée en 1921 au capital de 50.000 piastres, et dont la capacité de production d'allumettes en 1925 était également des deux tiers de celle de l'Indochinoise forestière (10.000 caisses contre 16.000 de 7.200 boîtes chaque). Cette affaire ne prête à aucune cotation, correspondant donc à une valeur de 4 à 5 millions de francs.

La distribution d'électricité et d'eau a fait l'objet de diverses concessions à des sociétés qui ont généralement remporté dès l'abord un plein succès. Nous avons donné plus haut une vue rapide de leurs origines, voici maintenant l'historique de chacune.

Pour le Tonkin, se fonde en 1902 la « Société indochinoise d'électricité » au capital d'origine de 2.800.000 fr. remboursé des 3/4 jusqu'à 1919, puis porté en 1924 à 3.175.000 fr., et depuis à 21 millions. Il est représenté actuellement par 36.400 actions de capital et 5.600 actions de jouissance cotées en moyenne 4.000 fr. C'est donc une capitalisation actuelle de 160 millions, pour un investissement total inférieur à 20 millions. En 1924, les usines de Haïphong et de Hanoï ont distribué respectivement 2 et 3 millions de kilowatts à quoi s'ajoutent près de deux millions de m³ d'eau distribués à Haïphong. Ces chiffres ont été largement dépassés depuis lors et un service pour Nam-Dinh est venu s'ajouter. Par ailleurs, l'usine des eaux de Hanoï appartenant conjointement à la Ville et à M. Bedat fournit annuellement plus de trois millions de m³ d'eau.

La « Compagnie des Eaux et d'Electricité de l'Indochine », dirigée par M. Homberg, a été fondée deux ans auparavant (1900), au capital de deux millions 1/2 (avec 4 millions 1/2 de dette obligataire, laquelle a été remboursée en 1921), pour desservir la Cochinchine et le Cambodge : Saïgon, Cholon, Choquan, Pnom-Penh, etc. Le capital a été porté depuis à 16 millions 1/2 en 33.000 actions de 500 fr. cotées en moyenne 7.200 fr. compte tenu de ce que 3.000 actions ont été remboursées, c'est une capitalisation de 250 millions de fr. pour un investissement de 15 millions.

Une troisième société complète ce groupe, c'est « L'Energie électrique indochinoise », fondée en 1921 pour desservir Cholon et la ligne électrique de Go-Vap à Binthay. Il y a là 40.000 actions de 500 fr. négociables aujourd'hui à 5.000 fr. : 200 millions au lieu de 20.

Pour les trois sociétés on arrive à un investissement de 55 millions et à une capitalisation actuelle de plus de 600 millions.

Pour ce qui est des *travaux publics*, une compagnie a joué un rôle de premier plan : c'est la « Société française d'entreprises de dragages et de travaux publics », fondée en 1902 aussi sous les auspices du groupe Homberg, au capital primitif de 260.000 fr. porté en 1920 à 10 millions. Les entreprises de cette société portaient sur d'autres régions : Brésil, Serbie, France. Progressivement, elle a concentré son activité sur la seule Indochine, se chargeant de la plupart des travaux hydrauliques et réalisant des bénéfices brillants, si bien que ses 40.000 actions se négocient actuellement à 7 fois leur nominal qui est de 250 fr.

Mentionnons dans le même ordre d'activité :

Grands travaux d'Extrême-Orient	1922	Haïphong	1.000.000 francs
Ateliers maritimes d'Haïphong	1914	Haïphong	400.000 piastres
Entreprises asiatiques	1921	Haïphong	1.500.000 francs
Entreprises et exploitations en Indochine	1921	Dap-Lan	1.000.000
Tuileries de l'Indochine....	1909	Haïphong	1.000.000
Forges, ateliers et chantiers d'Indochine	1919	Dap-Lan	3.000.000 francs

Les principales entreprises privées du Tonkin (dont les chiffres d'affaires dépassent annuellement un demi-million de piastres) portent les noms de MM. Aviat et Pierre Vernet. Pour le même pays nous relevons dans les annuaires au moins autant de noms annamites que de noms français, ce qui est tout à l'éloge de l'initiative de nos gouvernés.

II. — Entreprises commerciales

L'énumération des caractéristiques des *entreprises commerciales* nous entraînerait dans de trop longs détails ; par ailleurs la prospérité ou la souplesse d'un de ces organismes peut provoquer de nombreuses extensions ou modifications de son champ d'activité. Nous nous contenterons donc ici d'une liste énumérative des entreprises commerciales, avec l'indication du montant de leur capital.

Raison sociale	Date de création	Objet	Capital
Commerciale française de l'Indochine	1908	riz	2.000.000
Commerciale du Laos	1922	produits agricoles	1.000.000
Expansion française en Extrême-Orient	1917		1.000.000
Coloniale des Grands Magasins	1921	nouveautés	33.500.000
Etablissements Delignon ...	1911	soie	2.200.000
Sicaf	1919	omnium	10.000.000
Marseillaise des riz d'Indochine	1923	riz	100.000
Poinsard et Veyret	1921	bonneterie, quincaillerie	10.000.000
Soies de France et d'Indochine	1921	soies	7.000.000
Union indochinoise et Africaine	1904	omnium	32.500.000
Coloniale d'exportation....	1896	divers	500.000
Exportation d'Extr.-Orient.	1914	divers	1.000.000
Franco-Asiatique	1922		3.000.000
Franco-Asiatique des Pétroles	1911	pétrole	7.500.000
Commerciale Industrielle fr. indochinoise	1923	riz	250.000
Commerciale et industrielle franco-annamite	1922	thé	1.000.000
Denis Frères	1922	divers, affrètement ..	2.500.000
Riz d'Indochine Denis Frères	1923	riz	300.000
Etablissements Desmaret d'Indochine	1923	cotonnades	piastres 1.000.000
Commerciale du Tonkin ..	1914	divers	100.000 (dissoute)
Descours et Cabaud (de Lyon)		métallurgie	40.000.000
Franco-annamite textile et d'exportation (Emery et Tortel)	1920	soie	6.000.000
Marseillaise d'outre-mer (Lacaze)	1919	divers et assurance...	4.000.000
Assurance franco-asiatique..	1918		7.000.000
Agence collective de représentation	1921		1.100.000
Lucien Berthet et Cie		divers	1.500.000
Commerce et Navigation d'Extrême-Orient	1909	omnium	20.000.000
Commerciale et industrielle de l'Indochine	1920	riz	7.500.000
Exportation d'Extr.-Orient..	1914	divers	2.000.000
Franco-Indochinoise	1912	riz	3.000.000
Indochinoise d'équipement industriel	1926	moteurs	500.000 piastres

Desmarquoy (commandite) ..	1920	pneumatiques	500.000 francs
Etablissements Charrière ..	1926	aliment et textiles ..	10.000.000
Hale et C ^{ie}	1918	commerce et affrète- ment	8.000.000
De la Pommeraye (comman- dite)	1903	représentations	360.000
Exploitation de la Maison Caffert	1920	armes et cycles	2.000.000
Indochinoise d'importation ..	1921	textiles et métaux	1.000.000
Industrielle d'exportation en Extrême-Orient	1921	outillage	5.000.000
On peut ajouter les sociétés suivantes dont l'activité n'est pas bornée à l'Indochine :			
Franco-asiatique et africaine ..	1921	bonneterie et quincail- lerie	1.100.000
Optorg	1919	textiles et liqueurs ..	20.000.000
Rizeries de la Méditerranée ..	1910	riz	9.000.000
Rizerie moderne	1924	riz	800.000
Agence radio-télégraphique de l'Indochine et du Pa- cifique	1924		1.900.000
Commerce du caoutchouc brut	1925	caoutchouc	1.500.000
Commerciale Asie, Afrique ..	1923	textiles et outils	1.400.000
Commerce avec les colo- nies (Gradis)	1921	caoutchouc, sucre	3.000.000
Comptoirs Généraux de l'In- do-Chine	1927		

La récapitulation des chiffres afférents aux diverses catégories industrielles et commerciales ci-dessus amène aux sommes totalisées et aux conclusions suivantes :

Dans l'industrie cotonnière une société mise en train avec 5 millions en vaut actuellement au moins 60 ; trois sociétés de ciment créées avec 18 millions en valent près de 500. La principale distillerie qui a absorbé 33 millions, en vaut aux yeux de ses actionnaires 330. Une grande affaire qui n'a pas encore réussi, « La Chimie d'Extrême-Orient », est réputée, avec excès peut-être, aux yeux des porteurs d'actions avoir perdu les 4/5 de son capital. Cela nous conduit à remarquer que pour les grandes sociétés industrielles, à un capital investi d'environ 75 millions, correspond une capitalisation boursière de plus de 900 millions. De ce succès peut seulement être rapproché celui des affaires d'électricité qui paraissent représenter un capital mobilisable de 600 millions pour un investissement de 55 millions. La conclusion est dès maintenant qu'un brillant résultat peut être obtenu pour les capitaux consacrés à

l'industrie dans un pays où la grande industrie n'est pourtant pas vieille de plus d'un quart de siècle.

Pour les autres sociétés à moindre capital, le contrôle des plus-values est moins facile, mais nous pouvons relever le total des investissements pour les sociétés à capital déclaré.

Dans la chimie, tannerie, alimentation et analogues, ont été investis environ 170 millions, qui n'ont pas fait l'objet de plus-values bien notables, non plus que les rizeries avec leurs 32 millions. Voilà donc un groupe de 200 millions sauvegardé, et amélioré dans des proportions moindres.

Pour l'exploitation des forêts et la fabrication des allumettes, nous relevons un investissement de 72 millions $1/2$, en face duquel les cinq sociétés les plus heureuses apportent une plus-value globale correspondant environ à ce chiffre. Or, il convient de noter que la Bienhoa, inscrite dans ce premier chiffre pour 50 millions, est évaluée par nous à sa valeur nominale. La plus-value des sociétés anciennes représente donc un capital triplé. Pour les travaux publics, la plus heureuse entreprise, les « Dragages », vaut, par ses seuls succès indochinois, sept fois son nominal : 70 millions pour 10 investis, supposons que les autres entreprises ont simplement sauvegardé leur capital, c'est 60 millions de valeur actuelle pour 20 d'investis.

Pour les entreprises commerciales à large capital, nous relevons un total d'investissement de 250 millions, en tenant compte de ce que plusieurs sociétés opèrent dans d'autres pays que la seule Indochine, et en réduisant d'une façon appropriée le chiffre de leur capital, nous constatons là aussi que les plus puissantes sociétés sont souvent celles qui ont réalisé les plus fortes plus-values proportionnelles. Pour huit des mieux connues, nous arrivons à une plus-value globale de 183 millions en face de 102 millions investis. Il est donc très modéré d'admettre que les 250 millions investis dans le commerce ont doublé (1).

Dans les diverses rubriques précédentes, il apparaît donc que les capitalistes ou industriels ont confié à l'Indochine un peu plus de 800 millions de francs, et que la valeur des titres correspondants qu'ils ont en portefeuille peut être évaluée d'après les cotations connues à trois milliards au moins, nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de la valeur de ces chiffres.

(1) Il est à remarquer d'ailleurs que les sociétés commerciales opérant sur plusieurs pays, ou dans des ordres d'activité variés sont loin d'avoir été désavantagées par cette division du risque.

CHAPITRE V

Les Mines

I. — La Législation minière

Le rôle de l'administration dans le contrôle et la propriété des exploitations minières à une telle importance qu'il convient d'exposer avec quelque détail la législation et les dispositions administratives spéciales pour cet ordre d'activité dans notre possession d'Extrême-Orient.

Les principales dispositions prises pour assurer les droits d'exclusivité de recherches ou d'exploitations minières ont tendu tout d'abord à classer les divers produits du sol, puis à retenir le mode de délimitation le plus pratique, à fixer le procédé qui garantira le plus équitablement la priorité d'un inventeur, à l'exclusion du prospecteur hâtif confiant dans le hasard ; il conviendra par ailleurs de limiter les avantages obtenus par un même concessionnaire. Il importe de relever les détails les plus importants de cette réglementation en y ajoutant les inconvénients relevés contre certains ou le succès obtenu, en égard aux intentions qui les dictaient.

*
* *

Lors de notre occupation, nous nous sommes trouvés en présence d'un seul ayant droit : « le roi d'Annam étant originairement le propriétaire du fonds et du tréfonds de son royaume et ne s'étant jamais dessaisi du tréfonds, qui a toujours été défendu contre toute appropriation par les pénalités les plus sévères du code annamite » (1).

Sauf exception pour la mine de Mong-Son concédée à un Chinois en 1881, le roi put donc nous remettre ses droits. Complétant l'article 18 du traité de 1884, la convention du 18 février 1885 stipule que le roi d'Annam soumettait l'exploitation des mines de ses

(1) Rapport de M. Lamé-Fleury, reproduit dans Lafauvette, p. 96 sqq.

Etats aux règlements dont l'utilité serait reconnue par le Gouvernement français.

Une commission, composée d'un inspecteur et d'ingénieurs du corps des Mines (MM. Lamé-Fleury, Fuchs, Aguillon, etc.), remit le 5 décembre 1884 au Ministre précité un rapport qui devait être la base de la réglementation ultérieure. En 14 séances, la commission avait atteint un quadruple but :

- 1° tracer le programme d'une mission minière ;
- 2° préparer un règlement sur le régime de l'exploitation des mines ;
- 3° jeter les bases de l'organisation des services administratifs y afférents ;
- 4° rédiger un projet de convention sur le régime et l'exploitation des mines.

Après avoir indiqué la nécessité de deux missions au Tonkin dans des secteurs réservés à chacune d'elles, le rapport en venait aux principes d'une réglementation, que vu le régime de « table rase » en face duquel nous nous trouvions, il jugeait préférable d'instituer à l'imitation de pays neufs (comme le décret du 22 juillet 1883 faisait pour la Nouvelle-Calédonie) plutôt que d'après la loi métropolitaine de 1810.

Resteraient la propriété du maître du sol, les matériaux de constructions, les engrais (art. 11 du règlement), et de plus les minerais d'alluvion (art. 27) comme ressortissant de la surface.

Pour les mines inconnues, le règlement prévoit des mesures propres à « placer l'explorateur minéral dans les conditions les plus favorables à son génie industriel », sans lui accorder liberté illimitée ; moyennant autorisation administrative (art. 5) et paiement d'une indemnité, il pourra procéder à ses recherches sur une propriété privée sans être arrêté « par une résistance nuisible » du propriétaire. Pour qu'il ne soit pas écarté par les premiers frais, l'explorateur aura un délai de trois ans (art. 14) au bout duquel il paiera une redevance fixée de 20 à 40 fr. par hectare suivant la nature de la mine (1).

Pour les mines connues l'adjudication aux enchères publiques paraissait le système préférable, pour ne pas dire indiscutable. La commission estimait d'ailleurs qu'il ne fallait pas classer un trop grand nombre de gisements parmi les mines connues : simplement pour l'instant les gîtes houillers de la côte du Tonkin.

(1) La minorité trouvait le délai trop long et la redevance trop forte.

La commission rejetait un mode d'adjudication qui aurait réservé les droits ultérieurs de l'administration en instituant une redevance sur les bénéfices obtenus, passé un certain délai : l'abandon du principe de la perpétuité des mines « pourrait être surtout pour une colonie, une innovation dangereuse, par cela seul qu'elle serait, moralement tout au moins, de nature à écarter les capitaux de l'industrie minière que le Gouvernement français a à cœur de créer dans l'Annam et au Tonkin ».

Pour faire obstacle « aux spéculateurs qui se bornent à acquérir des mines, sans intention de les exploiter et uniquement pour les revendre », la commission propose l'institution d'une taxe superficielle suffisamment élevée pour être trop lourde à celui qui se fait attribuer un périmètre sans y faire d'installations utiles, mais supportable pour une exploitation sérieuse à qui son crédit et l'emprunt peuvent permettre de persévérer jusqu'à l'obtention de résultats bénéficiaires.

Les art. 48 à 59 du règlement visaient la question de sécurité en surface et au fonds, les servitudes réciproques entre mines voisines ou superposées, les conditions d'expropriation, etc.

En ce qui concerne les créations administratives (bureaux et fonctionnaires) elles paraissaient pouvoir être différées : un agent pour les houillères de la côte tonkinoise, et ailleurs les services du secrétariat général de Hué suffisaient pour le moment.

Aucune distinction ne paraissait d'ailleurs devoir être faite entre le régime du Tonkin et celui de l'Annam.

Un décret du Président de la République vint, le 13 octobre 1888, sanctionner dans leur plus grande partie les principes et dispositions du rapport de 1884. Les critiques que l'on pouvait faire sur les tendances de la réglementation de cette époque portent donc à peu près conjointement sur ces deux documents ; M. A. de Lafalette, éclairé par divers exploitants de mines, les a résumées avec clarté dans sa thèse de 1921.

L'article 3 des deux documents dispose que « des personnes distinctes peuvent acquérir le droit d'exploiter dans le même périmètre des gîtes de catégories différentes ». Il y a là un prétexte à chicanes, qui fut peu utilisé par les prospecteurs sans scrupules, mais qui après 1900 prête à des abus.

Les dispositions relatives à la forme et à l'exclusivité des périmètres sont les unes louables ; les autres méritent d'être corrigées par les leçons de l'usage, mais celle qui confère l'exclusivité du

droit de recherches dans une étendue déterminée à l'inventeur qui aura le premier planté un poteau dans les formes voulues, ne donne pas de garantie suffisante contre les fraudes. « C'est toute une science, remarque A. de Lafauvette, que de combiner l'érection du poteau et la déclaration de manière à ne pas être frustré de son initiative ». Ce système devait d'ailleurs disparaître en 1912.

Lorsqu'on compare, au 31 décembre 1917, le nombre des permis de recherches en vigueur (1.224) avec celui des concessions effectuées (215) on peut soupçonner que nombre d'explorateurs sont parvenus à soustraire des périmètres aux recherches réelles et utiles, sans préparer réellement la mise en valeur des gîtes. Selon M. de Lafauvette, on pourrait y obvier en associant le prospecteur aux résultats de la mine, qui deviendrait finalement concessionnaire, mais, pourrait-on objecter, la perspective de ce bénéfice serait-elle de nature à le faire renoncer à ses propres espérances, si légères qu'elles soient, au profit d'un rival plus décidé à approfondir les recherches ?

En ce qui concerne la perpétuité des concessions, nous remarquerons simplement que cette question dépasse, par sa généralité, notre sujet. On peut reconnaître toutefois qu'elle est plus admissible lorsqu'il s'agit d'un grand risque à courir et d'encouragements plus à donner aux chercheurs et aux capitalistes : on peut donc y voir de préférence un régime pour pays neufs.

Reste à voir comment, après une période de confirmation de ces dispositions, le régime minier de l'Indochine a subi une revision assez profonde vers 1912.

Le décret du 25 février 1897 fixa des conditions encore plus libérales pour les prospecteurs, augmentant jusqu'à 5.000 ha. le périmètre des recherches dévolu à un seul explorateur (sans parler des prête-nom), confirmant la fâcheuse règle de la date par l'érection d'un poteau, diminuant de façon très forte les taxes : au lieu de 20 fr. par ha. pour les mines de combustibles, 40 fr. pour celles d'alluvions et 30 fr. pour les autres, ce furent des chiffres maxima de deux fr., pour doubler après cinq ans et tripler après dix ans. Encore ce libéralisme ne parut pas suffisant à l'opinion. « C'est qu'à cette époque, de 1898 à 1900, il y a une sorte de discrédit sur l'industrie minière du Tonkin sans compter que la piraterie sévit longtemps sur la frontière de Chine. Les capitaux qui

s'y étaient lancés sont perdus ou compromis et il suffit presque qu'une affaire se situe en Indochine pour qu'il soit difficile à la remonter. » (Lafaulette, p. 38). Par ailleurs, l'administration cherchait à multiplier les demandes de périmètres, même peu sérieuses, pour se créer des ressources : l'abaissement des taxes lui-même était destiné à jouer le rôle d'appât.

Vers 1900, l'engouement succède à la méfiance, justifiant une modification des dispositions précédentes qui ne se produira cependant qu'en 1912 (décret du 26 janvier).

Au point de vue de la classification, les nitrates et phosphates passent de la catégorie des carrières dans celle des mines. La fâcheux système du « poteau » est modifié : la priorité pour l'acquisition ou permis de recherche date non de l'occupation du terrain, mais de la date du dépôt de la demande dans les bureaux du chef de la province (art. 14, complété par les articles 17 et 18).

Pour empêcher les opérations des prête-noms et accapareurs, les restrictions relatives au nombre de permis attribuables à un seul prospecteur sont levées, et par ailleurs la déclaration de permis est soumise à un droit fixe de cent francs qui peut être relevé jusqu'à 500 fr. lorsque la compétition augmente (art. 16). Peu de modifications sont apportées aux chiffres des redevances superficielles, qui restent très modérées, et au système de l'adjudication qui est encore fort peu employé. Reste une question délicate, celle de l'empiètement d'un périmètre sur des terrains déjà réservés. L'administration elle-même est libérale lorsqu'elle accorde que l'acte de concession vaut purge vis-à-vis d'elle-même (1). En ce qui concerne les particuliers entre eux, un cas d'empiètement de périmètre sur des terrains réservés est justiciable des Tribunaux civils. « Lourde tâche, dit M. de Lafaulette, dans un pays où les propriétés sont assez mal délimitées, mais qui ira en s'allégeant à mesure que l'organisation foncière s'améliorera. »

En ce qui concerne la superficie, elle est fixée à un minimum de 100 ha. et à un maximum de 900 ha. en forme de rectangle.

Les principales dispositions prises par la suite eurent trait à l'adjudication instaurée pour certaines régions comme celle de Dong-Trieu, ou surtout à l'exclusion des étrangers, sinon du bénéfice des permis de recherches, du moins de celui des concessions défi-

(1) Art. 36. « Si la concession empiète sur des terrains réservés aux adjudications, ou interdits aux recherches, sa validité ne peut plus être contestée de ce chef ».

nitives. L'art 8 du décret de 1912 visait déjà ce point. Il a été complété par le décret du 8 janvier 1916 et celui du 28 juillet 1918.

Il est à remarquer dans l'ensemble que, malgré l'importance des gîtes miniers du Tonkin, la législation minière en Indochine s'est heurtée dans ces dernières années à moins de difficultés que la législation des concessions agricoles. Il semble donc qu'on ait là un instrument favorable à l'essor de l'industrie minière.

II. — Exploitation minière. Combustibles et Minerais

Quels sont les résultats obtenus par l'initiative des individus et des sociétés sous ce contrôle et ces dispositions administratives ?

Un état des déclarations de recherches et des concessions minières au Tonkin du 30 juin 1900 (1) permettrait de noter les indications suivantes sur les principales tentatives ou exploitations faites à l'origine dans notre possession d'Extrême-Orient (1888-1900).

Dans cette période de 12 années, 374 déclarations de recherches avaient été faites, dont 75 avaient abouti à des fouilles ou exploitations. Des titres de propriété avaient été délivrés pour 7 mines dont quelques-unes seulement ont gardé depuis la même dénomination, ou plutôt le même patronage.

1^o Avril 1888. Société française des charbonnages du Tonkin : 3 mines de charbon.

2^o Avril 1888. Société nouvelle de Kébao : 1 mine de charbon.

3^o Janvier 1892 : Société française des charbonnages : 1 mine d'anthracite.

4^o Octobre 1891. Société d'études industrielles et commerciales : 1 mine de charbon.

5^o Février 1900. M. Sarran, adjudicataire de la mine de charbon exploitée précédemment par le Syndicat Schoedelin à Dong Trieu.

Les gisements aurifères dont il était question vers 1901 et 1902 n'ont donné lieu à aucune tentative notable jusqu'à ces toutes dernières années, non plus que le minerai de fer à haute teneur à propos duquel M. Monod rêvait de l'établissement de hauts-fourneaux sur le territoire de Lao-Kay (2).

En 1904, un nouveau tableau de la situation minière de caractère officiel laissait constater que le nombre des mines en exploi-

(1) *Bull. écon.*, 1900, p. 499.

(2) *Bull. écon.*, 1900, p. 544. Le gisement de fer de Ban-Vuoc. Les minerais de cuivre à teneur moyenne « de 15 à 18 % » étudiés par L. de Saugy dans le *Bull. écon.* de 1902 (p. 187) sont encore restés dans leur gangue, malgré cette teneur prodigieuse.

tion était encore très restreint, et qu'elles se concentraient au Tonkin. En Cochinchine, en effet, il n'existait aucune mine. Au Cambodge, on signalait simplement une demande de concession de gîte de fer. Au Laos, on continuait à prospecter l'or (Attopeu) et l'étain (Hinhbou). En Annam, tout en étudiant vaguement les gisements de fer, plus profondément les charbons anthraciteux de Vinh-Phuoc et l'on considérait toujours comme intéressants les filons aurifères, déjà exploités, de Bong-Mien : en 1903, on y avait broyé 4.000 tonnes de minerai et obtenu 30 kilos d'or. A Nong-Son (60 km de Tourane), on exploitait une mine de charbon ayant donné jusqu'à 25.000 tonnes annuellement.

Au Tonkin les perspectives étaient d'une tout autre étendue. La mine de charbon de Hongay occupait 3.000 ouvriers et produisait depuis 3 ans une moyenne de 300.000 tonnes. La mine de Kébao, exploitée selon un mode provisoire, et qui a connu de grandes difficultés, produisant moins de 6.000 tonnes ; même chiffre pour la mine Schoedelin, la mine Saladin n'était pas exploitée ; près de Ninh-Binh, on examinait la lignite de Tan-Nhuan. D'autres recherches de lignite avaient lieu sur les bords du Fleuve Rouge. On ne semblait pas soupçonner encore le bel avenir des gisements charbonniers de Dong-Trieu ; par contre on examinait les filons aurifères de Hoa-binh, de Lao-baug, etc., où se produisait un petit *rush*. L'intérêt porté aux gisements alluvionnaires d'étain de Pia-Ouac, dans le district de Cao-Bang, s'est trouvé justifié depuis, les cours de l'étain en ayant favorisé l'exploitation. A ce moment trois mines d'étain avaient été concédées dans le district (en 1901 et 1902). La mine Joséphine n'était pas exploitée. La mine Sainte-Adèle avait déjà donné 30 tonnes d'étain ; la mine de Beau-Site vendait son minerai à Singapore après enrichissement.

Les renseignements officiels publiés dans le *Bulletin économique* en 1909 et 1910 permettent d'évaluer à ce moment le chemin parcouru. En ce qui concerne le charbon, les diverses mines atteignent une production de 424.175 tonnes qui se répartit ainsi :

Hongay	345.483 tonnes
Kébao	15.852 —
Dong-Dang	18.000 —
Mao-Khé	12.395 —
Trang-Bach	12.000 —
(exploitée depuis mai 1908)	
Mong-Dzuong	13.948 —
Ile aux Buissons	6.497 —
(exploitée depuis décembre 1907)	

Les mines de lignite de Dong-Giao, près de Ninh-Binh donnent 18.000 tonnes absorbées par les chemins de fer.

L'exportation des minerais croît comme peut le faire une industrie qui sort de la période de préparation.

1905	35 tonnes
1906	1.670 —
1907	4.735 —
1908	9.388 —

Les minerais de zinc constituent la plus grande partie de ce dernier chiffre avec 9.229 tonnes fournies pour les 2/3 par la mine de Trang-Da et pour le reste par les mines de Lang-Hit et de Lang-Nac. La région de Cao-Bang fournit la presque totalité des 117 tonnes de minerais d'étain qui viennent ensuite. On note enfin quelque 30 tonnes de galène. L'antimoine dont on avait exporté près de 300 tonnes en 1907 marque un recul à cause de la baisse des cours.

Au total les exportations de minerais et de charbon s'élèvent à la valeur de 5 millions de francs (1).

En 1909, l'accroissement du chiffre d'exportation des minerais de zinc donne l'occasion d'ajouter quelques indications sur les sociétés minières de cet ordre. Les exportations s'élèvent à 14.022 tonnes dont :

- 7.161 par les mines de Trang-Da constituées au capital de 300.000 francs ;
- 3.651 par les mines de Lang-hit et de Bac-Lao exploitées par la Société Minière du Tonkin au capital de 1.000.000 de francs ;
- 3.210 par les mines de Loung-ro appartenant à la Société civile de Thanh-môi.

Le nombre d'ouvriers employés par chacune de ces mines est d'environ un millier. En ce qui concerne l'étain, toujours produit seulement par les mines de Pia-Ouac et de Beausite, les chiffres des minerais exportés s'élèvent à 196 tonnes pour 1909.

En 1912, la production de charbon n'indique pas une persistance des progrès remarqués en 1910, et se maintient aux chiffres de 1909 ; pour le zinc, par contre, la production des minerais a presque doublé, avec son chiffre de 28.240 tonnes. L'étain progresse à peine avec 200 tonnes environ. Pour le zinc on fait des recherches actives à Cho-Dien, centre extrêmement important aujourd'hui, et à Chadon qu'on s'est décidé récemment à exploiter. La valeur totale du charbon et des minerais extraits atteint 10 mil-

(1) Il convient de ne pas oublier que la quantité de charbon exportée n'est que de 180.000 tonnes en face de 424.000 tonnes extraites.

lions, dont 7.270.000 passent à l'exportation. Tout cela est produit par 16.000 ouvriers indigènes chinois, etc., et 176 blancs. Le tableau de la production du zinc que nous avons arrêté à 1909 avec 9.388 tonnes progresse aussi jusqu'à la période de guerre, à la veille de laquelle une crise des prix et une hausse des frets freinent le développement des expéditions :

1908.....	9.388 tonnes
1909.....	14.276 —
1910.....	19.118 —
1911.....	28.819 —
1912.....	26.476 —
1913.....	29.063 —

Pour cette dernière année les sorties sont presque égales à l'extraction, car elles sont de 27.732, à destination par parts à peu près égales de 13.000 tonnes sur la France, et via Anvers sur la Belgique, dont on sait l'importance pour la métallurgie européenne du zinc.

Les difficultés que nous venons de signaler, ainsi que l'ajournement de l'exploitation du gisement de Chodien réduisent le chiffre des exportations de minerai à 20.635 tonnes pour 1914. Les besoins de la guerre les font rebondir à 34.535 tonnes pour 1915. C'est qu'à ce moment Chodien apporte son contingent ; et les sociétés les plus importantes pour l'extraction de la calamine et de la blende sont, avec celle-ci, la Société minière du Tonkin, la Société des Mines de Trang-Da, la Société minière de Than-moi, la Société minière de Yen-Linh. Le zinc reste le principal minerai indochinois avec 33.335 tonnes exportées sur un total de 34.535 tonnes. L'antimoine vient de bien loin au second rang avec 630 tonnes et l'étain n'atteint pas 400 tonnes.

Pour le charbon, Hongay fournit toujours plus des 4/5 de la production ; les mines de Phan-Mé entrent en exploitation, fournissant du charbon gras, les mines de Chi-Né figurent pour la première fois dans les statistiques avec 2.400 tonnes fournies à la consommation locale. La production totale continue sa progression régulière depuis 1911 :

1911.....	432.868 tonnes
1912.....	480.572 —
1913.....	556.988 —
1914.....	600.000 —
1915.....	727.862 —

Passons maintenant aux résultats que permettent de récapituler les tableaux publiés en 1925. Le nombre des permis de recherches

a cru à une vitesse formidable de 1906 à 1913, passant de 273 à 3.109. La période de guerre et l'élimination des « prospecteurs en chambre » le ramènent à 673 en 1920, d'où il remonte par une progression saine et constante à 1.863 en 1925.

La valeur totale de la production minière calculée en piastres est passée entre temps de 1.450 milliers de piastres pour 1906 à 8.750 pour 1917. En 1921, elle s'incline à 4.479 pour croître avec une grande et régulière rapidité comme suit :

1921.....	7.137	milliers de piastres
1922.....	8.192	—
1923.....	9.591	—
1924.....	11.380	—
1925.....	13.717	—
1927.....	16.513	—

Pour le charbon, la qualité moyenne, le criblé, valait, la tonne fob Hongay, un peu moins de 7 piastres en 1913, il atteint et dépasse légèrement 10 piastres dans les années 1922 à 1925. Les bonnes qualités de Dong-Trieu valent le même prix. Les charbons gras de Phan-Mé et de Ninh-Bing se vendent quelque 3 piastres de plus par tonne.

Pour ce qui est de la production, laissant de côté pour l'instant la répartition par catégories, nous donnerons seulement, afin de mieux montrer la rapidité et la régularité du développement, les totaux pour l'ensemble des mines :

	Production en tonnes	Vente en Indochine	Exportation
1921	920.900	365.051	325.768
1922	989.813	410.497	536.472
1913	1.056.921	451.919	547.171
1924	1.235.880	501.726	579.486
1925	1.362.970	571.120	526.085

On remarquera également dans ce tableau la progression des ventes en Indochine, signe du développement industriel, et de la capacité d'absorption du marché intérieur, ce qui est un élément de santé pour l'industrie charbonnière indochinoise. Le caractère industriel du Tonkin est souligné par le fait que le pays absorbe 76 % de la consommation totale de l'Indochine.. La Cochinchine marque un développement intéressant, passant de 10 % de la consommation totale en 1921 à 23 % en 1925 : les deux centres industriels tendent donc à s'équilibrer. Nous verrons par ailleurs quelle est la part de chaque mine dans la production.

*
**

Pour les métaux, l'or qui avait fait l'objet de nombreuses recherches au début de ce siècle n'avait pas donné de grands résultats : la « Société des Mines de Bac-Man », filiale des « Etains du Tonkin », est encore à la période d'étude ; à Minh-Luong on est encore aux recherches préparatoires, mais voilà que tout récemment la « Société des Mines d'or de Pac-Lang » constituée fin 1925 au capital de 250.000 fr., pour exploiter un gisement à proximité de Cao-Bang, s'annonce comme devant être un puissant organisme. Son capital a été porté à 5 millions et va s'élever à 20 millions (1). La construction d'une route est en cours, et une usine de 10 pilons va être édifiée sur la mine. Récemment encore un filon de quartz à or visible a été découvert sur la rive droite du Konei-Pac-Lang.

Les gisements connus d'antimoine ne sont pas actuellement en exploitation.

Le graphite (dont nous dirons ici quelques mots à côté de la production métallique et phosphatière) est très recherché à cause de ses nouveaux emplois industriels, et on lui promet un bel avenir. Madagascar est un des grands producteurs du monde. Dans notre colonie d'Extrême-Orient, la « Société indochinoise des Graphites » exploite des gisements titrant jusqu'à 80 % de carbone. Elle produit actuellement 40 tonnes par mois, or à la fin de 1925 les cours du graphite enrichi à 85 % étaient de 127 piastres pour livraison cif Marseille.

L'extraction des phosphates effectuée par un seul organisme, la « Société nouvelle des phosphates du Tonkin », est en progression rapide :

1922.....	7.000 tonnes
1923.....	9.793 —
1924.....	9.281 —
1925.....	15.274 —

Les ventes sont un peu moins régulières que l'extraction. L'étain a l'avantage d'être un des métaux dont les prix sont les plus rémunérateurs et qui sont le moins menacés de surproduction. Au cours actuel, malgré la baisse, les sociétés les mieux organisées réalisent des bénéfices de l'ordre de 50 %. Le développement de

(1) Les actions se négocient actuellement à plus du double de leur nominal.

cette extraction est donc particulièrement souhaitable en Indochine. Voici les chiffres de production réduits au métal pur, l'exportation se faisant sous forme de cassitérite aussi bien que de métal :

1919.....	134 tonnes
1920.....	166 —
1921.....	307 —
1922.....	412 —
1923.....	465 —
1924.....	472 —
1925.....	587 —
1927.....	710 —

Deux vieilles sociétés : la « Société des Etains et Wolfram du Tonkin » et la « Société des Mines d'Etain du Haut-Tonkin » continuent leur carrière rémunératrice ; une nouvelle : la « Société d'Etudes et d'Exploitation minières de l'Indochine » paraît, à en juger par les résultats déjà obtenus (plus de 200 tonnes en 1925) appelée à une brillante carrière.

L'Indochine ne peut faire jusqu'à présent figure de grand producteur de plomb avec l'extraction de minerais correspondant à 313 tonnes de métal pour 1924 et 370 tonnes pour 1925. Divers gisements sont étudiés actuellement par la « Société des Mines de Trang-Sa », la « Compagnie minière et métallurgique de l'Indochine », la « Compagnie de recherches et d'exploitations minières », la « Compagnie industrielle du platine ».

Il faut noter toutefois que les cours du plomb, qui après avoir atteint une moyenne de 36 livres sterling à la tonne en 1925, se rapprochent actuellement du chiffre d'avant guerre qui était inférieur à 20 livres, ne sont plus un aussi vif stimulant et témoignent même d'une surproduction dans le monde.

Les cours du zinc sont aussi en régression marquée, et demeurent loin des chiffres de 39 livres atteint en 1925 contre 23 livres en 1913. Toutefois, l'Indochine a déjà pris rang parmi les grands producteurs de zinc, et la richesse de ses gisements de calamine et de blende est comparable à celle de ses anthracites. Le zinc est donc de beaucoup le principal métal produit par le Tonkin. Voici les chiffres des exportations totales des minerais depuis la crise de 1919, avec leur teneur moyenne :

1919.....	8.700 tonnes à	47 %
1920.....	40.828 —	47 %
1921.....	28.984 —	44 %
1922.....	27.690 —	38 %
1923.....	32.702 —	42 %

1924.....	36.943	—	40 %
1925.....	49.966	—	40 %
1926.....	61.935	—	40 %
1927.....	54.929	—	40 %

La valeur de la production de 1925, défalcation faite des frais de transport (1) en y comprenant les faibles quantités de plomb, atteignait 2.520.000 piastres et elle avait été obtenue avec un personnel européen de 49 hommes, indigène ou exotique de 4.835 ouvriers. La production des 49.966 tonnes de minerai, correspondant à 20.792 tonnes de métal se répartissait ainsi entre les diverses sociétés :

Mines de Trang-a.....	5.715 tonnes de métal
Minière de Yen-Linh.....	1.418 —
Minière et Métal de l'Indochine....	12.398 —
Mines de Cho-on	80 —
Indochinoise de char. et de mines métal.	1.181 —

Au total, l'Indochine avait donc produit dans l'année 1925 :

	Valeur moyenne de la tonne en piastres
1.363.000 tonnes de charbon.....	11
52.669 tonnes miner. de zinc à 40 %	66
370 tonnes de plomb.	250
587 tonnes d'étain	2.536

Ce qui donne les valeurs approximatives suivantes en piastres :

Charbon	15.000.000 piastres
Zinc	3.476.000 —
Plomb.	101.000 —
Etain	1.488.000 —
Total.....	20.065.000 piastres

Chiffre qu'il faudrait diminuer légèrement pour tenir compte de certains frais de transport ou de transformation.

Nous allons voir maintenant quelle est la part des diverses sociétés et le rôle du capital dans ces résultats.

*
* *

Charbon. — La part des quatre principaux charbonnages dans la production totale est la suivante :

(1) Voir les bases de ce calcul dans le *B. Econ.* 1926, p. 673 et le tableau hors texte annexé.

	1924	1925
Hongay	69,5 %	66,7 %
Dong-Trieu	} 18,8 %	22,4 %
Anthracite du Tonkin.....		
Kébao		
Autres sociétés	12,7 %	11,9 %

On voit par là l'importance relative considérable de Hongay, le groupe le plus important en second lieu, Dong-Trieu, vient assez loin derrière.

La « Société des charbonnages du Tonkin » fondée en 1888 au capital de 4 millions en actions de 500 fr. a depuis augmenté son capital et divisé ses actions, procédant plusieurs fois à des répartitions de réserves, si bien qu'il est actuellement de 16 millions en 64.000 actions de 250 fr.

Le tableau suivant fourni par la société à l'*Annuaire économique de l'Indochine* de 1925 donnera une idée de l'importance considérable des couches exploitées, avec indications des sièges :

Sièges	Puissance utile des couches	Production en 1924
Hatou (découvert).....	de 20 à 50 m. . .	262.648 tonnes
Campha (souterrain) ...	6 couches de 1 à 5 m. .	446.689 —
Nga-Hai (souterrain) ...	6 couches de 1 à 5 m. .	58.736 —
Mong-zuong (souterrain)	6 couches de 8 à 10 m. .	90.927 —

En dehors de l'outillage qui correspond normalement à l'extraction, à la fabrication des briquettes et aux expéditions, notons qu'il a été aménagé à Campha un port accessible aux navires calant 8 mètres, ce qui représente des cargos du tonnage le plus considérable dans les conditions actuelles de la navigation.

La production a atteint pour 1924, 859.000 tonnes et 910.000 pour 1925, dont la valeur était de 7 millions de piastres. Le nombre total d'ouvriers et employés était alors de 17.434 dont 3.000 occupés aux travaux neufs. Le programme auquel les travaux correspondent permettra une production de 1.500.000 tonnes dans un très petit nombre d'années.

On a calculé que sur les bases de la production de 1924, le rendement de la main-d'œuvre avait été de 200 kgs par ouvrier au fond et de 400 par ouvrier en tenant compte de la main-d'œuvre totale, soit un coût de plus de deux piastres par tonne (1). Ces chiffres peuvent paraître peu avantageux par rapport à ceux que permet d'obtenir la main-d'œuvre européenne, mais il faut tenir

(1) Qui n'est pas très sensiblement différent de celui des mines du Nord de la France que les sociétés déclarent être d'un peu plus de 30 francs.

compte à la fois des travaux en cours et des prix de vente élevés qui sont presque le double de ceux des mines anglaises ou allemandes. Il ne faut pas oublier non plus que si la main-d'œuvre asiatique est inférieure, elle touche de moindres salaires horaires.

D'ailleurs, les résultats financiers montrent l'intérêt qu'a présenté pour le capital cette entreprise que des esprits malveillants se sont plus à montrer comme « l'enfer d'Hongay ». Le capital réellement investi par les actionnaires a atteint 6 millions de francs en 1895, et avec diverses modalités un appel supplémentaire de 1 million a été fait en 1898. Ces 7 millions de francs-or permettent actuellement d'effectuer des ventes annuelles de 7 millions de piastres. La valcur boursière des charbonnages atteint pour calculer en chiffres ronds 15.000 multiplié par 64.000 soit 960 millions de francs-papier ou 180 millions de francs-or.

Lorsque le tonnage atteindra 1.200.000 tonnes, production que les cours actuels paraissent escompter, la capitalisation à la tonne sera de 666 francs-papier à la tonne, soit beaucoup plus que le double de la capitalisation des meilleurs charbonnages français, tels que Bruay et Courrières.

Nous n'avons pas à juger ces chiffres autrement que du point de vue du succès obtenu par le capital investi, et des services rendus par la confiance des premiers actionnaires. Il semble toutefois qu'on ait quelque raison de considérer cette entreprise comme la plus belle affaire française d'Extrême-Orient.

Après une assez longue période d'hésitation, les « Charbonnages de Dong-Trieu » ont pris résolument le second rang dans la production indochinoise.

Les principales concessions portent les noms de Clotilde Louise et de Espoir. La première comporte une dizaine de couches dont 4 exploitées avec puissances utiles respectives de 2 m. 40, 3 m. 20, 3 m. 50 à 5 m., 7 m. 70 à 9 m. 50. Son exploitation est souterraine par galerie à flanc de coteau. La concession Espoir présente 13 couches d'anthracite dont 3 exploitées avec puissance de 5 m., 2 m. 60, 12 m. De 1909 à 1924 on a trouvé sur la concession française un faisceau de 10 couches équivalentes à celui de Clotilde Louise, et sur la concession Resespoir un faisceau de 7 couches avec une puissance totale de 26 mètres.

La production a été la suivante pour ces dernières années :

1922.....	30.337 tonnes
1924.....	112.256 —
1925.....	114.869 —

représentant pour 1925 une valeur un peu inférieure à 1 million de piastres.

Cette société a vu en somme dans ces dernières années s'élargir considérablement sa production et ses possibilités, dans des gisements très réguliers. Elle a actuellement à développer ses installations intérieures qui ne sont plus en rapport avec ses perspectives. Aussi le capital a été récemment augmenté. De 2.500.000 à l'origine, il a été porté successivement jusqu'à 16 millions en 1926.

Sur les bases de 900 francs-papier en moyenne, les 160.000 actions au nominal de 100 francs représentent près de 145 millions. Si l'on y ajoute la capitalisation de 25.000 parts cotées environ 6.000 fr., le total est de 300 millions de francs-papiers. Si l'on compare ces chiffres à ceux des charbonnages d'Illongay, on voit que le marché escompte un large développement de la production, sans quoi une capitalisation de 2.000 francs par tonne paraîtrait insensée.

La « Société des Anthracites du Tonkin », fondée en 1920, exploite un gisement situé dans le bassin de Dong-Trieu, et dont la puissance moyenne paraissait tout d'abord inférieure à celle de la société précédemment étudiée. Le rapport du service des mines pour 1925 signale toutefois que les sept couches reconnues dans l'amont-pendage de ses deux concessions Edouard et Schoedelin offrent une puissance totale utile de 25 mètres. Aussi bien la production est-elle intéressante si l'on tient compte de la constitution récente de cette société :

1922.....	50.000 tonnes
1923.....	53.000 —
1924.....	85.500 —
1925.....	107.500 —

correspondant pour cette dernière année à une valeur de 633.000 piastres et à un rendement par ouvrier (fond et surface) d'un quart de tonne.

Le capital originellement de 5 millions a été porté en 1927 à 15 millions. Chacune des 150.000 actions se négociant à environ 1.000 fr. on trouve un total de 150 millions, soit un peu plus de 1.000 francs par tonne, qui escompte aussi l'avenir.

Une quatrième société peut-être classée parmi les producteurs relativement importants : la « Société du Domaine de Kébao », fondée en 1912. Elle a connu d'assez longues vicissitudes et de

grandes difficultés tenant soit à une exploitation pénible, soit à la qualité des produits. Elle paraît entrer depuis quelques années dans la voie du succès. La production a été en effet la suivante :

1922.....	14.700 tonnes
1923.....	27.000 —
1924.....	35.000 —
1925.....	53.500 —

correspondant, en dernier lieu, à une valeur de 323.000 piastres. Le capital, originairement fixé à 5 millions, est actuellement composé de 200.000 actions de 100 francs, cotées un peu plus de 350 francs, soit une capitalisation boursière de 70 millions, ou de 1.500 francs par tonne actuellement produite.

Nous ne ferons qu'énumérer les autres mines ou sociétés qui sont pour la plupart privées, ou en période de formation (toute-fois les « Charbonnages d'Along » donnent lieu à des négociations au marché libre de Paris) :

	Production de 1925
Société Pannier et Cie (fondée en 1927 au capital de 75.000 piastres)	37.000 tonnes
Société de colonisation Annam-Tonkin (cap. 70.000 fr.) cédée aux Charbonnages de Nin-Binh (1).....	16.000 —
Société indochinoise de Charbonnages et Mines (Phan-Mé)	28.700 —
Charbonnages d'Along	18.000 —
Charbonnages de Yen-Lap	12.500 —
M. Bach-Thai-Bué (région de Dong-Trieu).....	9.400 —

La plus grande des exploitations qui vienne ensuite n'atteint pas 7.000 tonnes, quelques mines donnent de 2 à 3.000 tonnes. L'on voit qu'au total les investissements faits par les 4 principales sociétés sont, en chiffres actuels (où voisinent les francs-or et les francs-papier) de 67 millions (2). La capitalisation boursière actuelle en est légèrement supérieure à 1 milliard 700 millions. Elles représentent les 12/13^e de la production totale.

On peut donc conclure d'une part qu'elles ont assuré, après les difficultés originelles, et quelques légères réductions de capi-

(1) Société fondée en 1923. 200.000 actions de 100 fr. cotées au pair, 20.000 parts cotées 2.000 fr. (marché libre). Capitalisation 58 millions.

(2) Ajoutons 2 millions représentés par une réduction de capital des « Anthracites » en 1923, et, en ce qui concerne les sociétés de formation toute récente 20 millions pour « Nin-Binh », 15 pour la « Baie d'Along », 5 pour les « Charbonnages de Tuyen-Quang (1925), 5 pour « l'Indochinoise de Charbonnages ». Le total des investissements serait donc porté ainsi à 112 millions et d'ores et déjà les plus values des affaires nouvelles seraient égales à leur nominal qui est au total de 47 millions.

tal une belle plus-value du capital engagé; et que, malgré l'apparence d'exagération qui ressort actuellement du calcul de la capitalisation à la tonne, estimer à près de 2 milliards la valeur du bassin charbonnier tonkinois tel qu'il est équipé actuellement et avec la puissance de ses gisements, n'a rien de déraisonnable.

Si nous passons maintenant au zinc (et très accessoirement au plomb qui représente ici peu de chose), nous verrons que des réussites analogues ont été obtenues, en particulier la « Compagnie minière et métallurgique de l'Indochine » occupe, pour la production du minerai de zinc, une production non pas équivalente, mais comparable à celle des « Mines d'Hongay » pour le charbon.

Voici d'abord un tableau résumant les capitaux engagés et les résultats obtenus en 1925 (1). Il s'agit de minerais de zinc (et accessoirement de plomb) d'une teneur de 40 à 50 0/0.

	Fondation	Capital	Production	Valeur en milliers piastres
Mines de Trang-Da.....	1906	3.500.000	18.293	730
Soc. minière de Yen-Linh.	1911	700.000	3.508	188
Cie minière et métallurg. de l'Indochine	1919	16.000.000	28.319	1.429
Mines de Cho-Don	1925	8.200.000	200	8 1/2
Société indochinoise de charbonnages et de mi- nes metall. (2).....	1924	5.000.000	2.636	159
Soc. commerc. et d'ex- ploit. minière (3).....	—	—	70	7
		33.400.000	53.026	2.521 1/2

Ainsi un capital investi que l'on peut arrondir à 34 millions a permis d'extraire en 1925 53.000 tonnes de minerais de zinc (et de plomb) à teneur moyenne de 45 0/0.

En 1927, la production est de 54.929 tonnes de minerai contenant 21.827 tonnes de zinc métal contre 61.935 et 25.000 en 1926. Cette diminution sur 1926 est due à la baisse des cours du zinc.

Il est difficile d'évaluer quelle a été la rémunération du capital

(1) Cf. rapport du service des mines pour 1925 *B. Econ.* 1926, p. 672 (hors texte). Cf. *Annuaire écon. de l'Indochine*, p. 121 et suiv.

(2) Mines de Langhit, reprises à la société minière du Tonkin, fondée en 1909, cap. 5 millions de francs.

(3) A repris les droits du permis de recherches Speranza à M. A. Carta qui avait engagé 100.000 francs.

engagé, d'abord parce qu'une seule des affaires précitées voit ses titres cotés, puis parce que les bénéfices ont été presque entièrement jusqu'à présent consacrés soit à des amortissements, soit au développement des exploitations. On peut noter néanmoins que pour la « Compagnie minière et métallurgique », les actions de 250 fr., composant au nombre de 64.000 le capital de 16 millions se sont négociées à partir de 1926 à un cours moyen de 4.000 fr., et la fondation remonte seulement à 1919. La rapidité des résultats obtenus a donc été exceptionnelle, et le capital investi de 16 millions (encore n'était-il pas complètement versé) correspond aujourd'hui à une capitalisation boursière de 256 millions. Or, les cas d'échec dans les exploitations de minerais de zinc installées jusqu'à présent ont été extrêmement rares. On peut dire que les capitaux engagés dans ce domaine minier se sont multipliés, qu'ils ont d'autre part fourni un aliment à notre industrie nationale, puisque la moitié de ces minerais sont usinés en France. Enfin, si la « Société Minière et Métallurgique » représente 256 millions pour une production de 28.320 tonnes, on peut en inférer que la production totale de 53.000 tonnes correspondrait à une capitalisation de 450 millions au moins, obtenue avec une mise de fonds d'environ 34 millions.

L'exploitation du saphir et du rubis, bien qu'elle donne un produit annuel de près de 4 millions de piastres, n'entre pas dans notre sujet, car elle est faite par l'indigène, sans l'intervention semble-t-il de capitaux.

Pour le graphite, on sait que la « Société des Phosphates de l'Indochine » avait produit 2.264 tonnes de minerais à 12 0/0, mais les chiffres de 1925 n'ont pas été communiqués de source officielle (cap. 1 million pouvant être porté à 4 millions).

Pour le phosphate brut, la production a dépassé 30.000 tonnes pour 1925, représentant seulement une valeur de 150.000 piastres. Les résultats ont été obtenus par la « Société des Phosphates du Tonkin », fondée en 1924, et actuellement au capital de 5.500.000 francs. La date récente de la fondation explique ces résultats encore modiques : le marché libre de Paris, escomptant l'avenir, négocie ses titres à environ 350 francs.

Quant aux minerais d'étain et de wolfram ; cassitérite à 68 0/0, wolfram à 67 0/0 et mixtes à teneurs respectives de 33 0/0, ils sont extraits par les quatre groupes suivants :

	Fondation	Capital	Production	Valeur en milliers piastres
Etains et wolframs du Tonkin..	1911	8.750.000 fr.	558	667,5
Mines d'étain du Haut Tonkin..	1902	535.000 fr.	180	143
Etains et wolframs du Pia-Ouac				
Est	1913	10.000 pi.	13	12
Société d'études et d'exploitation minière en Indochine		10.000.000 fr.	323	382,7
			1.074 (1)	1.206,2

Peu de ces valeurs indochinoises d'étain sont cotées officiellement. Cependant les 87.500 actions de 100 francs des « Etains et Wolframs du Tonkin » se négocient au marché hors cote aux environs de 3.200 francs, soit une capitalisation de 281 millions 500.000 francs.

Le groupe industriel qui est intéressé dans la Société précédente (Etablissements Carnaud, de Wendel, etc.) a créé en 1907 la « Société des Etains de Cammon (Laos) » au capital de 14.075.000 francs en 56.300 actions de 250 francs, que les sociétés mères gardent encore en portefeuille.

La « Société des Mines du Haut-Tonkin » a une production relativement modeste, mais comme son capital est très faible, il est admirablement rémunéré. Il est resté fixé à 535.000 francs depuis 1907, en 1.070 actions de 500 francs et 450 parts de fondateur. Les dividendes ont atteint près de 200 francs en 1925. L'action n'est pas cotée, mais pour une production de 180 tonnes de minerai en face des 558 tonnes des « Etains et Wolframs » on peut évaluer modérément cette affaire à une quarantaine de millions.

Parmi les affaires en voie d'organisation, citons encore les « Etains de l'Indochine », fondée en 1926 au capital de 18 millions en 180.000 actions de 100 francs et 15.000 parts de fondateur, en vue d'exploiter les gisements longuement étudiés naguère de Pac-Hin-Boun au Laos. Les actions sont cotées au-dessus de 1.000 francs et les parts à quelque 9.000 francs, soit 310 millions.

On a vu qu'il faut classer aussi dans les producteurs d'étain la « Société d'études et d'exploitations minières en Indochine » (production en 1926, 323 tonnes de minerai. Sa fondation date de 1920, le capital est de 7.500.000 en 7.500 actions de 1.000 francs et 2.000 parts ayant droit à 15 0/0 des bénéfices contre 70 0/0 aux actions.

(1) Equivalence en étain métal 587 tonnes contre 472 en 1924.

On négocie au Parquet le 1/10 d'action à près de 2.000 francs et le 1/20 de part à plus de 2.000, d'où une capitalisation de 95 millions... Au total, les mines d'étain de l'Indochine se capitalisent actuellement dans leur ensemble à plus de 470 millions, pour un capital initial inférieur à 50 millions de francs.

Un bref tableau permet de résumer les plus-values de capital obtenues dans les exploitations minières :

	Capital engagé Millions	Capitalisation actuelle Millions
I Charbon :		
Hongay	16	960
Dong-Trieu	16	300
Anthracites	15	150
Kébao	20	70
Nin-Binh	20	77
Baie d'Along	15	30
Tuyen-Quang	5	5
Indochinoise des charbons.	5	5
	110	1.600
II Minerais divers		
Total pour le zinc	34	450
(dont près de la moitié pour la Minière et Métall. Usines de Cho-Dieu)		
Graphites	1	1
Phosphates	5,5	11
	40,6	462
III Etain :		
Etains et wolframs	8,750	281
Cammon	14	24
Haut Tonkin	0,5	30
Etains d'Indochine	18	310
Etudes et exploitation	7,5	95
	48,75	740
Total général pour les mines en chiffres ronds	200	2.802

Pour l'industrie et le commerce nous avons obtenu les chiffres respectifs de 800 à 3.000 millions qui porteraient le total (pour ce chapitre des industries d'extraction et de transformation) à 1 milliard ayant permis d'arriver à une capitalisation de 5 milliards 840 millions pour le capitalisme français.

Nous donnerons plus loin une interprétation de ces chiffres, il suffit pour l'instant d'avoir justifié les bases de ce tableau statistique.

TROISIÈME PARTIE

DESTINATION DES DÉPENSES PUBLIQUES.

CHAPITRE PREMIER

Travaux Publics

L'étude des travaux publics exécutés, des dépenses qu'ils ont nécessitées et des résultats qu'ils ont donnés, est un des meilleurs moyens d'évaluer les avantages retirés des capitaux engagés dans la mise en valeur de l'Indochine. Il est possible de chiffrer le rendement annuel des sommes consacrées à l'irrigation par exemple.

Par ailleurs, comme l'Administration est à même de fournir le relevé précis des dépenses qu'elle a consenties, il est possible de dresser le tableau des frais en face de celui des dépenses permises, soit par les budgets, soit par les emprunts.

Voici d'abord quels ont été les chiffres des diverses ressources consacrées aux travaux publics, de 1900 à 1925 (en 1.000 piastres).

	Personnel	Entretien	Travaux neufs	Totaux
Budget général	22.240	22.687	134.238	170.045
Fonds d'emprunt	13.931	»	87.340	101.271
Budgets locaux	35.261	61.393	93.599	190.253
Ensemble des budgets..	71.432	83.960	315.177	470.569

A ces chiffres, il conviendrait d'ajouter les dépenses liquidées sur les budgets communaux de Cochinchine. On arriverait alors à un total d'un demi-milliard de piastres pour l'Indochine depuis 1900.

La proportion des dépenses est en moyenne de 15 0/0 pour le personnel, 18 0/0 pour l'entretien, 67 0/0 pour les travaux neufs.

Le tableau suivant, emprunté au Rapport de M. Pouyanne (1), indique la répartition des dépenses par pays et par catégories de travaux (en 1.000 piastres) :

Catégorie des travaux	Annam	Cambodge	Cochinchine	Laos	Tonkin	Totaux	%
Chemins de fer	27.704	»	20.650	»	44.406	92.760	30
Routes et ponts.....	18.574	16.373	16.514	7.935	15.344	74.740	24
Hydraulique agricole et							
Navigation intérieure...	6.749	1.399	40.099	1.350	11.168	60.865	19
Ports maritimes	1.801	278	9.173	»	5.019	16.271	5
Bâtiments civils	6.537	8.223	20.687	2.453	14.564	52.464	17
Assainissements et tra-							
vaux urbains	2.798	3.084	1.747	349	2.810	10.578	3
Outilsage et divers	1.404	1.356	2.421	219	1.517	7.319	2
Totaux...	65.567	30.633	111.721	12.306	24.828	315.177	100
Pourcentage	21	10	35	4	30	100	

(1) POUYANNE, Les travaux publics..., 1926, p. 56.

On classe sous le terme de travaux à *bénéfice indirect*, ceux qui facilitent les échanges : routes, canaux et chemins de fer — ainsi que les travaux exécutés dans les ports, la construction et l'entretien des digues, tandis que les travaux d'irrigation sont dits à *bénéfice direct*.

I. — Travaux à bénéfices indirects

En ce qui concerne la première catégorie (à propos de laquelle nous allons simplement relever quelques chiffres) on peut cependant faire un calcul du rendement des capitaux dépensés, comme nous le verrons ensuite.

En 1912, le Gouverneur général Sarraut fixait un vaste programme de constructions de routes qui devait tripler le total du réseau pour le porter dans toute la Colonie à 30.000 kilomètres de routes, dont 13.000 empierrés, 10.000 terrassés et praticables aux automobiles plus de 6 mois par an, et 7.000 de pistes praticables en saison sèche.

Les grandes voies dites *routes coloniales* comportaient au 1^{er} janvier 1925 un développement de 9.176 kilom. A la même date, la longueur empierrée était de 5.300 km., à quoi s'ajoutaient 1.800 km. automobilisables, le tout ayant coûté 36 millions de piastres. Les frais d'entretien s'élèvent à 2 millions de piastres par an, soit 200 à 300 piastres par km. en Annam et au Tonkin, 400 à 500 au Cambodge et en Cochinchine (1) — chiffres qui se réduisent à 50 ou 75 piastres par km. pour les sections non empierrées.

Aux chiffres de ce réseau de routes coloniales, il convient d'ajouter 20.900 km. de routes non coloniales (c'est-à-dire locales) provinciales et communales) rares dans le Haut-Tonkin, fréquentes dans les plaines riches. Les dépenses relatives à ces routes sont imputées sur les budgets locaux, provinciaux, etc..., toutefois le Budget général contribue aux travaux neufs. Dans l'ensemble des pays de l'Union, les travaux de construction coûtent 3 millions de piastres par an, l'entretien nécessite des crédits annuels de 1 million 1/2, le coût moyen du kilomètre de route locale empierrée étant en 1924 de 6.000 piastres, en face de 200 piastres annuellement pour l'entretien. Pour rendre ces routes automobilisables, il faudra y dépenser de 20 à 25 millions de piastres.

(1) Cet écart tient à la différence d'intensité de la circulation et au prix élevé des matériaux dans les régions du Sud.

Les pistes de pénétration construites à peu de frais et moyennant une large utilisation de la main-d'œuvre prestataire, aident à la prospection des régions encore inexploitées à la culture moderne. On en trouve principalement au N.-E. du Tonkin, au N. du Cambodge, dans le Laos, dans le pays moï, et parallèlement au Mékong.

Le budget général consacre 300.000 piastres par an à la construction de ces pistes.

Le recensement de la circulation au voisinage des grandes villes a donné les chiffres suivants pour 1925 (moyennes journalières) :

Route coloniale n° 1, sortie de Pnom-Penh, 1.706 voitures dont 410 autos.

Route coloniale n° 1, sortie de Saïgon, 1.294 voitures dont 704 autos ;

Route coloniale n° 1, sortie de Hanoï, 1.048 voitures dont 340 autos ;

Route coloniale n° 6, sortie entre Hanoï et Hadong, 723 voitures dont 139 autos ;

Route coloniale n° 16, sortie de Cholon, 356 voitures dont 291 autos.

A ces chiffres, ajoutons 6.600 piétons et 3.200 pousse-pousses à la sortie de Pnom-Penh ; 3.600 piétons et 967 pousse-pousses à la sortie de Hanoï.

Cela est l'indice de l'activité obtenue grâce à ces constructions qui ont coûté 36 millions de piastres. Le parachèvement des routes empierrées, la transformation des pistes existantes en routes telles qu'elles sont projetées, ajouteront à ce total de nouvelles dépenses de l'ordre de 50 millions de piastres.

Il faudra y ajouter un programme destiné à la mise en valeur d'une vaste région susceptible d'une exploitation industrielle : la large bande de territoires limitée à l'Ouest par le Mékong, à l'Est par la chaîne annamitique et qui s'étend du Nord au Sud de Saravane à Kompong-Cham. Il y a une superficie de 15 millions d'hectares, comprenant 2 à 3 millions d'hectares de Terres-rouges et peuplées à peine d'un million de moïs.

En tenant compte des surfaces à réserver aux indigènes, il y a là 1 million 1/2 à 2 millions d'hectares qui pourraient être livrés aux cultures tropicales riches, et produire le caoutchouc, le café, les textiles et les oléagineux, la canne à sucre. La construction du réseau routier nécessaire à cette mise en culture sera de 20 millions de piastres environ, à répartir sur une dizaine d'années.

Parmi les autres travaux à bénéfices indirects, la construction d'un réseau fluvial a une importance exceptionnelle, la multiplicité des arroyos ayant formé en Cochinchine un ensemble de voies qui ne permettent point de concurrence de la part des chemins de fer. Les dépenses relatives à l'amélioration de ces voies naturelles se sont

confondues, en Indochine, avec les dépenses d'hydraulique agricole. Au Tonkin, dans le delta du fleuve Rouge, le réseau est moins étendu, et s'il permet une circulation assez intense de marchandises, il ne supprime pas la concurrence des voies ferrées.

Par contre, dans ce dernier pays, les digues ont une extrême importance, les crues du fleuve se produisant dans de telles conditions saisonnières qu'elles détruiraient la moitié des récoltes de l'année. Un premier programme de renforcement des digues entrepris en 1912 et terminé en 1924, a coûté 3 millions de piastres. Un deuxième programme en cours d'exécution, comportera une dépense de 7 millions de piastres.

Le Mékong a déçu jusqu'à présent les espérances qu'il avait pu faire naître en tant que voie navigable (principalement à cause de l'obstacle constitué par les chutes de Khône). A part les bois de teck qui descendent par flottage du Laos Siamois, la série de rapides (malgré les fragments navigables) gêne la navigation au point de réduire le trafic entre le Laos et la mer à 6.000 tonnes. Les travaux en cours permettront, moyennant 1 million 1/2 de piastres de doubler ce trafic, pour le porter ultérieurement à 20 ou 30.000 tonnes. On voit qu'il ne s'agit pas de chiffres considérables ni comme dépenses, ni comme résultat. La construction du chemin de fer de Tanap à Thakhek mettant le Haut Mékong en communication avec le golfe du Tonkin moyennant 186 km. de lignes, tandis que le Bas-Laos continuera ses expéditions vers le golfe de Siam, permettra dans une quinzaine d'années d'exporter les 80 à 100.000 tonnes qui correspondront à ce moment au surplus de productions de cette région.

Les ports de Saïgon et de Haïphong présentent des voies d'accès assez favorables, malgré les apports vaseux qui gênent celui-ci. Les travaux faits pour leur aménagement et leur outillage depuis 1900 ont coûté 9 millions de piastres pour Saïgon et 5 millions pour Haïphong. La construction des phares nécessaires à la navigation côtière a nécessité une dépense de 2 millions de piastres. Pour les travaux ultérieurs les ressources propres des deux grands ports suffiront.

Parmi les petits ports côtiers, les trois dont l'importance justifiera de sérieux travaux d'aménagement sont :

- 1) Vinh-Benthuy pour l'exportation du Laos, après l'achèvement de la voie de Thakhek dont nous venons de parler ;
- 2) Tourane qui sera le débouché du Centre-Annam après l'achèvement du Transindochinois ;

3) Quinhon qui est en gros à égale distance des deux extrémités du plateau de Terres-rouges, de Djarai qui s'étend de Kontoum à Ban-Methuot.

On évalue à 8 ou 10 millions de piastres les frais d'aménagement de ces trois ports.

Les Chemins de fer sont exploités par la Colonie, sauf le réseau du Yunnan.

Celui-ci construit entre 1901 et 1910 a coûté 102 millions de piastres, soit un prix de revient kilométrique de 87.700 piastres de Haïphong à Lao-Kay et de 147.300 de Lao-Kay à Yunnanfou, à cause des énormes difficultés rencontrées dans la partie chinoise de la ligne.

Le produit net de l'exploitation a atteint 227.000 piastres en 1920 et 1.133.000 en 1924 ; ce dernier chiffre a permis à la Compagnie de verser à la Colonie 550.000 piastres en plus de l'intérêt des obligations garanties.

Le Transindochinois est d'une utilité incontestable pour assurer l'unité politique de la Colonie en joignant le Nord et le Sud, jusqu'à présent, en dehors du service postal bimensuel, les navires circulant entre Haïphong et Saïgon n'ont que des départs irréguliers.

« Quant à l'unité économique, elle est tout à fait indispensable au développement que peut et doit prendre, dans le Sud-Annam, la Cochinchine et le Cambodge, la colonisation des Terres-rouges de la région moï.

« Pour l'assurer, il est nécessaire de donner aux populations des régions surpeuplées du Tonkin et de l'Annam, la possibilité d'aller travailler dans le Sud sans être obligées d'abandonner définitivement leurs villages d'origine.

« S'il y a lieu de favoriser le déplacement permanent des populations des régions surpeuplées aux régions fertiles non encore mises en valeur, il importe tout autant pour le développement rapide des grandes cultures du Sud, de favoriser les déplacements de main-d'œuvre saisonnière. Ces déplacements ne seront possibles qu'avec l'achèvement du Transindochinois » (Pouyanne).

Cette ligne, dont le total doit être de 1800 km., soit plus du double de celle du Yunnan, fut commencée en 1914, interrompue par la guerre, reprise en 1921 et doit être terminée en 1929. Elle réunira alors Hanoï à Hué et Tourane. Il ne restera plus, pour qu'elle réunisse les deux régions extrêmes de la colonie, qu'à combler une lacune de 545 km., distance qui sépare Nha-Trang de Tourane.

L'achèvement du Transindochinois comportera une dépense de

4 millions de piastres pour terminer le tronçon Vinh-Dongha et 38 millions pour le tronçon Tourane-Nhatrang. Pour terminer l'achèvement de l'embranchement de Langbian, on dépensera encore 1 million 1/2 de piastres, soit pour cette ligne à crémaillère un total de 6 millions 1/2.

La ligne Tanap-Thakhek (186 km.) coûtera environ 15 millions de piastres.

L'utilité et le tracé des autres lignes prévues sont encore discutés. Il n'y a donc pas encore lieu de relever les chiffres les concernant.

Au total, les dépenses faites jusqu'à présent ont été jusqu'à 1924, de :

60 millions de piastres pour la ligne du Yunnan ;

85 millions de piastres pour le réseau exploité par la Colonie (1).

La Compagnie du Yunnan a versé à la Colonie en 1924, outre les sommes afférentes au service des obligations 550.000 piastres correspondant à 0,9 0/0 du capital engagé. Pour le réseau de la Colonie, étant donné le tarif très faible des transports de marchandises, le bénéfice net a été de 281.000 piastres, soit 0,34 0/0 du capital engagé.

Ces revenus, bien qu'ils aient tendance à progresser maintenant d'une manière assez rapide, ne suffiraient guère à justifier un placement de capitaux. Le but poursuivi était la mise en valeur de la Colonie, et les statistiques établies sur ce point montrent qu'il a été atteint.

Une étude de M. Leurence dans le *Bulletin Economique* de 1925 présente une comparaison des revenus de la colonie entre 1899 et 1903 avec ce qu'ils ont été de 1919 à 1923. On peut en tirer une évaluation des progrès dus aux travaux de deuxième catégorie.

Le revenu brut annuel, ou valeur totale de la production, est évaluée comme suit, par périodes :

1899-1903	600 millions de piastres
1919-1923	1.300 —

production annuelle moyenne par tête d'habitant :

1899-1903	35 piastres
1919-1923	70 — (2)

L'accroissement de la population d'une période à l'autre a été

(1) Les chiffres que nous avons donnés plus haut dans le tableau d'ensemble sont supérieurs parce qu'ils sont ceux de 1925.

(2) Nous reviendrons à la fin de notre étude sur l'interprétation de ces chiffres.

de 20 0/0. Sur 700 millions de plus-value, 500 sont dus à l'accroissement de la productivité assuré par l'administration modernisée.

Sur 500 millions, 300 seraient le fait de l'équipement économique, travaux à bénéfice direct ou indirect. M. Pouyanne estime même qu'on peut évaluer à ce chiffre les rendements bruts dus aux travaux à bénéfices indirects. Cela représente annuellement 100 0/0 du prix des travaux : 273 millions pour les seuls travaux, 314 si l'on tient compte des dépenses afférentes au personnel (1).

Ces avantages considérables compensent amplement des dividendes modestes ou une rémunération exigüe du Capital et constituent le meilleur des plaidoyers en faveur des dépenses à engager ultérieurement.

II. — Travaux à bénéfices directs

Ce sont surtout des travaux d'irrigation, qui essentiels pour l'entretien de la principale culture indochinoise : celle du riz, ouvrent également à cette culture de nouvelles étendues. Le régime des eaux amène la distinction de deux groupes différents de travaux, ceux de la Cochinchine et ceux des autres pays de l'Union.

Le delta du Mékong, prodigieusement fertile, est à un niveau généralement inférieur à celui des plus hautes eaux des mers voisines. Des cordons naturels et des diguettes protègent ces terrains contre la submersion. Il n'est donc besoin que de drainage. Les canaux qui ont assuré cet écoulement des eaux de pluie ou d'inondation, ont permis la mise en valeur de terres en deça et au-delà de Bassac qui étaient autrefois couvertes de jones. En 40 ans (1886-1925), 1.200.000 hectares ont ainsi été cultivés assurant à l'exportation des riz d'Indochine un accroissement de 20.000 tonnes par an.

D'après les prix de ventes moyens des terres de cette catégorie, les 1.200.000 hectares représentent une valeur de 160 millions de piastres. Leur part dans l'exportation étant de 800.000 tonnes annuelles, correspond à un revenu net de 80 millions de piastres.

Le montant des travaux exécutés en vue de cette mise en culture est de 48 millions, soit environ 40 piastres par hectare. La plus-value en capital, par valorisation des terres est donc du triple de la dépense faite et le revenu annuel net dépasse 150 0/0 de cette dépense.

(1) M. Laurence ramène les chiffres actuels à l'équivalent de leur valeur en pouvoir d'achat de la période 1899-1903.

Il reste en Cochinchine 600.000 hectares qui pourront être valorisés dans les mêmes conditions, moyennant une dépense de 25 millions de piastres, et dans un délai de 20 ans environ.

Dans les autres régions les travaux sont plus divers et les prix de revient à l'hectare plus élevés.

Les terres à irriguer se trouvent soit dans le delta ou Fleuve Rouge, soit dans les deltas de la côte d'Annam, soit dans le bassin du Mékong au Cambodge et au Laos. Ce sont des plaines qui, sans être à forte dénivellation absolument parlant, présentent de plus grandes différences que celles de Cochinchine. Elles sont généralement au-dessus des niveaux d'étiage du fleuve correspondant, mais au-dessous du niveau des crues annuelles, ce dernier caractère nécessitant parfois l'établissement de digues (Fleuve Rouge). Les parties hautes de ces terres ne conservent pas les eaux de pluie en quantité suffisante, les parties basses reçoivent un excès d'eau, les terres intermédiaires obtiennent des résultats aléatoires suivant la chute des pluies de chaque année.

Il y a donc lieu tantôt de les protéger contre les crues, ce qui correspond à des travaux de bénéfice indirect — tantôt d'irriguer des parties peu arrosées, tantôt d'assécher les parties basses, ces deux derniers ordres de travaux étant à bénéfices directs.

Les travaux d'irrigation du Tonkin et du Nord-Annam ont été commencés depuis 1902, ceux du Thanh-Hoa remontent toutefois à 1919 seulement. Ils portent sur 84.000 hectares (Kep, Vinh-Yen, Thanh-Hoa), intéressant 67.000 hectares. A Sontay une usine de pompage doit puiser les eaux dans le Fleuve Rouge et les déverser dans les canaux d'irrigation. C'est une opération qui coûtera de 2 à 3 piastres par an et par hectare. Les travaux des autres Centres consistent en dérivations de rivières par barrages et distribution des eaux par gravité, leur prix de premier établissement est plus élevé, mais la distribution est moins chère : 1 piastre à 1 piastre et demie par hectare.

Voilà pour les frais annuels. Quant aux dépenses de premier établissement elles varient suivant l'importance des ouvrages de dérivation et le prix de la main-d'œuvre, soit, depuis 74 piastres à l'hectare jusqu'à 92 au Thanh-hoa; dans d'autres deltas elles pourront atteindre 175 piastres à l'hectare. Les travaux par pompage au Tonkin se font à des prix échelonnés entre 60 et 90 piastres. En Annam, ils pourront atteindre 140 piastres.

Les plus-values amenées par ces dépenses sont très élevées : pour

les récoltes sur terres cultivées antérieurement aux travaux, elles sont déjà de 50 % à travail égal.

La plus-value des ferrains irrigués à Keyr, au Vinh-Yen et au Thanh-Hoa a atteint 300 à 400 piastres par hectare. Quant à la plus-value annuelle du rendement elle est de 66 piastres par hectare à Keyr, soit 75 % des capitaux investis, et de 50 piastres à Vinh-Yen, soit 70 %.

Les moyennes seront indiquées par les chiffres suivants :

Les travaux exécutés et en cours portent sur.....	151.000 hectares
Ils coûteront	13.000.000 piastres
Ils provoqueront une plus-value annuelle de.....	7.500.000 —
Soit environ	60 % de la dépense
La plus-value des terres en capital sera de.....	45.000.000

Soit plus de trois fois la dépense faite.

III. — Travaux restant à faire

On évalue à 340 millions de piastres le montant des travaux les plus importants à exécuter suivant un programme qui s'échelonne-rait sur 12 années de 1927 à 1938.

Une tranche de 160 millions, vu la nécessité de poursuivre sans arrêt ni ralentissement les travaux commencés, comprendrait :

Chemins de fer 98.000.0000 :	
Tourane-Nhatrang	38.000.000 piastres
Tanap-Thakhek	15.000.000 —
Saïgon, Pnom-Penh, Battambang..	45.000.000 —
Hydraulique agricole : 53.500.000 :	
Tonkin	21.800.000 —
Annam	28.000.000 —
Cambodge	3.700.000 —
Ports maritimes : 8.500.000 :	
Tourane	3.000.000 —
Benthuy	4.500.000 —
Quinhon	1.000.000 —

Les autres travaux du programme, routes, canaux, achèvement de voies ferrées, navigation maritime, travaux d'hydraulique moins urgents, etc., pourront être exécutés sur les ressources actuelles du budget ou sur le disponible à créer. Leur total est de 180 millions qui sera réparti sur 12 années, à la moyenne de 15 millions par an.

Les plus-values à attendre de ce total de dépenses sont les suivantes :

Les travaux d'irrigation porteront sur 650.000 hectares de rizières dans toute l'Indochine (1) et permettront la mise en valeur de 360.000 hectares en Cochinchine, destinés également aux rizières. Les plus-values de rendement annuel seront de l'ordre de 60 millions de piastres.

Les bénéfices indirects correspondant à la production rizicole peuvent être évalués à 150 millions.

Pour ce qui est des cultures industrielles tropicales, caoutchouc, café et canne principalement, les variations des cours obligent à une certaine prudence d'évaluation. Nous prendrons donc les chiffres minima parmi ceux qu'avance M. Pouyanne. Le rendement de 1925, année de boom du caoutchouc, a été à Java de 1.800 florins à l'hectare; en 1924, il avait été de 900 florins. En tenant compte des perfectionnements de méthode, on peut bien admettre que le rapport à l'hectare en Indochine sera de 4 à 500 piastres à l'hectare. Les terrains à mettre en valeur pour ces cultures sont d'environ 800.000 hectares, dans un délai de 12 ans. Cela donnerait ainsi un chiffre de 400 millions de piastres qui, ajouté aux 150 millions relevés plus haut pour les rizières, ferait un total de 550 millions.

Ces 550 millions représentent la plus-value qui serait retirée à ce moment, des 340 millions de piastres dépensés par échelles sur 12 années.

Il apparaît donc que les travaux projetés ne sont pas moins intéressants que les travaux déjà exécutés. L'effort correspondant à demander aux contribuables indochinois serait de 0, 5 à 1 0/0 de leur revenu brut actuel.

Les méthodes européennes, et les vues de la civilisation capitaliste apparaissent donc comme favorables à la prospérité indigène. Les avantages matériels à retirer des dépenses sont hors de proportion avec la part du revenu, prélevé sur l'avoir indigène, en ce qui concerne les impôts. Quant à l'emploi des sommes provenant d'emprunts, on voit qu'il est très rémunérateur. Il n'y a donc pas lieu de discuter sur ce point des mérites respectifs de l'impôt et de l'emprunt, mais de recourir à l'un et à l'autre.

(1) Tonkin : 230.000 ha, plus 100 ha de terres basses à drainer par aménagement du Day.

Annam 220.

CHAPITRE II

Transports privés

I. — Long courriers

Des voies ferrées dont la construction a été assurée ou subventionnée par le Gouvernement général, rapprochons les divers modes de transport dus à l'activité privée.

Certaines de nos grandes Compagnies de Navigation assurent des transports pour l'Indochine. Il faut donc considérer une partie de leurs capitaux comme servant à la mise en valeur de notre Colonie. De ce nombre sont les Messageries Maritimes et les Chargeurs Réunis.

Les Messageries Maritimes, fondées en 1852, sont au capital de 75 millions, à quoi s'ajoutent 130 millions en obligations (dont une partie appréciable est remboursée, le solde devant être appelé au dernier tirage de 1946). De plus les Messageries se sont substituées pour l'exploitation postale les Services contractuels des Messageries Maritimes (1921) au capital de 60 millions avec une dette obligataire de 300 millions remboursable également par tirages avant 1946. Voilà donc un total de plus d'un demi-milliard pour l'équipement d'une flotte dont 12 navires d'un déplacement total de près de 180.000 tonnes fréquentent les eaux d'Indochine, ce sont les suivants (de 10.000 à 18.000 tonnes chacun de déplacement en charge normale) :

Noms des paquebots	Service
Amazone	Lignes d'Indochine vont jusqu'à Haïphong
Azay-le-Rideau	
Chili	
Compiègne	
Amboise	Lignes du Japon ne touchant qu'à Saïgon
André-Lebon	
Angers	
Angkor	
Chantilly	
Fontainebleau	
Paul-Lecat	
Porthos	

En 1923, les services postaux ont fait sur l'Indochine 7 voyages sur un total de 161, mais avec 115.000 miles parcourus sur 1 million 559.000 (1). En somme c'est près du dixième de l'activité de cette Compagnie qui est consacré à nos relations en Extrême-Orient sur notre seule colonie.

Les Chargeurs réunis, fondés en 1872, ont absorbé 100 millions de francs en capital-actions et en obligations 120 millions de francs et un million de livres (1922), c'est actuellement d'environ un tiers de milliard. Cette Compagnie a des agences à Saïgon, Haïphong et Tourane, mais nous n'avons point trouvé dans les annuaires les mêmes détails d'exploitation que pour la précédente, bien que leur puissance financière soit du même ordre de grandeur.

Le cabotage est assuré par les sociétés suivantes :

La Compagnie maritime indochinoise fondée en 1912 au capital d'un million.

La Compagnie indochinoise de Navigation a été fondée en 1923 au capital de 500.000 francs. Avec trois navires (Tonkin, Hanoï et Song-bo) et à l'aide d'une subvention, elle assure la ligne Haïphong-Hong-Kong et Canton.

La Société anonyme de chalandage et de remorquage de l'Indochine fondée en 1921 est actuellement au capital de 4 millions, a des ateliers et bassins de radoub, représente des Compagnies japonaises et assure par elle-même le service fluvial du Bas-Tonkin, le service d'Haïphong à Nan Diah et consacre 13 remorqueurs et 60 chalands à divers transports dans tout le Tonkin. Il est à noter que la cotation de ses actions est égale à trois fois leur nominal de 100 francs.

Au Tonkin, et dans l'Annam, il existe en outre une dizaine d'armateurs.

II. — Cabotage

Dans le Sud de l'Union, il faut noter surtout les Messageries fluviales de Cochinchine, vieille société fondée en 1881 au capital d'un million 1/2, porté successivement jusqu'à 2 millions 1/2 en actions de 100 francs (1916) (2).

Cette Société assure ses services contractuels dont la rémunération, libellée partiellement en francs, a donné lieu à diverses dif-

(1) Ajoutons 25 voyages sur la Chine et le Japon.

(2) Une augmentation de capital a eu lieu en janvier 1929.

ficultés d'exploitation et litiges avec le Gouvernement Général. Cependant, elle a pu se constituer de fortes réserves et prêter son concours à la fondation de diverses Sociétés indochinoises, jouant parfois le rôle d'Omnium. Elle doit d'ailleurs recevoir une indemnité pour compenser le tort qui lui a été fait par la rémunération insuffisante de ses services officiels. Bref, les actionnaires d'origine n'ont pas été trop mal récompensés : en 1927, l'action de 100 francs n'a jamais coté moins de 1.700 francs, ce qui représenterait une plus-value de 340 pour cent même la base-or des capitaux investis. (au total 8 millions 1/2 or pour 2 millions 1/2 investis) (1).

III. — Tramways et automobiles

En ce qui concerne les transports terrestres, il a été traité par ailleurs des chemins de fer. Restent les tramways et les transports automobiles (particulièrement importants dans un pays où l'indigène les préfère à la voie ferrée).

En 1901, le groupe Hersent (à qui l'on doit la construction du port de Rosario et de plusieurs ports marocains) fondait la Société foncière de l'Indochine, destinée à la mise en valeur des terrains déclassés de la citadelle de Hanoï. En 1904, cette Société absorba la Compagnie des Tramways de Hanoï qui avait été fondée en 1899 au capital de 2.750.000 francs. Pour ce faire, la Foncière porta simplement son capital de 1 million 1/2 à 2 millions 1/2 en actions de 500 francs. Elle figure également parmi les producteurs d'électricité, car elle assure l'éclairage du Gouvernement général. La longueur des lignes qu'elle exploite est légèrement supérieure à 23 kilomètres.

La Société des Transports Automobiles indochinois fondée en 1911, avec un capital légèrement inférieur à 500.000 francs, est la plus importante des entreprises de transports par autos, du Tonkin, où il y a un très grand nombre de petits propriétaires d'automobiles, ayant une capacité de transport de 5 à 200 personnes.

La Compagnie foncière de l'Indochine (distincte de la quasi-homonyme citée plus haut) a été fondée en 1921 au capital de 11

(1) Quelques grandes sociétés dont les titres sont négociés en France assurent également des services en Extrême Orient : Havraise péninsulaire, Est-asiatique danois, Navigation transocéanique, Société générale des Transports Maritimes à vapeur, etc.

millions 250.000 francs en 22.500 actions de 500 francs avec des objectifs divers. Notons surtout qu'elle a pour correspondant en France la Société indochinoise de Transport fondée en 1911 avec un très modeste capital de 180.000 francs avec les parts et les actions distribuées gratuitement elle représente actuellement une capitalisation de plus de 40 millions. Citons tout au moins cette entreprise pour une si brillante plus-value du capital.

La Compagnie française de Tramways de l'Indochine est une brillante réussite. Fondée en 1889 au capital de 300.000 francs, elle comporte aujourd'hui 8.000 actions de 500 francs, les unes de capital, les autres remboursées, et dites de jouissance. La dette obligataire un peu supérieure à 2 millions est amortie pour près des deux tiers. Les lignes en exploitation sont dans la région de Saïgon en direction Nord, et partiellement électrifiées. La plus-value du capital est appréciable, les actions cotant en moyenne plus de 7.000 francs pour un nominal de 500 francs sans parler des remboursements de capital ayant porté sur les $\frac{3}{8}$ des actions.

Ajoutons enfin à cette liste, divers organismes semi-officiels ou destinés à des études de voies ferrées.

La Compagnie des Chemins de fer garantis des colonies françaises, fondée en 1881, avec un capital un peu inférieur à 2 millions $\frac{1}{2}$ et un peu moins du double en obligations est concessionnaire de la ligne de Saïgon à Mytho d'une longueur de 71 km. Elle a rémunéré son capital à environ 6 0/0, ce qui correspond actuellement à un capital en partie déprécié si l'on tient compte de l'évolution des changes.

La Compagnie française des Tramways de Donaï fondée en 1910 au capital de 2 millions $\frac{1}{2}$ en actions de 500 francs a pour objet l'exploitation de tous réseaux en Asie, mais en fait a construit la ligne de la Bienhoa industrielle (entreprise forestière dont il sera parlé plus bas) qui va de la ligne Saïgon-Khanhoa au cours du Donaï par-dessus les rapides de Trian.

La Société d'Etudes ou Tramway de Bencat à Kratié a été fondée en 1913 au capital de 500.000 francs pour étudier un trace entre les deux localités précitées de la Cochinchine.

Le Syndicat d'Etudes des Chemins de fer du Sud de l'Indochine (au capital de 2 millions de francs) a été fondé en 1921 par un groupe apparenté à la Banque de Paris et des Pays-Bas pour étudier les lignes destinées à compléter le réseau du Sud de l'Indochine.

*
* *

Telles sont les diverses Sociétés de transport permettant les déplacements de la main-d'œuvre et des produits importés ou exportés, ainsi que l'affluence des touristes dont nous allons reparler.

Le capital investi par les sociétés de navigation non localisées, représente environ 150 millions-or (si l'on tient compte de la proportion de leur activité orientée vers l'Indochine). C'est un capital qui, malgré le marasme des frêts, s'est amplement conservé si l'on songe à la part de développement des flottes assuré par les bénéfices des bonnes années.

Pour le cabotage et la navigation fluviale, les sommes investies par les sociétés dont le capital est connu de quelque 9 millions, qui même en ramenant à la valeur-or leur capital actuel, ont dans l'ensemble vu tripler les sommes engagées.

Pour les tramways et voies ferrées d'intérêt local, et pour les transports automobiles, on peut évaluer un chiffre approchant de 35 millions les sommes investies. Malgré les résultats modestes obtenus par les chemins de fer (comme c'est très souvent le cas) on peut avancer que ce capital a également triplé, même sur la base de l'or.

Voilà donc pour les Transports de ce deuxième chapitre un ensemble d'environ 200 millions de francs-or, dont le placement a été heureux pour les prêteurs comme pour la colonie.

Voyons maintenant quelles ressources peut présenter le tourisme et comment le Gouvernement Général a cherché jusqu'à présent à assurer le développement par diverses subventions, en particulier celles accordées à l'industrie hôtelière.

CHAPITRE III

Tourisme et subventions à l'Industrie hôtelière

La Semaine du Tourisme colonial qui eut lieu à Bordeaux en 1920 a été le point de départ d'un effort nouveau pour l'organisation méthodique des ressources qu'offrent nos diverses possessions, et en particulier l'Indochine, sur laquelle on n'était pas parvenu jusque-là à diriger les courants touristiques qui passent par la Chine, Java ou l'Inde.

Notre grande colonie asiatique, dit M. Gourdon (page 3) est placée au croisement des deux plus grands courants internationaux du tourisme : le courant anglais qui par l'Egypte et l'Inde se dirige vers la Chine et le Japon, et le courant américain qui par la Chine et le Japon se dirige vers l'Inde et l'Europe. Elle est en même temps à proximité des courants secondaires, de plus en plus importants, qui ont pour escales principales les Philippines, Java et le Siam. C'est par dizaine de milliers que chaque année les voyageurs passent devant les côtes de l'Indochine. Est-il possible de les décider à faire escale dans notre colonie, à inclure l'Indochine dans leur programme de globe-trotter ? C'est là toute la question ?

Avant d'y répondre, énumérons rapidement ce que nous pouvons avoir à leur montrer, et nous verrons ensuite quel agencement du confort et des communications peut permettre de les attirer et de les garder.

On a beaucoup parlé d'une variété de paysages que ne possède point la Chine avec ses aspects d'effrayante immensité, mais pour le tourisme il faut des sites célèbres. Ils ne manquent point ici. C'est d'abord la baie d'Along, dans laquelle un archipel formé de milliers d'îlots aux formes variées émerge d'un espace de plus de 2.500 kilomètres carrés.

L'ensemble des ruines d'Angkor est devenu célèbre chez nous depuis l'apparition du livre de Loti, mais il reste peu connu à l'étranger. Et même, en France, bien peu de personnes connaissent les différences entre la cité d'Angkor-Tom, la plus ancienne, et Angkor-Wat, le dernier fleuron de cette prodigieuse floraison de pierre. » Ces divers monuments construits du IX^e au XII^e siècle,

découverts par des conquistadors espagnols, comme nous l'avons noté plus haut, retombèrent dans l'oubli jusqu'au milieu du XIX^e siècle où le voyageur français Mouhot le découvrit à nouveau. L'Ecole française d'Extrême-Orient, depuis que le traité de 1907 nous les a rendus, s'est attaché à leur déblaiement, à leur description et au déchiffrement des inscriptions. Une littérature déjà considérable est résultée de ces travaux.

Hué présente à elle seule un tableau de la civilisation annamite. Dans la ville même, c'est la citadelle de deux lieues et demie de tour où résident l'empereur et ses milliers de serviteurs, grande enceinte avec portes bastionnées et le voisinage de la Rivière des Parfums. A l'intérieur sont groupés les bâtiments officiels : ministères, musée, camp des lettrés, Pagode, Tour de Confucius, etc... Le Palais impérial se cache mystérieusement derrière une autre enceinte. Autour de la ville on trouve la célèbre Plaine des Tombeaux » que domine le formidable Ecran du Roi, formé de deux collines artificiellement réunies et qui défend la cité contre le vol des génies malfaisants. »

D'autres villes ont aussi leur charme ou leur intérêt : Saïgon aux édifices peut-être trop « flambants neufs », et dite bien vite la « Perle de l'Orient », offre du moins le spectacle d'une rare activité et son confort ; Cholon est une fourmilière de Célestes parmi les boutiques et les usines ; Pnom-Penh a son Palais royal, ses danses cambodgiennes et ses pagodes. Hanoï est encore plus riche en pagodes, et offre la tentation des échoppes de bijoutiers, bronziers, brodeurs, etc...

Ceux qui veulent trouver de la fraîcheur sans aller jusqu'en Europe ont un choix de stations : le Tam-Dao au Tonkin, le Cap Saint-Jacques en Cochinchine, Popok Vil au Cambodge. Le chemin de fer du Yunnan, ligne de montagne audacieuse, met les deux grands centres de Mong-Tsen et de Yunnan-Fou à deux et trois jours de Haïphong. Le principal Sanatorium est celui du haut-plateau Lang-bian, sur une vaste prairie naturelle entourée de forêts de sapins et de thuyas à 1.500 mètres d'altitude. La ville de Dalat a un avenir comparable à celui de Simla ou de Djarjeling.

Le chasseur de gros gibier peut trouver dans ce pays ses émotions et ses succès. M. Rondet Saint a noté que la chasse vaut à l'Afrique Orientale anglaise un mouvement d'affaires de 40 millions, dont le dixième passe dans le budget local (permis, transports, etc...). Le Mozambique est également entré dans cette voie. Des agences comme

Newland Tarlton de Londres et Boma-trading de Naïrobi organisent à forfait des expéditions cynégétiques.

La colonie avait consacré au 31 décembre 1924 la somme de 68 millions de piastres à la construction des immeubles de ses différents services. En 1925, 5 millions de piastres y furent ajoutés. Les dépenses d'entretien dépassent un million de piastres par an. En plus de cela, le Gouverneur général a donné son concours à l'édification d'hôtels. Voici d'ailleurs une vue d'ensemble des dispositions officiellement prises.

Nous indiquons que l'année 1920 avait été le point de départ d'un nouveau programme d'organisation touristique. L'arrêté du 31 octobre 1920 instituait à Dalat une *Direction des services de la station d'altitude de Lang-Bian et du tourisme dans le Sud-Annam*. Les 26 et 27 juillet 1923, ces dispositions étaient complétées par des précisions sur les pouvoirs du Commissaire délégué du Gouverneur général et par la création auprès du Gouverneur général d'un *Comité Central du tourisme*. Ce Comité comprend des Chefs d'administration locale ou de Services généraux, de directeurs de Services d'art ou d'instruction, des représentants de la presse, de l'industrie hôtelière, de la navigation.

Il donne ses avis sur les programmes de création d'hôtels, de protection des sites, de limitation de réserves de chasse, fixation de circuits touristiques, etc... A cet organisme s'ajoutent un office central et des Comités régionaux de tourisme.

Au point de vue du capital, des subventions ont été accordées. Un contrat a été signé à Hanoï le 30 janvier 1924 entre le Gouvernement général et M. de la Pommeraye, président de la *Société des Grands Hôtels indochinois* (1) mettant à la charge du Gouvernement général la construction de plusieurs hôtels dont l'exploitation sera confiée à ladite société. Ces hôtels sont d'abord les suivants qui devront avoir le nombre minimum suivant de chambres :

Pnom-penh	58
Angkor	40
Hué	40
Phantiet	12
Djiring	8

le tout pour une dépense prévue de 1.200.000 piastres.

Leur construction achevée sous la surveillance de la Société qui reçoit des indemnités de surveillance elle occupe les hôtels et les

(1) On trouvera à la bibliographie l'indication de ce texte publié.

meuble à ses frais jusqu'à concurrence de 400.000 piastres, puis en assure pendant 20 ans l'exploitation. Dès le début de sa gestion elle ne reçoit plus de subventions et paie au contraire un loyer qui s'élève progressivement de 2 à 6 0/0 des dépenses engagées.

D'autres hôtels ont été construits suivant diverses modalités. Le Lang-Bian Palace (38 chambres) a été construit par l'administration et il est géré par elle (1) — dépenses directes et diverses : plus de 4 millions de piastres.

Le Bokor Palace (23 chambres) et son annexe l'hôtel Beausite ont été construits sur les ressources du Cambodge à 1.000 mètres d'altitude (montagne d'Emeraude). Inauguration : février 1925.

L'administration a encore fait construire, ou commencera des hôtels de moindre importance à Kompong-Thom (Cambodge), Tuy-hoa, Quang-Ugai, Donghoï, Tourcham, Nhabrang (Annam). — En projet : Phantiet, Quinhon (Annam), Chapa, lacs Babé (Tonkin), Thakhek, Xieng-Khouang (Laos), etc...

Ces hôtels sont distincts des bungalows ou « maisons de passagers » qui avaient été édifiées avant l'exécution du programme ci-dessus.

On peut donc estimer à 5 ou 6 millions de piastres les dépenses engagées par l'administration, ou qui le seront incessamment pour l'aménagement d'hôtels confortables, sans parler de l'amélioration des routes d'accès.

Enfin, la Compagnie Française du Tourisme et l'Agence Economique de l'Indochine ont, de concert avec les Messageries Maritimes, organisé des voyages d'excursions. Le principal type est celui du voyage collectif de 3 à 6 personnes comportant la visite d'Angkor, Lang-Bian, Hué, Hanoï, la baie d'Along, etc..., plus un détour sur la région de Nape au Laos. La partie touristique de Saïgon à l'intérieur et retour est de 46 jours. Ce système a commencé de fonctionner en 1924, au prix de 40.000 francs en première. L'Agence Cook paraît disposée à aiguiller sur l'Indochine une partie des

(1) Nous n'avons point le détail des dépenses. Pouyanne (*loc. cit.*, p. 451) indique que le Gouverneur Sarraut a créé en 1918 une circonscription des travaux publics chargée de l'aménagement du Sanatorium et de ses voies d'accès, des crédits correspondants furent inscrits au budget.

« Grâce à ces ressources (qui ont atteint un million de piastres par an) un gros effort fut accompli de 1918 à 1921; il a comporté notamment :

« L'achèvement du Grand Hôtel et la construction de 5 pavillons annexes à 4 chambres chacun.

« La construction de pavillons indépendants pour la Cochinchine, les provinces de Soctrang, Long-Xuyen et Sadec; les municipalités de Saïgon et de Cholon...

« Enfin l'élargissement des routes coloniales assurant l'accès... etc... »

20.000 touristes américains qui passent chaque année par le Japon, la Chine et Java.

Le nombre des voyageurs qui visitent Angkor s'accroît d'une manière intéressante :

1919.....	196
1921.....	451
1922.....	493
1923.....	600

Le prix de la journée dans un bon hôtel est d'environ 12 piastres. On peut donc estimer la dépense faite par un touriste, déplacements compris à plus de 25 piastres par jour. Un séjour d'un mois laisse donc 750 piastres par voyageur « d'importations invisibles » à la colonie, soit 750.000 piastres par millier de touristes extrêmes-orientaux que l'on décidera à faire ce crochet (1). A ce rythme, les dépenses faites pour l'aménagement touristique seraient vite compensées, et il est permis d'espérer qu'il sera rapidement dépassé. Tel serait un des aboutissements les plus immédiats des dépenses de confort et de transport.

Nous avons vu la répercussion que peuvent avoir sur les terres cultivées les travaux publics. Avant de grouper les chiffres des divers chapitres, il convient de revenir sur les encouragements donnés aux diverses cultures alimentaires et industrielles.

(1) Nous pouvons donc avancer comme évaluation de rapport : 8 millions de recettes pour 50 millions d'investissement. Ce chiffre pourrait d'ailleurs rapidement quadrupler, car il est très modeste.

CHAPITRE IV

Rôle de l'administration

Les sommes dépensées à divers titres dans la colonie ont concouru à un but commun : la mise en valeur du sol, l'enrichissement du pays, l'augmentation de sa capacité de production et de la richesse des indigènes et des immigrants.

Toutefois, suivant la catégorie et l'urgence des travaux à exécuter, le numéraire ou les crédits ont été fournis par l'impôt, demandés à l'emprunt, réunis par l'action des banques et l'émission de titres à revenu fixe ou variable.

Nous diviserons ces ressources en deux grandes catégories : celles qui sont dues à l'action administrative — impôt et emprunt — ; celles qui ont été obtenues par l'initiative privée : émissions d'actions et d'obligations représentatives des biens de sociétés anonymes ou gagées sur leur avoir.

Avant de faire une évaluation des sommes dues à l'impôt et à l'emprunt, nous allons voir quels sont les lois et décrets qui régissent l'établissement des impôts par région ou pour l'ensemble du pays.

I. — Budget et Finances

Les Budgets indochinois ont présenté d'importantes différences suivant les provinces, jusqu'au moment (1899) où l'établissement d'un budget général de l'Indochine est venu les centraliser dans une forte proportion.

La **Cochinchine** constitua dès 1880 une personne morale dont le budget était voté par le Conseil Colonial et qui eût volontiers gardé sa complète autonomie, mais la conquête du Tonkin a eu pour conséquence de l'amener à prendre part aux dépenses générales.

En ce qui concerne l'**Annam** et le Tonkin, ils restent entièrement à la charge de la métropole jusqu'en 1887, époque à laquelle le protectorat Annam-Tonkin devient une personne morale. De 1887 à 1892 il y a eu une période de régime de transition, de subvention

partielle. Au cours de ces cinq années, les dépenses ont été de 264 millions (en dehors du déficit qui a été finalement comblé, les subventions de la métropole ont été de 102 millions et celles de la Cochinchine de 41 millions). A partir de 1892 la métropole pourvoit aux dépenses militaires ; soit une charge annuelle de 25 millions. La Cochinchine cesse de payer une subvention directement destinée à l'Annam-Tonkin. A partir de ce moment, l'Annam-Tonkin contracte de nombreuses dettes dont le total dépassa 40 millions en 1895. En 1896, le protectorat fut autorisé à un emprunt de 80 millions.

En 1898 (décret du 31 juillet) sont institués distinctement un budget général de l'Indochine (impôts indirects) et cinq budgets locaux (impôts directs). La personnalité civile « Protectorat Annam-Tonkin » disparaît, ainsi que le trésor particulier de la Cour de Hué. Pour sa première année, le budget général s'éleva à 17 millions 1/2 de piastres, tandis que celui de la Cochinchine revient de 14 millions de piastres en chiffres ronds, à 4 millions 1/2.

Enfin le décret du 20 octobre 1911 vient confirmer cette centralisation et ces subdivisions et établir l'organisation en vigueur aujourd'hui.

Ainsi, le régime fiscal de l'ensemble de notre possession, qui est d'une importance particulière, étant donné la densité de la population, et son montant supérieur à 100 millions de piastres, repose sur l'impôt indirect pour l'ensemble du pays et l'impôt direct pour chaque pays.

L'administration des douanes et régies unifiée par le décret du 6 octobre 1897 et régie par l'arrêté du Gouverneur général du 25 avril 1917 centralise les trois sortes de recettes suivantes :

1) *Produits des douanes* : droits à l'importation et à l'exportation, établis en francs, et perçus en piastres, au change ; taxes accessoires (uniformes dans l'ensemble du pays) de statistique, de transit, de plombage, etc...

2) *Contributions indirectes et régies* : l'opium (arrêté du 18 octobre 1921) venu de l'Inde, et transformé à Saïgon est vendu aux débitants. Il a donné en une année jusqu'à 20 millions de piastres. L'alcool, paie 3 francs par litre d'alcool pur pour les Européens et 1,20 par litre d'alcool pur fabriqué suivant les usages locaux (1). Il y a encore d'autres distinctions pour les alcools indiqués. Il y a également un monopole de sel, et des taxes de consommation sur

(1) Cf. SALAUN, p. 150 : Des indications sur les inconvénients des bouilleurs de cru.

les tabacs, huiles minérales, poudres et pétards, etc..., ainsi qu'une taxe à la sortie sur les riz et sur les produits miniers.

3) *Produits de l'Enregistrement et du timbre* : droits d'enregistrement des actes régis par la loi française, ou sur les actes indigènes, droits d'hypothèque, de greffe, taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc...

En ce qui concerne les impôts directs, ils présentent quelques variations légères suivant les pays, ils sont au nombre de 11 en Cochinchine, de 14 en Annam comme au Cambodge, de 8 au Laos, etc...

Nous donnons seulement pour fixer les idées, la liste des contributions pour la Cochinchine :

1) impôt foncier des centres, perçu dans les grosses agglomérations sur la propriété bâtie ou non bâtie,

2) impôt d'immatriculation des rizières (lesquelles sont réparties en trois catégories suivant leur rendement à l'hectare),

3) impôt foncier des cultures variées (4 catégories, depuis le poivrier jusqu'à l'indigo),

4) impôt personnel des indigènes, payable jusqu'à 60 ans, sauf exemption,

5) impôt des barques de rivière (suivant dimensions),

6) impôt des patentes (d'après profession et localité),

7) impôt personnel des asiatiques étrangers et assimilés (1) de 18 à 60 ans, exemption pour les chefs de corporation),

8) taxe de vérification des poids et mesures;

9) frais de poursuite,

10) taxe personnelle des Européens et assimilés (de 10 à 60 0/0 suivant le chiffre de revenu),

11) taxe de circulation sur les voitures automobiles.

II. — Sommes dues aux Impôts de diverses catégories

L'Atlas statistique de Brenier (Graphique 20 à 35) groupe commodément les chiffres relatifs aux divers budgets pour les années 1899 (date de l'établissement normal du budget) jusqu'à 1913. Nous y relevons les chiffres suivants de recettes effectuées :

(1) « L'élément chinois est de toutes les catégories de contribuables en Indochine, celle qui verse au trésor, avec l'élément français, la part proportionnelle la plus élevée de l'impôt direct. », Salaun, p. 137. — On trouvera au même passage les taux de leurs taxes d'immatriculation à partir de 10 piastres.

Budgets locaux

1) Cochinchine passe entre 1899 et 1913 de 4 millions 3/4 de piastres à 7 millions, soit pour ces 15 années un total approximatif en millions de piastres de	80
2) Tonkin passe de 4,6 à 8,2, soit un total de.....	85
3) Annam passe de 2 à 3,8, soit un total de.....	40
4) Laos de 789 à 920, total.....	12
5) Cambodge de 2,3 à 4, total.....	40
soit un total général approximatif de.....	257

Quant au budget général, sa progression a été la suivante, en milliers de piastres, pour les recettes réalisées :

Budget général

1899.....	19.600
1900.....	21.600
1901.....	23.900
1902.....	28.800
1903.....	31.500
1904.....	31.300
1905.....	29.900
1906.....	27.200
1907.....	33.800
1908.....	37.000
1909.....	37.500
1910.....	38.700
1911.....	41.800
1912.....	37.800
1913.....	40.600

Les budgets tant locaux que général ont donc fourni de 1899 à 1913 un total en chiffres ronds de près de 750 millions de piastres (733).

Voici maintenant les chiffres de recettes effectives depuis 1914. Nous les donnons d'après les publications officielles sur le budget. Il faut se rappeler que ces chiffres ne sont pas d'une exactitude absolue : C'est seulement au bout de 3 ou 4 années que les calculs peuvent être établis solidement à cause des retards dans le recouvrement (en 1.000 piastres) :

TONKIN

1914	9.733	1921	14.412
1915	9.728	1922	15.880
1916	9.450	1923	16.340
1917	9.430	1924	16.430
1918	10.541	1925	17.167
1919	12.347	1926	18.000
1920	12.155	1927	18.000

Nous arrivons donc pour le Tonkin à un total approximatif pour la période 1914-1927 de 190 millions de piastres.

COCHINCHINE (en 1.000 piastres)

1914	7.900	1921	13.100
1915	7.900	1922	13.700
1916	8.200	1923	12.500
1917	8.400	1924	14.100
1918	8.000	1925	14.000
1919	7.000	1926	14.000
1920	6.800	1927	14.000

Soit un total de 150 millions de piastres pour 1914-1927.

ANNAM

1914	4.340	1921	7.000
1915	4.500	1922	7.000
1916	4.600	1923	8.300
1917	4.700	1924	8.900
1918	5.000	1925	8.800
1919	5.700	1926	9.300
1920	5.800	1927	9.700

Soit un total de 94 millions de piastres.

CAMBODGE

1914	5.700	1921	7.000
1915	5.800	1922	8.000
1916	5.800	1923	8.000
1917	6.000	1924	8.700
1918	6.000	1925	10.000
1919	5.600	1926	10.700
1920	6.400	1927	11.000

Soit au total 105 millions de piastres.

LAOS (en 1.000 piastres)

1913	928	1921	2.506
1914	1.001	1922	2.634
1915	1.430	1923	2.308
1916	1.577	1924	2.847
1917	1.761	1925	2.888
1918	1.747	1926	3.300
1919	1.943	1927	3.370
1920	2.085		

Soit un total de 34 millions de piastres environ.

*
* *

Le budget général a donné lieu aux recouvrements suivants (chiffres approximatifs en 1.000 piastres).

1914	43.000	1921	61.000
1915	42.000	1922	70.000
1916	50.000	1923	67.000
1917	46.000	1924	77.000
1918	48.000	1925	75.000
1919	44.000	1926	75.000
1920	50.000	1927	79.000

Le Budget général a donc donné, pour sa part, de 1914 à 1927, une somme de 830 millions de piastres (1).

Avant 1914, les sommes recouvrées à divers titres avaient donc été de 750 millions de piastres. De 1914 à 1927 les divers budgets auront fournis un total approximatif de 1.400.000.000 de piastres. La somme de ces recettes ou prévisions dépasse donc 2 milliards de piastres, sans compter les Budgets communaux.

III. — Recours à l'Emprunt. — Ressources qu'il a fournies

Voici maintenant de rapides indications sur l'origine et le *montant des Emprunts* :

La construction du Chemin de fer de Phulangtuong à Langson suscita des difficultés financières qui provoquèrent le premier emprunt de la colonie. Notre Gouvernement, en effet, n'avait pas eu à liquider en Indochine un passé de dettes intérieures des Gouvernements indigènes comme le Gouvernement mikadonal le fit en recueillant la succession de la féodalité japonaise. Voici ce qui se passa pour ce premier emprunt. La loi du 10 février 1896 autorisa le Tonkin à contracter avec la garantie du Gouvernement de la République un emprunt de 80 millions, sur lesquels 43 étaient destinés à payer ses dettes et 37 étaient destinés à des travaux neufs (dont 20 millions pour l'extension du chemin de fer de Langson, le reste à des routes complétant le réseau au point de vue stratégique, au port de Haïphong, etc...).

Cette liquidation avait engagé les finances de la métropole d'une manière un peu imprévue. Par la suite des autorisations accordées en leur temps ne provoquèrent aucune surprise, et eurent l'avantage de permettre une réalisation accélérée des travaux d'intérêt général.

(1) Il a été prélevé des sommes importantes sur la « Caisse de réserve dans ces dernières années.

C'est ainsi que le 25 décembre 1898, une loi autorisa le Gouvernement général à contracter un emprunt de 200 millions dont le montant devait être exclusivement consacré à l'exécution d'un programme de chemins de fer. Bien que la métropole n'eut jamais donné sa garantie, la première tranche de 50 millions mise en souscription en 1898 fut couverte 36 fois.

La même loi de 1898 a autorisé le Gouvernement général à accorder une garantie d'intérêt de 3 millions par an pendant 75 ans pour la Compagnie concessionnaire du chemin de fer du Yunnan.

En 1902, le total des emprunts émis s'élevait seulement à 120 millions, et l'on avait prévu 6.243.000 francs d'amortissement, pour 150 millions, chiffre qui allait être obtenu. Ce service de la dette représentait seulement le sixième des dépenses du budget général (1).

Les sommes provenant de l'emprunt furent dépensées à raison de 10 à 15 millions. A l'épuisement des ressources qu'il avait procurées, un emprunt de 90 millions fut autorisé par la loi du 26 décembre 1912 pour assurer l'achèvement du programme de 1898 et d'une manière générale « pour être affecté à l'exécution de divers travaux d'utilité publique et d'intérêt général ».

Ensuite la loi du 20 juin 1921 autorisa un emprunt de 6 millions de piastres. Finalement, le décret du 8 octobre 1921 fixait le montant *brut* de l'emprunt à 6.180.000 piastres. Il fut émis 123.600 bons de 50 piastres au porteur remboursables par tirages trimestriels en 30 années, au maximum. Son montant a été affecté particulièrement aux travaux d'exécution du chemin de fer de Vinh-Dongha.

Au total, le montant des emprunts effectués jusqu'en 1921 était de :

1896	80.000.000
1898	200.000.000
1912	90.000.000
1921	78.000.000

En tout..... 448.000.000

En chiffres ronds, 450 millions de francs qui, grâce à la dépréciation du franc, ne coûtaient, en frais d'amortissement, qu'une somme de 2 millions 1/2 inscrite à un budget général d'un peu moins de 79 millions pour 1927. C'était une charge de 3,3, 0/0 en face d'une contribution de 12 millions de piastres, soit 15,6 0/0 aux dépenses de l'Etat. Aussi l'Administration n'envisageait-elle pas à

(1) J'emprunte les chiffres qui précèdent sur la dette à l'ouvrage de Salaun (p. 198-203).

cette date une réduction de ce chiffre, mais un nouvel appel au crédit public favorisé par la modicité du chiffre que nous venons de relever.

*
* *

On voit que la part des impôts et celle des emprunts ont été respectivement de 2 milliards 150 millions de piastres et de 450 millions de francs, soit en francs actuels (piastre à 13 francs) de 28 milliards et d'un demi-milliard environ (1). La disproportion de ces chiffres est presque inattendue et en tout cas curieuse à noter.

On verra plus loin que les sommes recueillies par l'initiative privée sont aussi relativement faibles par rapport au chiffre des impôts.

On trouvera par ailleurs des indications utiles sur l'emploi de ces diverses ressources. Dès à présent, il apparaît que l'impôt, quelle que soit sa modération par rapport à l'ensemble des revenus du pays est de beaucoup le plus grand pourvoyeur de numéraire pour l'entretien et la mise en valeur du pays. Qu'en conclure, sinon qu'il représente un instrument d'une puissance incomparable, dont il convient dès lors de surveiller le plus possible l'usage qui en est fait — en second lieu que l'appel à l'épargne fait par l'emprunt ou les sociétés anonymes, représente encore des chiffres très faibles, qu'il est très en retard si l'on veut et qu'il n'y a pas lieu, loin de là, de lui mettre des entraves. Quelle que soit la légitimité du contrôle de l'Etat et du Gouvernement général, un champ immense semble ouvert à l'initiative privée avant qu'on puisse lui reprocher de rivaliser avec le pouvoir administratif pour la répartition du capital dans les divers domaines de l'activité indochinoise.

(1) Même en tenant compte de la valeur des francs empruntés avant le désordre des changes on n'arrive pas à un total d'un milliard.

APPENDICE

La piastre et la réforme monétaire

La question monétaire exerce sur le mouvement des capitaux, dans un pays donné, une influence évidente. En Indo-Chine, cette question monétaire est déjà vieille de plus de trente ans ; sans cesse agitée, on n'aboutit jamais.

Partageant ce privilège avec la Chine et l'Abyssinie, l'Indo-Chine est un des derniers pays vivant sous le régime de l'étalon d'argent. Cette situation qui fut préjudiciable à la colonie avant la guerre, a pu présenter des avantages à certains moments pendant et après la guerre ; mais à l'heure actuelle elle semble très périlleuse par suite de l'instabilité et des tendances à la baisse du marché du métal-argent depuis l'abandon général du bimétalliste et l'adoption de l'étalon d'or.

La piastre est un lingot d'argent pesant 27 grammes au 900/1000°. Or, depuis longtemps il est établi que l'argent est une marchandise dont le prix dépend, comme toutes les marchandises, de deux éléments : la production et la demande. Ces deux facteurs sont instables (1) et cette instabilité des cours du métal-argent, exposant l'unité monétaire à de brusques variations préjudiciables à l'économie du pays, enlève à la monnaie le caractère essentiel que

(1) La production de l'argent est mal connue. Le marché de l'argent est à Londres ; ouvert tous les jours, quatre maisons de change le contrôlent et fixent le prix des transactions en comparant les positions acheteur et vendeur. Les statistiques anglaises et américaines offrent souvent d'importantes divergences. En 1925, la production mondiale a été de 230 millions d'onces, chiffre légèrement inférieur aux productions de 1923 et 1924, mais supérieur aux productions d'après-guerre. Les Etats-Unis et le Mexique sont les principaux producteurs ; la production du Canada a baissé de 45 % en douze ans. Cependant les perspectives de la production restant excellentes l'offre semble devoir rester importante. La demande est l'inconnue du problème. L'adoption de l'étalon d'or par toutes les nations européennes a considérablement diminué la demande monétaire. L'Inde qui absorbe à elle seule presque la moitié de la production mondiale a des besoins monétaires très faibles ; sa demande est presque exclusivement commerciale pour la transformation en bijoux ou la thésauroisation. En 1925 elle a acheté 3 fois plus d'or que d'argent et cette tendance est une grande menace suspendue sur le marché du métal-argent. La Chine a des besoins de même nature que ceux de l'Inde ; mais les échanges avec l'extérieur se font uniquement sur la base de règlements en argent ; elle absorbe donc de l'argent uniquement selon son commerce dont l'activité dépend de sa situation politique. On peut rappeler que seule l'opposition de certaines banques empêcha le dictateur Yuan-Shi-Ki en 1918 de mettre en vigueur le règlement établissant le régime de l'étalon or. (Le yuan équivaut à 0 gr. 07523 d'or fin.) Les perspectives de la demande étant ainsi incertaines, le marché du métal-argent ne peut présenter qu'une instabilité constituant un grave menace pour la piastre indo-chinoise.

doit présenter une bonne monnaie, c'est-à-dire le maximum de fixité.

Au début de notre installation en Indo-Chine, le bimétallisme prédominait encore ; l'introduction d'une monnaie d'argent ne présentait donc aucun danger. Mais dès 1873 l'Allemagne adopte le monométallisme-or et démonétise les anciennes monnaies d'argent. Puis la Belgique et la France suspendent la frappe libre de l'argent ; la diminution de la demande entraîne une baisse profonde du métal. En 1890, l'Amérique en adoptant le Sherman Act tente de sauver l'étalon d'argent et le cours du métal remonte brusquement. Mais en 1893 l'Inde suspend la frappe libre de la roupie ; en 1897 échoue la conférence monétaire réunie par les Américains ; le Japon adopte le monométallisme-or ; le Siam et les Philippines stabilisent leur monnaie. En 1902, le cours de l'argent s'affaissait à 21 d 4/16 l'once standard alors qu'il cotait 61 deniers en 1872. Les variations, souvent brusques, était de l'ordre de 50 0/0 en quelques mois, et la dépréciation était constante. La piastre indo-chinoise enregistrait ces fluctuations par rapport au franc et sa dépréciation constante avait une fâcheuse influence sur le développement économique du pays ; les risques courus par les capitalistes qui investissaient des capitaux dans la colonie étaient énormes, et la perte pouvait aller jusqu'à 50 0/0 du capital engagé (dans un espace de dix années, de 1891 à 1901, la valeur de la piastre tombait de 4 à 2 francs). On comprend le préjudice ainsi porté au progrès économique de la colonie, et, aux différentes étapes de crises coïncidant avec les brusques variations du métal argent, correspondent des efforts faits pour assurer la stabilisation de la piastre et la réforme monétaire. En 1878, un essai d'introduction de la pièce de 5 francs, à la place de la piastre, n'avait fait que favoriser l'agio sur l'argent et était resté infructueux.

En 1897, M. Doumer établissait un projet de réforme ; la piastre subsistait comme monnaie réelle intérieure, tarifée à 2,50, mais l'unité de compte devenait le franc-or ; l'importation des piastres étrangères était prohibée. Ces mesures étaient insuffisantes pour assurer la stabilisation ; devant les circonstances de l'époque (baisse de l'argent, état de la balance des comptes) on n'osa pas tenter l'expérience, malgré l'exemple donné par l'Inde (1) qui, elle, réussit

(1) La stabilisation de la roupie se fit en plusieurs étapes et fut la résultante de diverses mesures. En 1893, d'abord, dans le but de dissocier le cours de la roupie du cours de l'argent, la frappe libre de la roupie est suspendue ; le cours de la roupie est stabilisé à 16 pences la roupie, ou 15 roupies la livre sterling ; c'est un régime de sterling-exchange-standard qui s'établit ainsi. Mais en 1898, une loi permet la constitution d'une réserve d'or à Londres, en échange de laquelle le gouvernement

à stabiliser la roupie pendant une vingtaine d'années, jusqu'à ce que la hausse du métal argent lui ait fait perdre le caractère fiduciaire pour la laisser redevenir une marchandise devant suivre le cours du métal.

La possibilité d'assurer la stabilisation d'une monnaie d'argent par rapport à l'or, par la constitution d'une couverture métallique ou d'un fort crédit à Paris, résultait de l'exemple donné par l'Inde. Une commission interministérielle, avec M. Arnauné comme rapporteur, se réunit en 1902 et adopte un projet de réforme monétaire que la balance des comptes ne permet pas encore d'appliquer immédiatement. D'autre part, le Siam, les Philippines, adoptent à ce moment l'étalon d'or ; il s'ensuit une baisse profonde du métal-argent et la piastre descend à 1 fr. 92 ; c'est alors qu'on institue le régime du « vase clos » qui dure encore aujourd'hui : la frappe est suspendue, pour désolidariser le cours de la piastre de celui du métal argent autant que possible. Un décret de 1903 prohiba l'importation des piastres mexicaines, tandis que l'exportation en était facilitée par la levée du droit de sortie. Deux ans plus tard, un décret interdisait l'exportation de la piastre indochinoise ; la piastre américaine, à son tour, était démonétisée. Dès lors, il ne subsistait plus en Indo-Chine que la piastre française, monnaie autonome, et avec un peu d'audace, en constituant une réserve métallique suffisante, et en fixant à la piastre une valeur légale suffisamment élevée pour éviter les inconvénients d'une hausse du métal argent, on pouvait tenter la stabilisation (1). Un autre projet fixait le taux possible de conversion de la piastre à 2 fr. 75, mais à ce moment le cours de l'argent monte ; la réforme est ajournée. La commission de 1902 se réunit encore en 1907 et enfin en 1914 sous les auspices de M. Sarraut, alors gouverneur général. Selon l'exposé des motifs du budget général de l'Indo-Chine pour 1914, présenté par M. Van Vollenhoven, les variations du change portaient préjudice aussi bien aux finances publiques qu'à la masse des producteurs et commerçants. Les recettes et les dépenses étaient, en effet, établies en francs

de l'Inde fournit des roupies en billets dans la péninsule ; en 1900, ce stock d'or accumulé est mis à la disposition des habitants de l'Inde débiteurs de l'étranger, jusqu'à une certaine limite et au taux légal de 16 pence. C'est ainsi que s'établissent les gold-points d'entrée et de sortie, fixant le cours du change. Ce régime est celui du gold-exchange-standard qui tend à s'établir un peu partout de nos jours ; l'étalon d'or est adopté, mais limité aux échanges extérieurs, une monnaie partiellement ou totalement fiduciaire circulant seulement à l'intérieur du pays. D'aucuns trouvent ce régime supérieur à celui du gold-standard proprement dit, impliquant circulation d'or pour tous règlements internes ou externes.

(1) Voir dans ce sens un article de M. Nogaro paru dans la *Revue économique internationale* de juin 1909 : « La réforme monétaire dans l'Indo-Chine Française ».

et les fluctuations entraînaient souvent le déséquilibre du budget, sans parler de l'irritante question du traitement des fonctionnaires. Cette instabilité était également défavorable aux exportateurs contraints à tenir compte des prix mondiaux, l'Indo-Chine n'ayant pas le monopole des principaux produits qu'elle exporte. M. Sarraut annonçait que, grâce à un emprunt de 90 millions de francs autorisé, la stabilisation serait un fait accompli en 1916. La guerre empêcha l'exécution de ces projets et les études reprirent en 1920. Le comité du Commerce et de l'Industrie à Saïgon avait présenté un projet tendant à remplacer la piastre par une piastre-papier, stabilisée par rapport au franc français : le taux de 4 francs devait être atteint par paliers. Ce projet ne fut pas retenu, le taux de conversion paraissant trop bas et susceptible d'entraîner une hausse des prix ; de plus, la monnaie de papier devait gêner les habitudes de thésaurisation des populations. En août 1920, dans un rapport au gouverneur général, rédigé au nom de la commission monétaire indochinoise par M. Berrué à Saïgon, le principe d'une piastre métallique d'une valeur légale supérieure était admis ; la stabilisation devait se faire rapport à l'or ; une réserve d'or devait permettre la création d'une piastre-or, au change du dollar. Mais, à ce moment, le gouvernement général avait été obligé d'établir le cours forcé, en raison de l'impossibilité où avait été l'institut d'émission de faire frapper des piastres pendant les six années précédentes, par suite de la guerre (1).

Le facteur décisif qui empêcha la stabilisation de la piastre résidait surtout dans l'incertitude concernant l'unité monétaire métropolitaine. On a pu dire que l'Indochine pouvait se féliciter de n'avoir pas vu lier le sort de sa piastre au sort du franc pendant les malheurs de ce dernier, et que la hausse de la piastre, résultant de la hausse de l'argent, avait permis de traverser, sans en ressentir les effets, la hausse des prix mondiaux. L'importance des bénéfices de change ne permettait pas non plus de réaliser l'unanimité dans les projets de stabilisation. Il résulte d'une enquête menée par M. Gerville-Reache, pour la *Dépêche Coloniale* auprès de différentes personnalités coloniales, que cette unanimité est aujourd'hui faite. M. Octave Homberg, qui s'était fait un des premiers le champion de la stabilisation du franc, fixe en quelques formules nettes et précises les inconvénients de la situation actuelle et la nécessité de la réforme

(1) Pour une circulation fiduciaire de 69 millions et demi de piastres, l'encaisse métallique était tombée à 5 millions et demi. D'autre part, l'importance de la récolte de riz et des hauts prix, nécessitait d'importants moyens monétaires. Le cours forcé ne dura d'ailleurs que du 27 mars 1920 au 31 décembre 1921.

monétaire. Nous résumerons ici les principales. Le voisinage de la Chine n'est plus un argument suffisant pour maintenir dans la colonie l'étalon d'argent. En Chine subsiste le vieux système du troc à l'aide du lingot d'argent comme commune mesure, tandis qu'en Indo-Chine la monnaie circule, selon le régime du vase clos. Il n'y a donc pas de silver-points entre les deux pays. D'autre part, tous les autres voisins de l'Indochine avaient renoncé à l'étalon d'argent dès avant la guerre et solidarisé leur monnaie avec l'or (Siam, Indes, Indes Néerlandaises, Straits Settlements). Il est de l'intérêt des producteurs, des exportateurs, des planteurs et des capitalistes qui ont investi des francs en Indochine d'éviter les importantes fluctuations de la piastre, dont la valeur n'aurait plus à être fixée périodiquement par le gouvernement général, selon les variations du marché de l'argent, de la livre sterling (le marché de l'argent étant un marché anglais) et de la balance des comptes de la colonie. Il est nécessaire enfin d'assurer la sécurité des placements pour attirer les capitaux en Indochine, condition essentielle de sa mise en valeur, et de garantir l'épargne des indigènes; il ne faut pas que les souscripteurs à un emprunt émis en piastres risquent d'importantes dépréciations de leurs titres, selon les cours du métal argent. Ni le papier-monnaie, ni la monnaie d'argent ne peuvent constituer une bonne monnaie, parce que ce sont des monnaies nationales sans rapport fixe avec les autres monnaies, alors que l'étalon or internationalise la monnaie et assure une unité monétaire stable pour tous les échanges extérieurs. Il est donc nécessaire, pour le développement économique de l'Indochine, pour la sécurité des capitaux investis et pour intensifier le mouvement d'investissement des capitaux français en Indochine, d'internationaliser la monnaie indochinoise en la rattachant à l'or par l'adoption du Gold bullion standard. On pourrait stabiliser la piastre comme l'a fait M. Piétri, directeur des finances du protectorat marocain en 1917, qui réussit à stabiliser le hassani d'argent, existant dans la colonie, à l'aide du compte courant du trésor, qui joue d'ailleurs avec toutes nos autres colonies. Mais la situation spéciale de l'Indochine en Extrême-Orient, son éloignement de la métropole, le caractère de son commerce, rendent l'opération plus difficile. Nous adopterons les conclusions de M. le Colonel Bernard, président des messageries de Cochinchine :

« Nécessité d'une monnaie stable, que l'étalon-argent ne peut nous donner, on l'a bien vu depuis soixante ans et pendant la pé-

riode des dix-huit derniers mois, où le franc a été stabilisé de fait.

Nécessité d'une monnaie or, parce que, au point de vue de ses emprunts, il est nécessaire que l'Indochine obtienne des crédits pour poursuivre son programme de travaux.

Stabilisation de la piastre à un cours voisin de celui enregistré pendant la période que nous venons de traverser avec le franc stabilisé, sauf un faible écart, afin d'assurer la substitution d'une monnaie fiduciaire à la monnaie réelle.

Nécessité, enfin, de substituer à cette pièce riche, pesant 27 grammes au 900/1000^e, une piastre de module et de titre réduits, analogue à celle employée par les Américains aux Philippines ou par les Anglais aux Straits Settlements, de manière à être assuré que la valeur du jeton fiduciaire ne dépasse pas un jour la valeur de stabilisation qui aura été fixée. » (1)

Il semble d'ailleurs que la stabilisation de la piastre est sur le point d'être réglée, et la disparition de l'élément malsain de spéculation qui se glissait dans les affaires indochinoises ne pourra que contribuer à l'impulsion ainsi donnée à la mise en valeur du pays.

(1) La stabilisation de la piastre indo-chinoise (Enquête faite par M. Gerville-Reache, pour la *Dépêche coloniale*, page 14).

CONCLUSION

Dans le cours de cette étude, nous avons, autant que possible, visé à la précision, dans la mesure où il était possible de chiffrer des résultats. Nous avons dû laisser entièrement de côté certains problèmes comme celui des relations avec les pays voisins, effleurer seulement certains autres, comme celui du privilège de la Banque d'émission et celui de la main-d'œuvre. Nous avons exposé ce qu'il y avait à attendre d'un sol, comment s'opère une culture, quel est le développement d'une catégorie industrielle pour expliquer le recours au capital, le mode d'investissement, les résultats obtenus. Nous avons multiplié les chiffres d'une façon parfois aride, et nous avons essayé de les interpréter en fonction de l'amélioration de la colonie et de la rémunération du capital, de la rentabilité, mais surtout de la sauvegarde et de la plus-value; notion qui passe au premier plan dans les périodes d'instabilité, pour ne pas dire de révolution monétaire.

Pour les bienfaits des sommes recouvrées par voie d'impôt et investies en travaux publics, nous avons recouru à des documents officiels, plus qu'il s'en trouve, et nous résumerons sur ce point la méthode et les conclusions de M. Laurence.

Pour ce qui est du capital privé, nous proposerons ensuite notre interprétation fondée sur les faits rassemblés plus haut.

1

L'étude de M. Laurence, Chef du Service de la Statistique à la Direction des Affaires Economiques de l'Indochine (1925) se propose d'évaluer le développement économique de ce pays non par l'outillage et les travaux, mais par « l'accroissement de la valeur normale de la production annuelle ».

Comme étalon de la valeur, pour éliminer les variations du pouvoir d'achat des monnaies de papier et même d'or, il tient compte

des indices des prix de manière à avoir pour chaque période quinquennale une unité de *prix réel*, correspondant au pouvoir d'achat moyen des mêmes qualités des produits essentiels.

Quant à la production nationale, pour ne pas inventorier plusieurs fois le même produit sous des formes plus ou moins dénaturées (comme on ferait pour un minerai, puis pour le métal, puis pour les outils successivement obtenus), il identifie comme suit cette production.

Revenu du travail des habitants du pays,

Revenus des capitaux placés dans le pays,

Résultats des risques d'entreprise courus dans le pays.

Pour ces derniers chiffres, à défaut d'une connaissance totale des produits vendus ou consommés, il s'appuie sur les statistiques économiques :

du commerce extérieur;

de la navigation commerciale;

du trafic des voies ferrées;

des recettes budgétaires.

Voici maintenant l'évolution des principaux éléments influencés par la prospérité :

1° La population active (qui comprend 60 à 70 0/0 de la population totale) s'accroît de près de 1 0/0 par an, soit de 20 0/0 pour la période de 1901 à 1921.

2° Equipement économique — les prix des dépenses peuvent être ramenés à un étalon fixe simplement en les rapprochant de l'indice général des prix, auquel celui de la construction est à peu près parallèle.

On obtient les moyennes quinquennales suivantes (Tableau III de Laurence, p. 137) en milliers de piastres de dépenses totales annuelles pour travaux neufs :

Moyenne annuelle pour la période	
1899-1903	800
1904-1909	3.300
1909-1913	4.400
1914-1918	5.900
1919-1923	8.900

Correspondant à un total d'environ 250 millions de piastres.

Pour le commerce extérieur de 1899 à 1923, la progression est la suivante, en chiffres ramenés aux valeurs réelles en piastres de la

période 1899-1913. On ~~verra~~ ^{voit} que la valeur réelle des exportations s'est accrue de 77 0/0, celle des importations de 14 0/0. (1)

Moyenne de la période	En pourcentage	
	Importation	Exportation
1899-1903	100	100
1904-1908	108	116
1909-1913	103	147
1914-1918	84	142
1919-1923	114	177

Pour la navigation internationale, on trouve une progression de 160 0/0, supérieure à la valeur des exportations. Ce chiffre élevé est dû au développement des sorties de houille, produit lourd et relativement bon marché et à la forte proportion de navires (pétroliers, et navires à passagers) dont le tonnage est élevé pour un faible frêt.

Commerce extérieur. — L'absence de statistique sur le trafic des voies navigables oblige à tenir compte seulement du trafic ferroviaire.

Par kilomètre de ligne, il a crû en 15 ans :

de 67 % pour les marchandises,
de 33 % pour les voyageurs.

Charge fiscale. — En faisant abstraction du monopole des P.T.T., des bénéfices de change, des prélèvements sur le fonds de réserve et autres chiffres qui altéreraient les résultats, on observe qu'en 20 ans la charge fiscale réelle a crû de 58 0/0, selon le détail suivant :

Recettes fiscales par totalisation des budgets général et locaux, en pourcentage par rapport à la période 1899-1903.

Moyenne	Recettes normales réelles	
1899-1903	100	100
1904-1908	119	119
1909-1913	143	124
1914-1918	186	145
1919-1923	234	158

Arrivant à l'interprétation des chiffres, M. Laurence élimine la surface cultivée en rizières sujette, selon lui, à des écaris de plus de 50 0/0 d'avec la réalité d'après les chiffres officiels. (En Cochin-

(1) On trouvera le détail des chiffres d'exportation dans Laurence, pour le riz, p. 142 143, pour les produits-divers, au tableau VI et pages 144 à 147.

chine on peut noter cependant que la superficie en rizières soumises à l'impôt est passée de 1.200.000 hectares en 1900 à 1.900.000 en 1920, soit une augmentation de 60 0/0).

La consommation de paddy permet à M. Laurence de tenter par une autre voie une évaluation de l'enrichissement de l'Indochine au cours du quart de siècle 1909-1923.

En 1899-1903, la consommation annuelle de paddy a été (selon des chiffres rectifiés et raisonnés) de 44 milliers de quintaux valant 600 millions de piastres d'alors.

En 1919-1923, cette consommation a été en progression de moitié sur la période de base. Sa valeur est devenue de l'ordre de 900 millions de piastres de 1899-1903, équivalant à 1.300 millions de 1923.

On en déduit que la production annuelle moyenne *par tête d'habitant* a été :

en 1899-1903 de 35 piastres,
en 1919-1923 de 70 piastres, 45 de 1899-1903, soit par tête de producteur respectivement de 60 et 110 (équivalence 75). La charge fiscale rapportée au revenu est restée stable aux alentours de 1/17^e.

L'accroissement de la valeur réelle est de 300 millions de piastres de 1899-1903.

Les différents éléments entrent comme suit dans ce résultat :

	Piastres
1° Hausse de 8% sur le prix du riz correspond à.....	15.000.000
2° Accroissement de la population (600 millions × 20 %)....	120.000.000
3° La part des capitaux et du travail européens.....	20.000.000
4° Part de la main-d'œuvre indigène, égale au reliquat, soit.	150.000.000

Cet accroissement de valeur de la main-d'œuvre n'est pas dû à un effort personnel accru, mais à l'amélioration de son rendement par sa meilleure répartition, et par les effets de l'équipement économique.

On peut donc dire que l'équipement de l'Indochine, tel que l'ont compris les Français, a augmenté la valeur de la production annuelle de l'Indochine de 100 à 120 millions de piastres de 1899 à 1903, équivalant à 250 ou 300 millions de piastres de 1923. L'accroissement dû à cet équipement est de 50 0/0 de l'accroissement total.

D'où M. Laurence conclut ainsi (p. 160-161) :

« Les premiers travaux constitueront un placement exceptionnel des Fonds Publics... »

« Si par suite de difficultés financières momentanées... les sources fiscales à consacrer aux travaux publics devaient être réduites ou insuffisantes, et un ralentissement s'ensuivre de l'équipement économique du pays, l'intérêt général commanderait de parer à cette éventualité par un appel à l'emprunt. Quelque élevé que soit alors le taux d'intérêt exigé... la charge financière nouvelle serait encore de beaucoup dépassée par l'accroissement consécutif de la richesse nationale ».

Ces Conclusions concernent les dépenses publiques — de notre côté nous arrivons à démontrer que le succès des entreprises privées ne justifie pas moins l'appel à l'épargne au capital, par les sociétés anonymes de culture ou de transformation industrielle.

II

En effet, à propos de chaque ordre d'activité, de chaque spécialité économique, nous nous sommes efforcés de faire l'inventaire des sommes investies et le calcul des plus values.

Pour les *Banques* nous avons obtenu les chiffres suivants :

La Banque de l'Indochine, au capital nominal de 72 millions (non entièrement versés) représente aujourd'hui un capital supérieur à 2 milliards.

La Société Financière française et coloniale, dont le nominal majoré des primes d'émission indique un investissement inférieur à 92 millions, représente plus de 225 millions, et elle contrôle pour quelque 400 millions de sociétés anonymes.

La Société Financière des Caoutchoucs avait, au début de 1927, investi 100 millions, et en valait 400.

Le Sicaf a investi 12 millions, en représente plus du double et contrôle des affaires représentant 35 millions de capitaux.

Le Crédit Foncier d'Indochine avant l'augmentation qui a doublé son capital avait investi 65 millions, primes comprises et se capitalisait à 180 millions, compte tenu des parts.

Encore faudrait-il tenir compte des « portefeuilles » que se sont constitués les sociétés bien munies de réserves : Navigation d'Extrême-Orient, Messageries de Cochinchine, Distillerie, Etains du Tonkin, mais nous risquerions de faire figurer certains chiffres deux fois dans nos calculs.

En laissant de côté les dernières sociétés, nous constatons que les Banques ayant leur champ d'action en Indochine ont demandé un peu moins de 345 millions aux capitalistes et que leur activité a permis de donner à cet investissement une valeur boursière dépassant trois milliards.

Pour ce qui est des *transports*, nous mettons à part les chemins de fer qui ressortissent aux « Travaux Publics », nous nous trouvons en présence des Compagnies de Navigation au long cours et de celles qui pratiquent le cabotage et les transports fluviaux. — Pour le service interocéanique, on peut évaluer à 150 millions la proportion des capitaux des grandes sociétés travaillant sur cette région de l'Extrême-Orient, avec une moins forte plus-value de capital, étant donné la faiblesse du marché des frêts, due aux constructions excessives de l'après-guerre. Pour le cabotage et les fleuves, quelque 12 millions engagés ont été triplés, même en valeur-or. Les compagnies de tramways et de transports automobiles donnent une plus-value nominale dépassant chez plusieurs le rapport de 1 à 10, et en valeur-or, donnant ainsi en moyenne un capital quadruplé pour un investissement de 32 à 35 millions.

Pour les *Caoutchoucs* un investissement de 300 millions a pu être largement rémunéré et être plus que triplé en valeur-or. Dans quelques années les programmes actuellement en cours auront amené un appel total de capitaux de 600 millions, supérieur à celui des Indes néerlandaises, évaluée pour le même ordre d'exploitation à 480 millions.

Les autres cultures ou exploitations forestières ont absorbé environ 100 millions et le capital a été environ doublé.

Dans l'industrie et le commerce, 800 millions investis ont donné (en ramenant les plus-values apparentes à une monnaie de valeur égale) un capital majoré représentant trois milliards.

Les mines diverses (charbons, minerais, etc...) absorbent 200 millions et donnent un capital apparent de 2 milliards 840 millions. — Ces deux derniers chapitres nous conduisent donc à un total de 1 milliard devenant 5 milliards 800 millions. En tenant compte de la faible proportion de capitaux-or engagés, c'est une somme de 1.200 millions qui a encore quadruplé.

Banques, transports privés, plantations, industries, mines et commerces, ont donc absorbé environ 2 milliards en monnaie actuelle et représentent approximativement 8 milliards $1/2$ pour les sociétés anonymes, même en tenant compte des sociétés qui n'ont pas réussi.

Le calcul donne des résultats comparables dans l'ensemble à ceux qui ont été obtenus par les sociétés hollandaises pour lesquelles les calculs seraient plus faciles étant donné la stabilité du florin..

Nous nous sommes donc abstenus de mettre en relief les plus values frappantes de certains charbonnages ou de certaines caoutchoutières qui montrent ce qu'a pu donner ou ce que pourra permettre la bonne fortune des « inventeurs » de gisements et des concessionnaires énergiques au défrichement. Nous avons voulu simplement calculer la plus-value d'ensemble et nous avons observé en somme un triplement du capital-or en moyenne, sans préjudice pour une bonne rémunération annuelle sous forme de dividende (1).

En ce qui concerne les impôts et les travaux publics, nous renvoyons aux calculs de M. Leurence, minutieusement établis, et nous empruntons ses Conclusions parce que ce sont les plus modérées : « Le capital investi dans les travaux publics rapporte à la collectivité coloniale 50 0/0 de son montant, et plus, si l'on tient compte de la dépréciation de l'or. » — Retenons ce chiffre en ce qu'il justifie les impôts destinés en plus forte proportion qu'en Europe aux travaux d'équipement et d'organisation : il n'y a pas là-bas de dettes de guerre, de charges ancestrales à supporter.

Nous avons voulu surtout montrer le rôle du capital privé, sans pour cela négliger de citer les chiffres des impôts, et le demi-milliard d'emprunt autorisé jusqu'à présent.

La nature de ce travail nous interdisant toute vue polémique qui serait hors de propos ici, nous avons pu observer en toute liberté d'esprit que le rôle du capital est bienfaisant pour la production et qu'il permet de sauvegarder l'épargne métropolitaine, de la faire fructifier même. L'ouvrier agricole ou minier est-il plus heureux sous un régime à tendance de concentration capitaliste que sous la gestion antérieure à la conquête ? — Cela c'est un aspect trop général du problème colonial pour que nous puissions y répondre autrement qu'en supposant : à richesse supérieure, à production supérieure doivent correspondre une alimentation, un habitat meilleur.

On a montré fréquemment aussi ce que la métropole pouvait attendre de la production coloniale pour son approvisionnement et pour son équilibre financier. Bornant notre dessein à une question

(1) La faveur qui s'attache aux valeurs indochinoises fait que leur « taux de capitalisation » est généralement bas.

plus limitée, nous avons indiqué et calculé l'action du capital sur la colonie, et la récompense rendue au capital par la colonie. Là aussi il y a eu aide à la terre conquise contre sauvegarde du capital confié. Le résultat est harmonieux, satisfaisant pour la raison et pour l'économie. Nous attendons avec confiance qu'après l'expérience algérienne, les résultats des Indes néerlandaises, du Congo belge et de notre belle Indochine constituent le plus beau plaidoyer qui soit en faveur de la colonisation.

Vu

Le Président :

Le Doyen :

B. NOGARO.

H. BERTHELEMY.

Paris, le 24 Janvier 1929

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris :

POUR LE RECTEUR,

MAURELLET.

BIBLIOGRAPHIE

Etudes générales

- CULTRU. — Histoire de la Cochinchine française des origines à 1883.
- BUSSIER et BRENIER. — L'Indochine française, Colin, 1911.
- BRENIER. — Essai d'Atlas statistique de l'Indochine française, Hanoï, Impr. d'Extrême-Orient, 1914.
- CAILLARD. — Notre domaine colonial, VIII, l'Indochine, Paris, Editions. Notre domaine colonial, 1926.
- L'Illustration économique et financière*, numéro spécial, 2 janvier 1926.
- L'Indochine*, numéro spécial de la Vie Technique, décembre 1922 (sur-tout agricole et industriel).
- Congrès d'agriculture coloniale*, 21-25 mai 1918. Compte rendu des travaux publics sous la direction de M. J. Chailley, 4 vol. in-8°, Paris, Challamel, 1918.
- DESFEUILLES (P.). — L'Indo-Chine, Ed. Roger 1927 (excellente monographie).
- DEVRAIGNE. — Ministère des Colonies. Office colonial. L'Indochine économique, Melun. Imp. administrative, 1917.
- FERDINAND-LOP. — L'Indochine. Aperçu économique, Paris, La Vie universitaire, 1923.
- LEMIER (Ch.). — Le Laos annamite. Paris, Challamel, 1894.
- Cochinchine et Royaume du Cambodge, *ibid.* 1887.
- Les Cinq Pays de l'Indochine française, Paris 1900.

Problème des Capitaux pour les Colonies

- RESTANY (P.). — Le problème des capitaux dans les Colonies françaises, Paris, Dalloz, 1924.
- LEGRAND (R.). — Le Problème des Capitaux aux Colonies (XI^e Congrès d'Agriculture), Paris 1923.
- BALDY (E.). — Les Banques d'affaires en France depuis 1900. Librairie gén. de Droit et de Jurisprudence, 1922.

Législation

- GIRAULT (A.). — Principes de colonisation et de législation coloniale. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 4^e éd., 1922, 4 vol.
- Deuxième partie. Les Colonies françaises depuis 1815. I. (Nombreuses indications bibliographiques).
- Gouvernement général de l'Indochine*. Recueil général périodique des Actes législatifs et réglementaires applicables en Indochine. Hanoï, 9 vol., dernier Tome 1924.
- CASANOVA (A. de). — Recueil général des actes relatifs à l'organisation et à la réglementation de l'Indochine jusqu'au 29 janvier 1919, 3 vol.
- LIEU (H.-M.). — Recueil des actes relatifs aux adjudications et marchés, Hanoï, Imprim. Ngo-Tu-Ha, 1924.
- Journal Officiel de l'Indochine française*, paraît deux fois par semaine. Origine 1888

Main-d'œuvre

- O. HOMBERG. — Rapport au Gouverneur général sur l'organisation et le recrutement de la main-d'œuvre agricole en Indochine. — Bull. des Planteurs de Caoutchouc, 8 juin 1927.
- GUYOT. — Le Problème de la main-d'œuvre dans les Colonies d'exploitation (Côte est de Sumatra), 1910. Paris, Pédone.
- IMBART DE LA TOUR, DORVANT, LECOMTE. — Régime de la propriété. — Régime de la main-d'œuvre. — L'agriculture aux Colonies 1900-1901, Paris, Challamel.
- LAFARGUE. — L'immigration chinoise en Indochine (Thèse Bordeaux), Paris, Joue, 1909.
- MOUNET. — La législation du travail dans les Colonies françaises. Thèse Paris, 1925.
- NGUYEN-VAN-NGHI. — Etude économique sur la Cochinchine et l'infiltration chinoise. Thèse Montpellier, 1920.
- ROUGÉ. — Des conditions auxquelles sont soumises l'émigration et l'immigration des travailleurs dans les Colonies françaises et étrangères. — Thèse Poitiers, 1900.
- HENRI (Yves). — La main-d'œuvre agricole en Indomalaisie. B. Econ., 1927.

Question monétaire

- La Réforme du système monétaire indochinois.* — Rapport présenté au nom du Comité du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, de l'Indochine, par le Colonel Bernard, Paris, Dubois et Bauer, 1920.
- MARCEL DETIEUX. — La question monétaire en Indochine. Thèse Paris, 1907.
- Commission monétaire indochinoise.* — Rapport au Gouverneur général. Hanoï. Impr. d'Extrême-Orient, 1920.
- ADAM (J.-H.). — L'argent-métal et la question monétaire indochinoise, Paris, La Vie Universitaire, 1922.
- NOGARO. — Le problème monétaire en Indochine. Rev. Econ. internationale, avril 1922.
- Les dernières expériences monétaires et la théorie de la dépréciation (même revue, septembre 1908).

Banques Coloniales

- RENAUD. — Les Banques coloniales. Poitiers, 1899.
- DENIZET (C.-F.). — Essai sur les Banques Coloniales. Pedone, 1899.
- VALLY (R.). — Les Banques Coloniales françaises d'émission. Un point de vue historique et critique. Picart, 1924.
- GOUMAIN-COURNILLE (A.). — Les Banques Coloniales. Paris, Larose, 1903. (v. p. 230-270 une étude sur les banques coloniales étrangères).
- MINGOT (R.). — La question des Banques coloniales. Angers, 1912.
- BUAN (L.). — Les Banques coloniales. Rennes, 1908.
- SASIAS (E.). — Aperçu sur la situation des Banques coloniales. Paris, 1911.
- BAUDOIN (H.). — La Banque de l'Indochine. Paris, Pedone, 1903.

SOLTAU (Otto). — Die französischen Kolonialbanken, Strassburg Trübner, 1907.

(Staatswissen schaftl. Semin at Heft, XXIII) (v. sa bibliogr. pour articles de revues, p. ex.).

QUALID (W.). — Le Privilège de la Banque de l'Indochine, Paris, Giard, 1923.

La Propriété et le Crédit

ANBON. — Le régime foncier aux colonies, 1904.

BOUDILLON. — Le régime de la propriété foncière en Indochine, 1915.

BOUDARIE. — Le Crédit, l'assurance et la Mutualité en matière de colonisation, 1903.

BRUEL. — Du régime des aliénations domaniales en Indochine. Thèse, 1920.

LEJEUNE. — Le régime de la propriété foncière et droit annamite. Thèse, Paris, 1904.

GIL (Maurice). — Le régime juridique et économique de la propriété foncière en Indochine (Thèse). Toulouse, frères Douladoure, 1926.

MATHIEU (E.). — Le prêt usuraire et le Crédit agricole en Cochinchine. Recueil Sirey, 1912 (avec bibliographie).

Impôts

BAFFELEUF (Antoine). — Les Impôts en Annam. — P. Giard, 1910), (suivi d'une bibliographie).

GIRAULT. — Principes de colonisation. Deuxième partie. Tome I, 4^e édit., p. 726 et 755, S. 19.

GRECARD (J.). — Etude sur l'organisation budgétaire de l'Indochine française, 1904.

SALAUN (L.). — L'Indochine. P. Impr. Nationale, 1903 (chap. V, VI, VII).

Riz et cultures alimentaires

CARLE (E.). — Etude générale des riz de Cochinchine. Publication du Gouvernement de la Cochinchine. Saïgon, 2 fasc. 1924-1925.

JUMELLE (H.). — Les cultures coloniales. Paris, J.-B. Baillière. — I. Plantes alimentaires et médicinales, 1915. — II. Plantes industrielles, 1916 (avec bibliographie).

CAUSSIN. — Rapport sur une Mission en Birmanie. Saïgon, Portail, 1921 (très précis, suivi d'une bibliographie d'ouvrages anglais).

Gouvernement Général de l'Indochine. — Publication de l'Agence Economique. Le riz et le maïs en Cochinchine. Rapports présentés au Conseil supérieur des Colonies, Section des plantes alimentaires, Paris 1922.

SMOLSKI (Th.). — Etude sur la production, le commerce et la consommation du riz dans le monde. B. Econ. 1925.

COPELAND (E.-B.). — Rice. London, Macmillan, 1924.

Monographie générale sur le Riz en Indochine, v. p. 257-264.

COLLECTION HOMBERG. — Le Riz, 1925.

Autres cultures et Textiles

HENRY (Yves). — Agriculture coloniale. Plantes à fibre. Colin, 1924.

La Production Cotonnière dans les Colonies françaises. Supplément au Bull. de l'Association Cotonnière coloniale, Paris. Assoc. Cotonnière Coloniale, 4, rue de la Paix. 1924. Indochine, p. 55-62.

Congrès d'Agriculture Coloniale (de mai 1918). — Comptes rendus des travaux. Paris, Challamel, s. d. Tome III, p. 477-537, sur les diverses colonies).

CARDOT. — Le coton en Indochine et les besoins de l'industrie cotonnière française. Agence Econ., Indoch., 1925.

Sur le Coton au Cambodge, études de Sampson dans le B. Econ., 1921 et de Magen, 1922.

Collection Homberg : monographies de la Dépêche Coloniale. Le Thé. Le Sucre. Le Café.

GUILLAUME. — Rapport sur le cocotier et Indochine. B. Econ., 1924, p. 137 et 269.

Les Sols et le climat de la Cochinchine au regard de la culture de la canne à sucre. Public. de l'A. E. de l'Indochine, fasc. XV, 1927.

Caoutchouc

HAUTEFEUILLE. — Table des matières du Bull. écon. de l'Indochine, 1898-1922, v. au mot *caoutchouc*.

Depuis 1911 :

Annales des Planteurs de Caoutchouc de l'Indochine, suivi de :
Bulletin du Syndicat des Planteurs de Caoutchouc, etc.

SPIRE. — Le Caoutchouc en Indochine. Challamel, 1906 (c. et s.).

LAFORGE (R. G. H. de). — L'industrie extractive du caoutchouc et la culture de l'arbre gommifère (s. c.) 1911.

Annuaire du Syndicat des Planteurs de Caoutchouc de l'Indochine. Siège, 21, rue Chasseloup-Laubat, Saïgon (v. en particulier 1926).

CARTON (P.). — Le Caoutchouc en Indochine (étude très complète). B. Economique, 1924, p. 349-456.

Science et Industrie. — 15 mars 1924.

(Statistiques et descriptions de machines par Jacobs d'après son livre : L'industrie du caoutchouc, Béranger, éd.

CREMAZY. — L'hévéaculture en Indochine. Revue du Pacifique, 15 juillet 1927.

MAURETTE (F.). — Le caoutchouc, étude de géographie économique (av. Bibliogr.). Annales de Géographie, 15 sept. 1924 (p. 409-429).

GIRARD (E.). — Académie des Sciences Coloniales. Extrait des Comptes rendus du Tome II. Les Plantations d'Hévéas en Cochinchine. Challamel, 1924.

(Il existe de nombreuses études de ce réputé spécialiste).

Collection Octave HOMBERG. Monographies de la Dépêche coloniale. Le Caoutchouc (1925), Paris, 19, rue Saint-Georges.

CHEVALIER (Aug.). — La production du caoutchouc dans le monde. Revue scientif., 1924.

FONTAINE (Léonard). — Le Caoutchouc dans les Colonies françaises. Rapport au Comité National des Conseillers de Commerce extérieur de la France, 1925.

Les Annales Coloniales. — N° spécial sur la VII^e exposition internationale du Caoutchouc. Revue générale du Caoutchouc, numéro spécial sur la 7^e exposition internationale du Caoutchouc.

Le Livre d'Or de l'Industrie du caoutchouc, édité par la même Revue, 18, rue Duphot, Janvier 1927.

Réglementation minière

LAFEALETTE (A. de). — La réglementation minière en Indochine. Thèse Librairie du Recueil Sirey, 1921.

(Renferme une bibliographie et d'importants documents reproduits en appendice).

LAME-FLEURY. — Rapport au Ministre de la Marine et des Colonies au nom de la Commission des Mines de l'Annam et du Tonkin, 5 déc. 1884.

PAULIN (H.). — Le régime minier des Colonies françaises. Larose, 1920.

VALROGER (P. de). — Etude sur la législation des mines dans les Colonies françaises. Larose, 1899.

Recueil des documents officiels relatifs à la réglementation minière de l'Indochine. Hanoï. Imprimerie d'Extrême-Orient, 1921.

(L'exemplaire de l'Agence Economique de l'Indochine, H. III 20, renferme une table manuscrite complémentaire pour les années 1913 à 1927).

Mines

Mouvement de la Statistique minière au Tonkin. Situation au 30 janvier 1900. B. Econ., 1900, p. 499.

MONOD. — Notice sur les gisements de charbon en Indochine. Bull. Econ., 1903, p. 1.

LANTENOIS. — Situation minière en 1903-1904. B. Econ., 1904, p. 953.

Production minière du Tonkin. — B. Econ., 1909, p. 375.

GOUBIER. — Production et exportation des minerais en 1909. B. Econ., 1910, p. 252.

Le nouveau régime minier en Indochine. — B. Econ., 1912, p. 437-453.

L'industrie minière en Indochine en 1911. Ibid., p. 615.

L'industrie minière en Indochine en 1925. Rapport du Service des Mines.

B. Econ., 1926, p. 651-690. (Existe aussi en brochure distincte).

Annuaire économique de l'Indochine. I. Tonkin et Nord-Annam, 1925.

Hanoï. Imprim. d'Extrême-Orient, 1926.

Tourisme

Bulletin des Amis du vieux Hué (depuis 1913).

GOURDON (Henri). — Le Tourisme en Indochine (Extrait de Colonies et Marine). Agence Econ. de l'Indochine, 1920.

BERNANOSE (M.). — Les arts décoratifs au Tonkin. Laurens, 1922.

L'illustration économique, n° spécial, p. 95.

La Vie Technique, n° spécial, p. 131.

Le Tourisme en Indochine. Supplément illustré du Courrier colonial, 1^{er} juin 1925.

Contrat entre le Gouvernement Général de l'Indochine et la Société des Grands Hôtels indochinois. Saïgon, Impr. Portail, 1924. (Agence Econ., I, III, 9).

POUYANNE. — Les Travaux publics (op. cit.).

Guides Madrolle. (Hachette, éd. sur le Tonkin), par Bonnafont, le Yunnan par G. Cordier, Angkor par Comaille.

Extrême-Asie. — Revue de Tourisme.

LOTI. — Un pèlerin d'Angkor. Paris, C. Lévy, s. d.

DORGELES. — Sur la route mandarine. Paris, Renaissance du Livre, 1925.

WERTH (Léon). — Cochinchine. Crès, 1926.

EBERHARDT. — L'Annam. Challamel.

BOISSIÈRE (J.). — L'Indochine avec les Français. Paris, Michaud, s. d.

LYAUTEY. — Lettres du Tonkin et de Madagascar, 1894-1899. Paris, Colin, 2^e éd., 1921.

Industrie et Commerce

L'Industrie Colonniale au Tonkin. B. Econ., 1901, p. 72.

Les Industries au Tonkin en 1907. B. Econ., 1908, p. 243 (tableau).

CREVOST (Ch.). — Considérations sommaires sur les industries indigènes au Tonkin. B. Econ., 1909, p. 298-327.

Annuaire du Tonkin, 1925. Hanoï. Impr. d'Extrême-Orient.

Annuaire financier France. — Extrême-Orient, 1928-1929. Ernest Martin, 16, rue Drouot, Paris.

Annuaire des Entreprises Coloniales, 1926. — Paris, 17, rue d'Anjou.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION : Conditions géographiques, politiques et sociales..	9
1. Historique. La conquête	9
2. Conditions naturelles : terrains, pluies, hydro- graphie	13
3. Organisation administrative	18
4. La main-d'œuvre	28
PREMIERE PARTIE : Les Banques et le Crédit.....	35
CHAPITRE I : Les Banques des vieilles colonies.....	37
CHAPITRE II : La Banque de l'Indochine.....	42
CHAPITRE III : Les Banques d'affaires.....	49
1. Les Banques d'affaires en général.....	49
2. Les Banques d'affaires et omniums spéciaux à l'Indochine	52
CHAPITRE IV : Le Crédit aux petits emprunteurs.....	58
APPENDICE : La question de la Bourse de Saïgon.....	65
DEUXIEME PARTIE : Les résultats de la mise en valeur.....	67
CHAPITRE I : Les Concessions	69
1. Le régime des concessions à Java et à Ceylan..	70
2. Le régime des concessions en Indochine.....	73
CHAPITRE II : Les Cultures. Le caoutchouc.....	81
CHAPITRE III : Cultures diverses	91
1. Le riz	91
2. Le coton	94
3. Café, thé, sucre	96
4. Le cocotier	99
CHAPITRE IV : Les Industries de transformation et les Entrepri- ses commerciales	102
1. Industries de transformation	103
2. Entreprises commerciales	114
CHAPITRE V : Les Mines	118
1. La législation minière	118
2. Exploitation minière : combustibles et minerais.	123

TROISIEME PARTIE : Destination des dépenses publiques	139
CHAPITRE I : Travaux publics	141
1. Travaux à bénéfice indirect	142
2. Travaux à bénéfice direct.....	147
3. Travaux restant à faire.....	149
CHAPITRE II : Transports privés	151
1. Long courriers	151
2. Cabotage	152
3. Tramways et automobiles	153
CHAPITRE III : Tourisme et subventions à l'industrie hôtelière..	156
CHAPITRE IV : Rôle de l'administration	161
1. Budget et finances	161
2. Sommes dues aux impôts de diverses catégories.	163
3. Recours à l'emprunt. Ressources qu'il a fournies.	166
APPENDICE : La Piastre et la Réforme monétaire.....	169
CONCLUSION	175
BIBLIOGRAPHIE	183

